

Le Retour du religieux

quant l'imam de Défense. Si nous pardons
guerre, il devient l'imam secret et si
l'ennemi nous écrase complètement, il
tient l'imam Martyr.

ça n'est pas seul il est quatre.

qui d'ailleurs, cette fille Anissa ne viendra
après les moissons. Tu la connaîtras
si qu'elle est une fille. Je les ai élevées
seules. Elles sont les prunelles
mes yeux. Elles sont bien plus que cela
elles comptent plus que mes jours.

me l'imam grossit quelque peu. À
l'arrière, autour de Khadidja, des femmes
se sont rassemblées. Asen s'en éloigne il
a relevé la femme parler de lui à Khadidja
et prononcer son nom avec une « h » aspirée
Hassen » le prénom si son père a porté à
l'agrandissement et ailleurs dans le monde il va
découvrir. Il est prononcé avec une
intonation qu'il connaît bien à présent.
h » aspirée c'est aussi à présent que
l'homme aspire au cœur d'un univers que
sque là il croyait cotoyer. C'est comme
cette femme qu'il ne connaît pas,
nait après sa mère, l'homme aime bien le
ne lui a rien demandé. Ses parents. Mais
nom que lui donneront ses parents. Mais
te intonation l'imam en quelque
s loin en bordure des bords qui font,
l'homme aspire au cœur d'un univers que
sque là il croyait cotoyer. C'est comme
cette femme qu'il ne connaît pas,
nait après sa mère, l'homme aime bien le
ne lui a rien demandé. Ses parents. Mais
nom que lui donneront ses parents. Mais
te intonation l'imam en quelque
s loin en bordure des bords qui font,

SOMMAIRE

Préambule	5
Accueil et présentation – Bernard Zimmermann.....	7
L’atelier Société et Religion – Elio Cohen Boulakia	7
Echanges avec les participants sur la présentation de l’atelier.....	10
Présentation de George Corm – Paul Balta	13
Présentation du livre de Georges Corm – Michel Durand.....	18
Débat sur le livre de Georges Corm	21
Le retour du religieux, quelques remarques – Claire Gruson.....	25
Etat des lieux et questions d’analyse – Claire Gruson et Janine Mézie	26
Exemples du retour et du recours au religieux	33
Pages choisies du livre de Georges Corm	43
La guerre des civilisations ou la crise de la philosophie des Lumières.....	47
L’atelier dans la tourmente de l’affaire du voile, de la commission Stasi à la loi du 15 mars 2004.	49
A propos du Youm Kippour et de l’Aid el Kebir, décembre 2003	49
Lettre du 08 mars 2004 au C.A. de Coup de Soleil.....	51
Une nouvelle frontière pour la laïcité : s’ouvrir à l’expression publique de la diversité culturelle.	55
Le désaccord fondateur.....	61
Le fait religieux et l’école.....	65
L’Atelier Société et religion	69

Préambule

L'atelier *Société et Religion* de Soleil en Essonne, outil de réflexion – action, focalise ses recherches sur l'indispensable refondation du concept de laïcité. Une laïcité qui peut et qui doit être le pilier du *vivre ensemble* dans la mesure où elle s'ouvre à l'expression des droits culturels dans l'espace public, et (re)devient une alternative positive aux discours dogmatiques ambiants.

En décembre 2006, notre atelier s'est trouvé en charge d'organiser le séminaire interne de notre association, journée de travail et de réflexion, qui est aussi un temps de convivialité.

Et, pour la troisième année consécutive, cette rencontre s'est tenue le 3 décembre 2006 : le présent numéro d'**Azrak** rend compte des échanges intervenus.

Nous avons choisi comme axe de la journée de réfléchir à ce qu'on nomme, d'un terme ambivalent, le *retour du religieux*. Pour cela, nous avons proposé d'exposer la pensée stimulante de Georges Corm qui soutient, dans un ouvrage récent "la question religieuse au XXIème siècle" que ce retour est instrumentalisé par les politiques et qu'il est en fait un recours au religieux.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que cet historien, économiste, homme d'État, incarne son pays, le Liban. Le Liban, qui continue malgré tout d'être ce laboratoire vivant de la coexistence pluriculturelle, et pour lequel G. Corm milite afin que la laïcité – une laïcité conçue à la française – soit la base sur laquelle puisse se construire un futur.

La pensée de G. Corm est hardie, parfois déroutante ; c'est ce qui a permis sans doute d'aiguiser notre réflexion : vous jugerez du résultat par les actes de cette journée qui constitue une part importante de cet opuscule.

Nous avons également souhaité, puisqu'aussi bien nous avons la parole, rappeler quelques étapes de notre atelier, qui a commencé de fonctionner en avril 2001 sous la houlette de André Micaléff, notre président d'honneur qui suit toujours nos travaux.

Enfin, nous n'avons bien entendu pas omis de joindre des textes témoignant de l'orientation actuelle de nos réflexions et des types de débats que nous souhaiterions engager, certes avec le milieu scolaire mais aussi dans des maisons de quartier, des MJC, des cafés-citoyens...

Les membres de l'atelier *Société et Religion*

Rachid AOUS – Paul BALTA – Marie-Jo BLOT – Elio COHEN BOULAKIA – Paul DEVILLARD –
Michel DURAND – Simon ELBAZ – Claire GRUSON – Janine MÉZIE – André MICALÉFF –
Anne-Marie VAILLÉ – Brahim ZEROUKI

ACTES DE LA 3^{ème} RENCONTRE DE CORBEIL

Séminaire du 3 décembre 2006

Accueil et présentation – Bernard Zimmermann.

Je vous remercie tous d'être présents pour cette journée. Je remercie en particulier Anne Marie et François pour leur accueil ; c'est la troisième année consécutive que nous nous trouvons chez eux pour une journée que nous voulons à la fois une journée conviviale, une journée aussi de réflexion. Le thème de cette journée tourne autour du religieux et/ou du recours au religieux. Nous avons tous reçu l'excellente présentation qui a été envoyée par Elio et nos amis de l'Atelier *Société et Religion* qui font un point auquel il n'y a pas grand-chose à ajouter en ce qui concerne la problématique soulevée.

Je voulais juste à ce sujet rebondir sur cette notion de recherche-action qui est évoqué dans le texte qu'a envoyé Elio, pour rappeler simplement que dès le départ Soleil en Essonne l'a intégrée dans ses méthodes et ses objectifs, ce qui veut dire que nous souhaitons toujours nourrir par le savoir, par l'accroissement de nos connaissances l'action que nous pouvons mener sur le terrain. Par exemple, l'année dernière ici même avec Suzanne Citron, nous avons travaillé sur l'Histoire –Mythe et écriture de l'Histoire- dont vous trouverez les actes dans le numéro 9 d'Azrak.

Cette démarche de recherche-action est pour nous très importante puisque notre réflexion nourrit notre action et inversement notre action nourrit notre réflexion sur différents grands sujets de société, comme celui que nous allons aborder aujourd'hui. Au fond, par nos actions qui ne peuvent être que modestes étant donné que nous ne sommes pas une très grosse association, ce que nous voulons c'est essayer de contribuer à changer les mentalités et les comportements, ce qui en fin de compte est le plus difficile, ce dont on se rend compte lorsqu'on travaille au plus près sur le terrain comme c'est le cas pour Elio et Lucie qui travaillent aux Aunettes, comme c'est le cas de notre expérience au foyer ADOMA(ex Sonacotra) ou dans d'autres lieux, notamment lorsqu'on rencontre d'autres associations comme les jeunes musulmans de Vigneux, comme nos amis de la délégation diocésaine aux relations avec l'islam de l'évêché d'Evry ... Autant de lieux et autant de moments où nous avons intérêt à être prêts, en tous cas à avoir réfléchi à quelques grands thèmes.

Ce que nous allons aborder aujourd'hui, parmi tous les grands sujets de société qui nous interpellent, en est un de premier ordre –il nous interpelle, vous le savez bien, au quotidien. A partir de maintenant, nous allons entrer dans le vif du sujet. Elio va commencer par la présentation de l'Atelier Société et Religion.

L'atelier Société et Religion – Elio Cohen Boulakia

Comme vient de le dire Bernard, cet atelier, qui est le nôtre, est tout à fait à la mode. C'est même une première chose que je voudrais souligner, il est presque trop à la mode, au sens où il faut s'interroger sur le fait que tout ce bruit autour du retour du religieux n'est pas innocent et on peut se poser la question de savoir si quelque part, comme le dit d'ailleurs Georges Corm, l'arbre ne cache pas la forêt.

Pour notre atelier, le travail est redoutable, si l'on veut suivre l'actualité éditoriale, il ne se passe pas de mois, où des livres, des études, des essais ne sont publiés en rapport avec l'objet

qui est le nôtre ; je ne parle pas des instituts qui travaillent sur ces problèmes –au premier rang desquels l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, l'Ecole des Etudes en Sciences Sociales, mais aussi l'Institut Européen en Sciences des Religions de notre ami Jean Paul Willaime, le Centre d'Etudes Interdisciplinaire des Faits Religieux et bon nombre d'autres que je ne vais pas vous citer.

Revenons donc à notre atelier. C'est en 2001 qu'André Micaleff a accepté à la demande de Georges Morin de faire repartir une commission de Coup de Soleil qui s'appelait alors la Commission Religion. Autour d'André, Paul Balta, Brahim Zerouki, Claire Gruson et moi-même, y avons travaillé pendant 2 ans et pour le X^{ème} Maghreb des Livres en octobre 2003 – malheureusement à ce moment-là André était déjà parti en Allemagne- la commission a organisé une table ronde intitulée « Un défi pour la laïcité, s'ouvrir au pluralisme culturel » avec des intervenants de premier plan comme le sociologue Jean Paul Willaime, Michel Tubiana qui était alors président de la LDH, et le regretté professeur Jamel Eddine Bencheikh dont l'intervention fut particulièrement remarquée (à l'époque, rappelez-vous on parlait beaucoup de la commission Stasi, du voile, etc...).

J'en profite pour vous dire qu'André Micaleff, quoiqu'en Allemagne, est toujours associé à nos travaux, puisque je lui envoie systématiquement tout ce que nous produisons et qu'il réagit. Nous en tirons beaucoup de profit et l'on peut dire que, André est notre président d'honneur.

Donc, dans les mois qui ont suivi cela, nous avons évidemment beaucoup réfléchi à la commission Stasi, puis à la loi contre le voile. Ce fut d'ailleurs l'occasion d'une ultime tentative de travailler au sein de Coup de Soleil national puisque Georges Morin avait demandé alors que notre Commission puisse présenter au Conseil d'administration tout fraîchement ému des élections du début de l'année 2004 une réflexion sur ce qui était alors un projet de loi en cours de promulgation. C'est ce qui a donné lieu à un texte collectif, qui n'a pas une ride. Quand bien même il est aujourd'hui de bon ton de se féliciter de « l'efficacité » de la loi de 2004, notre atelier continue de revendiquer pleinement ce texte. Nous y avons dit ce que nous pensions sur la loi contre le voile ; nous ne considérons pas que une application de la laïcité. En présentant ce texte-là, je ne savais pas que j'allais me retrouver comme les premiers chrétiens livrés aux lions dans les arènes –à y réfléchir les premiers chrétiens étaient bien des juifs, alors, pourquoi pas ?- parce qu'il y a eu une espèce de lynchage par des membres du C.A. qui ont exprimé une position très laïciste disant que la loi contre le voile était nécessaire, qu'il fallait donner un coup d'arrêt à l'intégrisme et à ses vilénies . Autrement dit, ils ne voulaient pas prendre en compte la polysémie du port du voile.

A l'issue de la discussion et grâce aux interventions de Paul Balta, Mouloud Mimoun et Gilles Manceron, nous avons abouti à l'idée qu'il fallait organiser un colloque qui permette de faire s'exprimer la voix des islamologues rénovateurs. J'étais chargé par Georges Morin de m'occuper de cette préparation ; nous voulions faire intervenir éventuellement Rachid Benzine, Malek Chebel... le collectif s'est constitué, la date a été retenue (le 30 mars), une salle réservée à l'AGECA... bref j'ai envoyé une convocation avec tous les documents préparatoires ; le 30 mars à l'heure dite, personne. Il n'y a eu aucune suite.

Nous avons repris nos travaux, seuls, et depuis l'an dernier nous fonctionnons de façon explicite sous la forme d'un atelier de Soleil en Essonne, atelier qui bien sûr ne contraint pas ses membres à faire partie de notre association, d'autant que deux d'entre eux, et non des moindres, Paul Balta et Paul Devillard sont eux-mêmes membres de Coup de Soleil.

A partir de là, nous avons voulu travailler en privilégiant l'axe des enseignants. Avec la laïcité comme pivot, mais en insistant davantage sur la manière et les raisons –les raisons civiques, les raisons citoyennes- d'aborder autrement l'enseignement du fait religieux à l'école comme fait culturel. (Voir en annexe la présentation de l'Atelier). La raison essentielle est que cet enseignement distancé et non confessionnel permet d'aborder le thème de la diversité des cultures, de la nécessité du dialogue et de la compréhension réciproque.

Nous avons même pensé concevoir un ouvrage collectif, à la manière de celui réalisé sur l'Islam par notre ami Paul Balta (Cavalier bleu, *idées reçues*) mais cette ambition s'est avérée excessive eu égard à nos forces. Néanmoins combattre les idées reçues et les préjugés par le dialogue est un mode d'action privilégié de l'atelier.

A partir de là, nous avons mis en avant, ainsi que certains membres de notre atelier nous l'ont fait découvrir –je pense en particulier à Claire et Anne Marie-, d'une part le désaccord fondateur du philosophe Abel, le désaccord comme valeur comme vous l'avez lu dans la note que je vous ai fait passer, et d'autre part la culture du compromis de Gilles Verbunt qui met en avant la médiation par la négociation plutôt que « c'est moi, ou tu meurs ».

Et puis, nous avons essayé de voir comment il était possible, toujours dans l'idée de décriper le débat, de sortir de cette exception française –exception culturelle, exception sur le concept de laïcité- parce que là-dessus en France très souvent la tête nous tourne, on a l'impression qu'on est complètement à part... donc, on a travaillé sur ce qu'était l'idée de laïcité, de sécularisation dans les autres pays de l'union européenne et dans le reste du monde. Ça permet aussi de beaucoup relativiser les choses. Et puis développer dans un esprit laïc la connaissance du fait religieux et engager une réflexion sur la laïcité comme concept fondateur du vivre ensemble dans l'espace républicain.

Nous avons beaucoup travaillé à voir comment sortir de la manière dont se passe généralement l'étude du fait religieux quand elle se produit à l'école en 6^{ème} ou en 5^{ème} par exemple pour parler des hébreux ou de l'islam, c'est à dire de ne pas donner des bréviaires résumant le credo de chacune des religions, mais en faisant en sorte de comprendre ce qui a pu guider les hommes et les femmes lorsqu'ils ont eu, depuis toujours au cours de l'histoire cette recherche de sens qui les a amenés à bâtir des systèmes. Et à partir du moment où on en fait un mode de comparaison des systèmes de sens, avec la distanciation nécessaire, l'enseignement du fait religieux a sa place dans l'école de la République.

Nous entendons également souligner l'importance de préparer les jeunes à l'enjeu fondamental de la liberté de conscience : croire ou ne pas croire, être tolérant, reconnaître la conviction de l'autre, et enfin l'importance de la fraternité : faire effort pour comprendre autrui en commençant par décriper sa relation à l'autre –ce qui n'est pas toujours fait par les enseignants selon mon expérience personnelle en tout cas.

Ce qui me surprend pour donner un exemple, c'est le contenu de l'enseignement de l'histoire au collège pour parler des hébreux ou de l'islam en 6^{ème} ou en 5^{ème}. Les livres qui pourtant se défendent de faire de l'enseignement des religions, le font, mais de la pire manière. Ils résument des systèmes de croyance, sans apporter cette distance critique qui permet d'apprendre à ne pas confondre par exemple mythe et historicité des faits relatés ; apprendre à replacer les choses dans leur contexte, leur contexte à la fois symbolique, historique, culturel.

Par exemple, j'ai vu des livres de 6^{ème} dans lesquels on présente comme un fait historique le périple d'Abraham de Chaldée à la terre de Canaan en passant par l'Égypte, et cela, comme un fait historique avéré. De la même manière, des essayistes qui ne prétendent pas être historiens et qui pourtant... Je pense à l'ouvrage de Tarik Ramadan qui vient de paraître aux éditions du Châtelet "*Mohamed vie du prophète*"- il y déclare par exemple : « le prophète

Mohamed est un descendant d'un enfant d'Ismaël ». Si on parlait de la symbolique, on le comprendrait parfaitement, mais là il précise « sur le plan strictement factuel » ; ou encore « Abraham et Ismaël se sont rendus dans l'ancienne vallée de Baka (c'est la Mecque) et y ont érigé la maison de Dieu (c'est la Kaaba) » ; acte de foi oui, événement historiquement survenu, c'est du domaine des hypothèses hasardeuses pour le moins.

Inutile d'aller plus loin. Vous avez compris le sens de notre démarche. A ce jour, nous avons eu assez peu d'échos dans notre recherche passionnée de partenariats –il faudrait en dire plus sur ces tentatives avec des collègues de Montgeron- mais je ne vais pas plus loin parce que, en fin de journée il est prévu de discuter avec vous et profiter de vos conseils sur cette question : comment trouver les supports, les lieux propres à nous permettre d'échanger sur ces sujets.

Echanges avec les participants sur la présentation de l'atelier

François Vaillé :- *Tu as parlé au début de placer l'enseignement du fait religieux dans le contexte d'un enseignement des systèmes de valeurs ; et derrière en fait tu ne parles plus que de l'enseignement du fait religieux.*

C'est vrai, tu as parfaitement raison. On n'a pas effectivement encore étudié dans l'atelier quelque chose qui est fondamental en dehors même du concept de laïcité, c'est l'étude des philosophies non religieuses.

François :- *Alors pour moi, faut-il promouvoir l'enseignement du fait religieux ou...*

Non, tu as raison. Pour nous c'est : enseignement du fait religieux et des philosophies non-religieuses.

François:- *Alors pourquoi ne pas choisir à ce moment-là un terme plus neutre ou plus général ?*

Parce qu'on ne veut pas non plus noyer le poisson. Dans l'espace médiatique de notre société, les jeunes sont gavés de religion. Pourquoi conserver cette attitude passéiste qui consiste à maintenir cette « laïcité d'abstention » qui a été celle des Pères fondateurs, lesquels l'ont fait à un moment où, effectivement, parler de la religion à l'école c'était dangereux parce que l'Eglise avait la prétention d'assumer le rôle social que tu sais, et qu'il fallait avoir stratégiquement une position prudente... Mais aujourd'hui, dans la mesure où il y a à la fois ce remue ménage autour du fait religieux mais qu'en même temps l'influence de l'Eglise, elle, n'est plus du tout ce qu'elle était il y a un siècle, il n'y a plus de raison de ne pas en parler et il y a même des raisons supplémentaires d'en parler puisque un certain nombre de prédicateurs autoproclamés, eux, ne se gênent pas pour le faire.

François :- *Ma remarque n'était pas contre l'enseignement du fait religieux, c'était plutôt que de se limiter à l'enseignement du fait religieux proclamer que ce qui est nécessaire depuis la 6^{ème}, c'est la philo à l'école.*

C'est d'ailleurs ce qu'Anne Marie nous a dit pratiquement au début de nos réflexions sur ce thème : « si on veut être conséquents, c'est ça qu'il faut faire ». Au lieu de ne l'enseigner qu'aux seules classes terminales, il faudrait introduire cet enseignement beaucoup plus tôt.

Bernard :- *Quand j'ai lu le papier que je trouvais extrêmement propre à nous inciter à la réflexion, il y a une chose qui m'avait arrêté ; c'est dans l'avant-dernier paragraphe qui se rapporte au point "Apporter un nouveau regard sur l'enseignement du fait religieux et des*

grandes philosophies non religieuses dans le cadre d'une école citoyenne". Un peu plus bas, il est écrit "Plutôt que de juxtaposer des énoncés didactiques destinés à faire connaître les credos des différentes confessions religieuses, nous suggérons, par une démarche laïque, d'exposer de rapprocher et comparer les réponses apportées par chacune des religions ou philosophies etc. " ce n'est pas ce que vient de dire exactement François, mais je me suis demandé à ce moment-là –alors que vous avez beaucoup travaillé sur la question de la laïcité et qu'il en est question là d'ailleurs- pourquoi ne la voit-on pas apparaître ? Je comprends bien que c'est implicite, mais je voulais juste dire une chose, mais peut-être qu'on en discutera : la question du retour fait religieux, tout ce qui va traverser notre réunion d'aujourd'hui, moi en contrepoint je vois de toutes façons la question de la laïcité. C'est selon moi les deux volets d'une même réflexion que nous devons conduire et vous y avez d'ailleurs beaucoup réfléchi. Parce que, à propos de la laïcité, ce que j'ai constaté lorsque j'ai enseigné –non seulement auprès des élèves mais, pire auprès des enseignants- c'est que ce n'est pas seulement le fait religieux qui est ou méconnu ou pas connu du tout, mais c'est aussi la laïcité, l'esprit de la laïcité, et qui demande autant d'efforts ; si on y avait réfléchi, peut-être qu'on n'en serait pas là aujourd'hui avec la question du fait religieux.

Elio A l'issue de cet échange je crois qu'on peut conserver pour l'atelier ces deux idées ; donc la première exprimée par François, c'est qu'effectivement on insiste plus sur ces systèmes philosophiques non religieux, et d'autre part aussi rappeler certes l'importance de la laïcité sans oublier que la laïcité traverse tout ; c'est un concept fondateur, ce n'est pas un système, surtout pas un système.

Anne Marie Vaillé :- Ah mais là on descend effectivement à une démarche vers la philosophie, plutôt vers les philosophies. En plus, on n'a pas le temps. C'est élargir le propos de façon considérable. Ça ne change pas l'orientation de l'atelier, mais c'est élargir le propos et explorer des domaines que nous n'avons pas eu le temps d'explorer jusqu'ici.

Ghislaine Brugère :- Pardonnez ma question peut-être un peu naïve, mais je me souviens de mes études il y a cinquante ans au lycée, il n'y avait pas d'enseignement du fait religieux. Ça se fait à l'occasion d'un cours d'histoire, d'un cours de philosophie ?

Janine Mezie :- En 6^{ème} (je parle de ce que je connais) il y a les Hébreux et on devrait également leur parler du Christ ; en général les Hébreux sont traités, mais pas le christianisme. En 5^{ème}, c'est l'islam, plusieurs semaines sont consacrées à l'islam. Et tout ça est repris après en seconde et en terminale. En 4^{ème}, c'est la Réforme.

Claire Gruson Et puis en Lettres également, il y a beaucoup de textes qui sont pris sur les mythes fondateurs dont la Bible.

Anne Marie :- Traditionnellement, dans les programmes d'enseignement, en histoire, ces questions sont abordées et elles le sont sous deux angles : la présentation de faits historiques qui, en général d'ailleurs n'en sont pas, puisqu'on mélange tout ; on raconte la rencontre entre Mahomet et l'ange Gabriel comme un fait historique et c'est ce qui est au point de départ de la présentation de la naissance de l'islam. Donc on décrit les religions dans le cursus de l'enseignement de l'histoire. Si on ne prend pas de précautions, les élèves considèrent que Mahomet a bel et bien rencontré l'archange Gabriel dans le désert et c'est un fait aussi vrai que Napoléon a gagné la bataille d'Austerlitz.

Bernard :- On a déjà discuté de ça, Anne Marie et là-dessus je mettrais un bémol parce que j'ai enseigné en 5^{ème}, mais au niveau de la seconde, il y a des manuels qui sont apparus sur la naissance du christianisme, l'expansion du christianisme ou l'islam au XIII^{ème} siècle dans le cadre du bassin méditerranéen, ou sur les rencontres entre les civilisations ; les ouvrages ne présentent pas les choses d'une façon aussi simpliste.

Le problème, c'est le collège.

Bernard :- *Il y a autre chose –je ne sais pas qui en a parlé- tout dépend de la façon dont les profs abordent ces choses.*

Marie José Blot :- *C'est vrai aussi qu'en tant qu'ex-professeur de lettres, j'étais passionnée par l'enseignement des mythes fondateurs dans les programmes de 6^{ème}, mais on se heurte à la formation pseudo-religieuse de nos élèves, à ce qu'il y a dans leurs têtes, et puis à nos propres peurs d'enseignants. Lorsqu'on aborde les récits mythiques et qu'on les présente comme mythiques, eh bien on a à faire à des levées de boucliers dans la classe. Je sais qu'il y a beaucoup de collègues qui refusent d'aborder ce conflit dans la classe.*

Présentation de George Corm – Paul Balta

Je commencerai par quelques souvenirs personnels pour présenter Georges qui est véritablement désolé de ne pouvoir participer à nos travaux. Libanais maronite, né à Alexandrie le 15 juin 1940, il est marié et père de trois enfants. Je suis son aîné de onze ans. Nous avons donc vécu notre jeunesse au milieu du peuple égyptien, héritier d'une histoire millénaire et porteur d'humanisme, et au sein de la société cosmopolite riche d'une grande diversité culturelle. Juifs, chrétiens, musulmans, agnostiques de toutes nationalités y coexistaient en paix et avaient des échanges entre eux. C'est une expérience qui marque pour la vie.

J'étais scout de France et Nadia Corm, la sœur de Georges, guide de France. Nous étions sur le même terrain et nos chefs et cheftaines nous rassemblaient de temps à autre autour d'un feu de camp pour apprendre à nous connaître. Nous nous retrouvions aussi par petits groupes chez les uns et chez les autres pour prendre le goûter. Les Corm habitaient près de chez nous et c'est ainsi que j'ai connu Georges, tout petit. En 1947, j'ai gagné Paris pour faire mes études supérieures et Georges y est arrivé à son tour une dizaine d'années plus tard. C'est avec beaucoup d'émotion que nous nous sommes retrouvés. Depuis nous sommes toujours restés en contact et avons souvent collaboré en différentes circonstances car Georges partage son temps entre Paris et Beyrouth, selon ses possibilités.

Politologue et analyste du monde contemporain, Georges est une personnalité riche et complexe, comme je vais essayer de le montrer. En 1958, il s'inscrit à l'Institut d'études politiques de Paris dont il sortira diplômé et à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques (Panthéon). En 1969, Il obtiendra le Doctorat, avec la mention "Très honorable" et les félicitations du jury, pour sa thèse sur *Les sociétés multiconfessionnelles*. Elle a été publiée en français, en arabe et en serbo-croate. Après la fin de ses études, il a exercé simultanément ou successivement, plusieurs activités que je vais passer en revue et qui illustrent la richesse de son parcours.

1- Militant de la société civile. Il a été très tôt un militant actif et novateur dans ce domaine. La première association qu'il a fondée à Paris s'appelait "Mouvement des citoyens". Paraphrasant le "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", il avait pour slogan "Républicains de tous les pays, unissez-vous". Curieux de tout et peu conformiste, il a inspiré les premières grandes enquêtes sur "Les nouveaux penseurs de l'islam" qui ont paru en 1996-1997 dans "Al Mouwaten" (Le Citoyen}, revue du Mouvement citoyen libanais. (A ce propos, on a beaucoup parlé du livre de Rachid Benzine "Les nouveaux penseurs de l'islam" qui est sorti il n'y a pas très longtemps, et je me suis aperçu que Benzine qui avait pourtant fait un gros travail de recherche ne connaissait pas cette enquête de Corm ; il manque donc dans son livre quelques éléments essentiels qui sont dans l'enquête de 1996-1997 ; il était un peu embarrassé quand je le lui ai signalé et, du coup je lui ai envoyé cette enquête et il l'utilisera s'il fait une nouvelle édition).

De même il avait apporté bénévolement son concours au séminaire "Monde arabe-Islam" que j'ai animé de 1985 à 1998, au Centre de formation des journalistes à Paris. À la fin de l'année 1989, nous avons organisé à l'Institut du Monde arabe, un colloque avec de grands universitaires, auquel ont participé les étudiants. Les actes, sous notre double direction, ont été publiés en 1990 par les Éditions ouvrières sous le titre L'avenir du Liban dans le contexte régional et international.

2- Enseignant. Entre 1969 et 1985, il a assuré divers enseignements dans des universités du Liban. Professeur à l'Université Saint Joseph à Beyrouth depuis 2001, il consacre ses cours à la maîtrise des sciences politiques dans « la coopération économique internationale » et dans

« la gestion financière de l'Etat ». Il est membre de nombreux jurys de doctorat en France et au Liban.

3- Conseiller dans des associations ou corps professionnels. Il fait partie de plusieurs conseils scientifiques d'organisations académiques nationales et régionales. Un des plus importants à ses yeux et qui lui tient à cœur est le Conseil d'administration de l'*Organisation arabe pour la lutte contre la corruption*. D'une grande intégrité personnelle, Georges a toujours mené ce combat ce qui lui a valu et lui vaut encore bien des inimitiés, mais il assume et persévère.

4- Expert économique et financier. Il a plus de 40 ans d'expérience pratique dans le domaine des finances publiques, des marchés financiers, de l'amélioration du climat d'investissement, des restructurations financières du secteur public et des banques, des réformes structurelles dans divers pays. Il a exercé ces fonctions en tant que haut fonctionnaire, puis comme ministre des Finances du Liban entre 1998 et 2000 et aussi comme consultant de la Banque mondiale, de l'Union européenne et d'autres organismes régionaux et internationaux de financement.

5- Consultant en mission itinérante de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Entre 1987 et 2006, il a effectué ces missions dans une dizaine de pays : Albanie, Algérie, Bahreïn, Iran, Liban, Maroc, Oman, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen, et dans la région Monde arabe-Méditerranée. Et à l'époque, je lui avais dit « tu t'intéresses beaucoup à l'économie » et il m'avait dit « tu vois, Paul, d'être consultant, ça me rapporte de quoi avoir une sécurité et ça me permet en quelque sorte d'être tranquille pour faire mes recherches en tant qu'historien et écrivain. »

6- Homme politique. Son combat a toujours été centré sur l'indépendance du Liban, la nécessité de consolider son unité, le respect de sa diversité mais avec la volonté de surmonter les clivages communautaires. Il m'a longuement téléphoné de Beyrouth pour me dire pourquoi il regrettait de ne pouvoir participer à nos travaux et j'ai été impressionné de sentir combien il est affecté par les épreuves que traverse le Liban à la suite de "la guerre des 33 jours", déclenchée en juillet par Israël, et du récent assassinat de Pierre Gemayel.

7- Historien. Comme la plupart des Alexandrins, Georges Corm a toujours été fasciné par l'histoire, en particulier celle du Proche-Orient et de la Méditerranée, et il y a consacré une partie de sa vie et de ses livres.

8- Écrivain. Il a toujours combiné l'analyse et la réflexion, l'étude historique objective et l'esprit critique. Il a publié une vingtaine d'ouvrages en français et une dizaine en arabe. J'avoue franchement qu'ils ne sont pas toujours faciles à lire et nécessitent une attention soutenue, mais leur qualité et leur richesse sont telles qu'ils sont vite épuisés et réédités, souvent en format "poche". À chaque fois, Georges met le livre à jour et enrichit la nouvelle édition.

C'est le cas, par exemple, de *Géopolitique du conflit libanais*, paru en 1986 à La Découverte. En 1992, Gallimard l'a publié en Folio/Actuel, sous le titre *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient, 1840-1990*.

Dernière édition : *Le Liban contemporain. Histoire et société*, à nouveau à La Découverte, en 2005.

Pour ce qui est du livre qui est au centre de nos travaux et que va vous présenter Michel Durand, *La question religieuse au XX^{ème} siècle. Géopolitique et crise de la post-modernité*. La Découverte, 2006, il est, lui aussi, l'aboutissement d'un long cheminement. Amorcé par

Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles, LGDJ, en 1971, il s'est poursuivi en 1998, par *Histoire du pluralisme religieux dans le bassin méditerranéen*, chez Geuthner.

Impossible de ne pas citer ce monument qu'est *Le Proche-Orient Éclaté* - 1956-1991, publié à La Découverte en 1991 ; suivi d'un deuxième volume, en 1997, *Le Proche-Orient Éclaté - Mirages de paix et blocages identitaires* 1990-1996. Enfin, les deux volumes fusionnés en un seul ont paru en Folio/histoire, chez Gallimard, en 2000 puis 2001. En 2003 le titre devenait *Le Proche-Orient Éclaté - 1956-2003*, édition augmentée. Il met en place les cadres mentaux de perception des camps en présence, et analyse les discours occidentaux et orientaux sur la région. Puis, il explique les grands événements, dans les chapitres : "Des bouillonnements révolutionnaires à l'euphorie pétrolière (1956-1975)", "De l'euphorie à la multiplication des conflits interarabes (1975-1990)", "L'établissement de l'hégémonie américaine et les paix manquées (1991- 2003)". En conclusion : "Permanence de la décadence ?"

Pour ceux qui voudraient se les procurer je citerai aussi d'autres livres. D'abord, l'Europe et l'Orient, *De la balkanisation à la libanisation*, *Histoire d'une modernité inaccomplie*. La Découverte, 1989, puis en livre de poche en 2002, avec une préface inédite. Puis, *Le nouveau désordre économique mondial - Aux sources des échecs du développement*. La Découverte, 1993, et *La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve*, L'Harmattan, 2001, dans lequel il rappelle qu'elle attire 35% des touristes du monde et arrive en tête avec les conséquences que cela peut avoir sur plusieurs plans.

À propos de *Orient - Occident. La fracture imaginaire*, paru en 2002 à La Découverte, un critique a souligné que Georges Corm est un des meilleurs spécialistes francophones de l'évolution des rapports entre monde arabo-musulman et occident capitaliste libéral dans les dernières décennies.

En conclusion, je voudrais vous lire le message que Georges m'a adressé de Beyrouth : « Cher Paul, Tu voudras bien remercier de ma part les organisateurs et les participants à cet atelier et à la journée du 3 décembre pour l'intérêt porté à mon livre. J'aurais souhaité être des vôtres et vous parler directement de mon expérience du pluralisme religieux que je vis très bien depuis ma plus tendre enfance, vous parler de l'écho que les valeurs républicaines avaient ici en Orient jusqu'à il y a quelques années, vous entretenir de la nécessité de rétablir des espaces républicains internationaux, de débarrasser le droit international de considérations religieuses qui ne pourront jamais établir des normes de droit de caractère humaniste et universel.

« En d'autres circonstances que celles que traversent mon pays en ce moment, j'aurais fait le déplacement à Paris pour être avec vous. Mais les ambitions de puissance de l'hégémonie américaine qui s'appuie sur certains groupes et certains gouvernements de la région et, malheureusement, certaines personnalités politiques européennes et françaises, ont déstabilisé mon pays, écho et tampon de toutes les tensions qui traversent la région et de toutes les sensibilités politiques diverses. Depuis 1968, Israël n'a pas arrêté d'exercer contre le Liban, modèle de pluralisme religieux, une politique de représailles démesurée qui a déjà mis le pays à feu et à sang entre 1975 et 1990. Cet été, cette politique contraire à tous les principes du droit international et du droit humanitaire s'est exercée à nouveau.

« Aussi, je suis tenu d'être avec les miens à un moment où une crise constitutionnelle grave menace le fragile équilibre du pays. Tous mes souhaits pour votre travail et vos discussions. Très amicalement. Georges Corm ».

Anne Marie : - Là, actuellement au Liban, a-t-il une fonction politique ? Où enseigne-t-il ?

Non, il n'a plus de fonction politique. Il est connu, surtout par son enseignement à Saint Joseph. D'après ce qu'il m'a dit au téléphone, je pense que dans le contexte actuel, il a des contacts, il estime qu'il peut jouer un rôle. S'il n'est pas venu, c'est aussi parce qu'il ne tient à être absent du Liban alors que le climat se détériore.

Anne Marie : - Une autre question le concernant, on trouve aisément ses publications ?

Les références que je vous ai données se trouvent sur alapage.com. En tous cas tout ce que je vous ai indiqué n'est pas épuisé.

Elio :- Ce que je voudrais dire n'est pas du tout une forme quelconque d'attaque contre Georges Corm pour qui j'ai beaucoup d'admiration pour ce qu'il écrit, mais ce que je voudrais souligner ici, c'est quelque chose qui va nous permettre de relativiser ce qu'on pense. Vous avez entendu, comme moi, ce que vient de nous dire Paul quand il nous dit la préoccupation de Georges Corm de débarrasser le droit international des considérations religieuses qui ne pourront jamais établir des normes de droit de caractère humaniste et universel. C'est très bien, et en même temps aujourd'hui, Georges Corm, placé en tant que militant, engagé dans la lutte pour la survie du Liban, considère sans état d'âme que le Hezbollah est un parti national libanais qui ne s'oppose pas aux objectifs multiculturels du Liban. Ça doit nous amener à réfléchir au fait que nous avons des façons de penser qui sont formatées sans doute par les médias, mais nous avons du mal à oublier que le secrétaire général du Hezbollah a des allures d'imam, il faut bien le dire, et que tout ça nous trouble. Je ne doute pas de l'authenticité du personnage Corm, -il a des pages sur la laïcité qui sont absolument dignes d'une anthologie, il est fermement républicain, républicain partisan d'une république universelle- et il ne voit pas de hiatus quand on lui dit par exemple :

« mais, ils sont inféodés à l'Iran », il répond :

« « quoi, inféodés ? Ils ont comme allié l'Iran ! Est-ce que Israël se déclare inféodé aux USA ? Il a comme allié les USA !

« Deuxième objection, le Hezbollah est un parti religieux.

Georges Corm répond :

« Un parti religieux ? non ! Ils interviennent là comme nationalistes libanais et ils jouent un rôle contre les éléments qui, en accord avec les USA, militent pour une déstabilisation du Liban »

Il faut finalement admettre qu'il peut y avoir des points de vue différents de celui que nous avons couramment l'habitude de prendre lorsqu'on dit « les Hezbollah, ce sont des fous de Dieu, ou encore le Hezbollah est le parti de l'islamisme radical chiite, qui place le politique entre les mains des religieux » Et cela nous amène à un peu d'humilité.

Anne Marie : - Juste une question suivant ce que tu viens de dire, Elio. J'aimerais comprendre le décalage d'analyse et d'interprétation considérable entre ce qui est dit du Hezbollah et ce que Georges Corm en pense. Comment est-ce qu'on explique cela ; est-ce que c'est nous qui ne voyons pas le Hezbollah tel qu'il est ou est-ce que c'est Corm ?

François: - Ce matin, à la radio j'ai été frappé par l'épisode à propos de Ségolène avec le Hezbollah où le journaliste disait « Elle a accepté de parler avec quelqu'un qui a été déclaré par l'État ceci, l'État cela comme terroriste ; elle a donc parlé à des terroristes ». Mais sans aucun contrepoint sur le fait que personne ne s'est offusqué qu'elle puisse parler avec le

gouvernement israélien, comme s'il y avait un terrorisme d'État qui était accepté par toute la communauté internationale et un terrorisme incontrôlé, sauvage, qui serait hors la loi et complètement infréquentable. Je pense que dans nos analyses, on a quand même des schémas là-dessus. Pour moi, le Hezbollah est sûrement un parti religieux, mais il a une analyse politique, il a un grand rôle politique au Liban. Il est plus religieux parce qu'il est l'émanation d'une population avec une religion homogène, mais c'est comme si on disait en France « les démocrates-chrétiens c'est le parti des chrétiens ».

Brahim Zerouki : - Cette question est sûrement intéressante parce que là nous commençons vraiment à entrer dans ce que j'appelle une laïcité musulmane, qui existe j'en suis convaincu, qui est implicite, qui n'est pas encore formulée, mais je pense que ça va venir dans les années à venir –moi-même j'y travaille. Si on prend l'exemple de l'Iran –et j'en reparlerai tout à l'heure- à la tête du pays, il y a un Guide de la révolution et un Président de la République. Le Guide de la révolution, c'est quelqu'un qui est là par son savoir, et le Président de la République est élu. Le Guide de la révolution est une autorité symbolique, religieuse, mais qui n'a pas de pouvoir sur le Président de la République qui lui est vraiment le représentant de l'État et qui agit en tant que laïc. Aussi bien le Hezbollah libanais que l'État iranien arrivent donc à avoir une politique laïque. Il n'y a pas de stratégie chiite aussi bien au Liban qu'en Iran. C'est la politique de l'État qui est une politique laïque et qui agit comme les États agissent habituellement, aussi bien en Orient qu'en Occident. On est là vraiment dans la voie de retrouver ce que j'appelle une laïcité musulmane. Un jour, elle sera vraiment formulée et je pense qu'on est déjà sur cette voie-là.

Bernard : - J'écoutais ce qui a été dit à propos du Liban, ce qui a été dit à propos de l'Iran à l'instant, des choses qui nous interpellent et sur quoi nous avons de la matière aujourd'hui pour y réfléchir encore ; il me semble que c'est une problématique qui nous interpelle dans notre pratique quotidienne ici aussi. C'est à dire que lorsque nous nous trouvons confrontés, non pas à des Iraniens ou à des Israéliens ou à des Libanais là-bas au Moyen Orient, mais que nous nous trouvons confrontés par exemple à des jeunes musulmans ici, on a besoin d'être prêts à y voir clair dans ces questions. Je ramène les choses à notre causalité associative parce que tout à l'heure je disais que nous visons par notre action à changer les mentalités, changer les comportements, à contribuer à les faire évoluer, or tout ce qu'on vient de dire montre à quel point nous ne sommes pas encore tout à fait prêts, peut-être parce qu'on est formatés par les médias. Par exemple j'ai été frappé par le fait que, dès la troisième ligne du livre de Corm, il met en place la question de la responsabilité des médias.

J'attends maintenant de la journée d'aujourd'hui non pas qu'elle réponde à toutes nos questions, mais peut-être qu'on soit un petit peu plus prêts à considérer de façon dialectique toutes ces questions ; dialectique, c'est à dire contradictoire mais prenant en charge ces contradictions.

Anne Marie : - Une question centrale vient d'être abordée qu'il faut garder en tête pour l'orientation de nos travaux.

Paul Devillard : - Je voudrais dire un mot à propos de l'enseignement du fait religieux à l'école. J'ai téléphoné ces jours-ci à André Blandin que j'ai bien connu en Algérie. Il est devenu en France l'un des représentants de l'Enseignement catholique, privé. Il est passé chez nous ; il y avait une centaine de jésuites qui l'écoutaient. Il est parti à Lyon. Je voudrais vous donner son adresse et que vous l'invitiez, parce que ce serait un homme qui pourrait participer à nos travaux de façon très intéressante. Anne Marie le connaît.

Présentation du livre de Georges Corm¹ – Michel Durand

Pour aller vite, et pour qu'on ne se perde pas dans le détail, j'ai un peu modifié l'ordre des propositions et j'organise le tout autour de trois points :

1. L'emprise de la religion dans le monde moderne, quelques constatations –je reprendrai un certain nombre d'exemples -il y en a beaucoup, quelques-uns suffisent.
2. Dans un deuxième temps, on proposera l'explication de Georges Corm sur la réalité religieuse d'aujourd'hui –pourquoi les problématiques religieuses sont-elles devenues aussi importantes. Il y a au moins trois ordres d'explications qu'il propose.
3. Et puis enfin dans un troisième temps les propositions de Corm sur la question : « Comment construire la paix au XXI^{ème} Siècle » car il estime que cet essor du phénomène religieux et ses différentes composantes sont autant de menaces pour la paix.

Je vais reprendre successivement chacun de ces points.

L'emprise de la religion dans le monde moderne

Montrer l'importance des questions religieuses dans le monde, c'est d'abord montrer que la religion s'étale partout. Elle est à la une des journaux. La question de l'identité religieuse semble tout envelopper : on a vu réapparaître beaucoup plus qu'autrefois dans la vie quotidienne des kippas, des barbes islamistes, des croix chrétiennes. D'autre part, sur un plan politique, on n'aurait jamais imaginé dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale que les problématiques religieuses puissent intervenir dans la construction du monde issu de cette seconde guerre mondiale. En 1945, la reconstruction du monde s'est faite "en dehors". On pourrait dire aussi, avec quelques nuances, que le mouvement de décolonisation des années 50 ou 60 n'a pas été marqué principalement par ces aspects-là. Ce qui dominait à ce moment-là, c'était tout simplement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Autre exemple, on a constaté que dans les dernières vingt-cinq années, peu à peu les conflits au nom de la religion se sont multipliés. Ça a commencé très tôt, dans l'ancien empire des Indes avec la création du Pakistan, la partition entre l'Inde proprement dite et le Pakistan. Après il y a eu toute la série des révoltes des musulmans aux Philippines, dans tout l'Est du monde musulman. Et se sont développées aussi des rivalités entre musulmans et animistes plus ou moins christianisés en Afrique, et ça déjà depuis longtemps. Enfin, on pourrait aussi évoquer cette réalité que constitue l'éclatement d'un certain nombre d'états pluralistes qui, jusque dans les années 75 étaient considérés comme particulièrement stables, notamment au Moyen Orient, notamment dans le cas du Liban. Conflits internes donc qui ont fait éclater des États au Proche Orient certes, mais également en Europe plus récemment avec la question des Balkans.

Autre aspect, c'est le cas particulier des Etats Unis d'Amérique, la première puissance mondiale, mais dotée d'un nationalisme à forte coloration religieuse. Il y a beaucoup de choses à dire là-dessus, et c'est un cas qu'il convient de ne pas d'oublier.

Autre remarque dans la situation d'ensemble, c'est le rôle très particulier que joue depuis la seconde guerre mondiale la destruction des Juifs d'Europe et la création de l'État d'Israël en 1948. Il est bien évident que le génocide des Juifs est considéré de nos jours sans aucune

¹ La Question religieuse au XXI^{ème} siècle, géopolitique et crise de la post-modernité. La Découverte 2006

commune mesure avec tous les autres phénomènes du même ordre qui jalonnent l'histoire de l'humanité. En Occident, notion qu'il faudrait définir mais qui est commode, la dénonciation permanente du génocide et la repentance perpétuelle des Occidentaux constituent, il faut bien le dire, une nouvelle forme de religion qui aboutit à approuver sans discuter la politique d'Israël et la gestion du Proche Orient par les Américains. C'est non seulement l'attitude des néo-conservateurs américains –ça bien sûr, tout le monde le sait- mais c'est aussi l'opinion d'un grand nombre d'Occidentaux. L'obsession des rites et des cérémonies à ce sujet-là, c'est quelque chose de déjà ancien puisque, la date importante de ce point de vue-là, c'est en 1979 lorsque le Président des Etats Unis de l'époque Jimmy Carter a décidé de faire ériger un monument à la mémoire des victimes de la Shoah. Donc ça, c'est aussi une réalité religieuse de l'époque contemporaine.

Enfin, d'une manière générale en terre d'islam, plus spécialement en Afrique du nord, au Proche et au Moyen Orient, -ce sont des terres dominées sous différentes époques, ce sont des terres de culture et en même temps des terres de pauvreté- là plus qu'ailleurs, la religion donne un sens aux difficultés de l'heure, c'est à dire aux difficultés économiques, aux humiliations de toute nature et à la pression des grandes puissances. Elle permet d'expliquer ces difficultés sur la base quelquefois d'explications un peu simplistes, un peu réductrices, comme la fidélité systématique aux lois de Dieu et à la tradition. C'est pour ça que, dans ces pays-là, la notion par exemple de laïcisation, de laïcité est souvent très mal comprise et assimilée à un pur athéisme dans les cas extrêmes.

A cela il faudrait additionner tout ce que l'on doit à l'héritage colonial, notamment dans le découpage géographique ou même dans les découpages au point de vue du vocabulaire au Proche Orient par exemple où des communautés religieuses ont été affublées dès le XIX^{ème} siècle d'une réalité nationale, ce qui a contribué à compliquer encore un peu plus les problèmes de ce secteur. Ceci n'est qu'un simple rappel de choses que tout le monde connaît pour donner une idée de l'aspect que prend le phénomène religieux au début de notre siècle.

L'explication de Georges Corm sur la réalité religieuse d'aujourd'hui

D'une manière générale, en relisant le livre, on peut mettre ça en avant c'est que Corm est convaincu, du moins à cet égard, que la présente situation est un aspect de l'affrontement des Lumières et de la tradition, affrontement qui caractérise nos histoires du monde depuis le XVIII^{ème} siècle. De manière un peu systématique, il y a, à ses yeux, d'un côté les défenseurs de l'universel, de la raison, du cosmopolitisme, de l'idée de progrès, et puis en face il y a les partisans de l'ordre, de la hiérarchie au sein des sociétés et des États ; ce dernier groupe voit assez facilement dans toutes les questions qui peuvent se poser à l'heure actuelle des complots de toute nature ; c'est la théorie du complot qui surgit, et ceci dans des domaines culturels et politiques très divers.

A l'heure actuelle, cet affrontement entre les Lumières et la tradition semble, aux yeux de Corm, bénéficier surtout aux seconds. Le premier de ces groupes, le groupe des Lumières, a perdu une partie de son influence. Toute une série de penseurs, de manière diverse, ont remis en cause la notion de progrès dans les vingt-cinq dernières années du vingtième siècle. Et certains l'ont fait en partant de très loin. Un historien comme François Furet par exemple considère qu'il y a un cycle qui a commencé avec la Révolution française en 89, qui s'est achevé avec l'échec de l'Union soviétique en 1990 et qui est au fond l'histoire d'une révolution qui a mal tourné et qui a entraîné avec elle toutes les horreurs du XX^{ème} siècle et le développement de tous les totalitarismes.

Cela signifie que le patrimoine révolutionnaire est totalement dévalué. Or c'était une composante de l'humanisme universel. L'historien israélien Stern a beaucoup écrit sur cet

aspect de la question. Et l'histoire de la Révolution française est considérée notamment par ces auteurs comme un mythe progressiste, construit en plus par des historiens marxistes, et toutes ces idéologies ont produit un déficit de convictions, ont abouti en définitive à une aliénation de l'homme et pour compenser ce déficit d'espérance – puisque l'épisode révolutionnaire est contestable- eh bien, il est normal de constater un retour d'autres croyances, un retour du religieux qui est une compensation généralisée à une perte de sens.

Donc l'explication proposée est le déficit d'identité. Il y a déficit d'identité notamment sur le plan des convictions, des croyances, des espérances dont l'humanité a besoin et comme on a fichu tout ça par terre, eh bien c'est remplacé par autre chose.

G. Corm, pense que cette explication par le déficit d'identité est essentielle, mais il conteste cette mise cause de la Révolution comme matrice des violences du XX^{ème} siècle. Pour lui la civilisation occidentale a connu une dérive, bien avant la Révolution française, avec les guerres de religions et la Sainte Inquisition au cours du XVI^{ème} et la première moitié du XVII^{ème} siècle. A ses yeux, c'est à ce moment-là qu'apparaît un certain nombre de manières de gouverner qui annonce les totalitarismes du XX^{ème} siècle. Le résultat, c'est le déficit d'identité à l'heure actuelle, en matière de progrès, d'espérance etc. Crise d'identité explicable par cette contestation de l'idéal des Lumières ; mais crise d'identité aussi pour une autre raison, c'est que, en Europe occidentale notamment, on a peu à peu construit sur les débris de cette unité à base religieuse qu'on appelait autrefois la chrétienté, une Europe des États-nations.

Ça s'est fait lentement, ça s'est traduit notamment par le mouvement des nationalités au XIX^{ème} siècle, et c'est une construction qui n'est pas innocente, qui est empreinte d'une corrélation un peu mystique –Michelet disait « le peuple a une âme ». C'est une réalité qui a eu tendance à devenir transcendante au XIX^{ème} siècle et au moins dans la première partie du XX^{ème}. Or, cette idée a été non seulement remise en cause –à cause des minorités, à cause du déclin du sentiment national- mais aussi parce qu'on s'est rendu compte que l'État-nation c'était aussi un mythe qu'on s'est empressé de déconstruire –de démolir. D'où là aussi un déficit identitaire, d'où les recherches des racines, d'où l'intérêt porté aux lieux de mémoire, l'importance accordée aussi aux lieux de culte. Ce grand vide est occupé à nouveau, partiellement par quelque chose qui tourne autour de la religion ou de sentiments religieux car les mentalités, les besoins ont survécu au recul religieux et à la sécularisation.

C'est la deuxième explication proposée par Corm, mais il y en a une troisième qui est l'héritage de la période coloniale. Sans entrer dans le détail, c'est vrai qu'à l'intérieur des religions concernées, principalement l'islam, il y avait entre les croyants des manières d'être, des manières de penser différentes ; dans certains cas il y avait des églises, dans d'autres il n'y avait pas d'églises. Ce qui a joué un rôle déterminant dans ce domaine géographique, c'est une série de facteurs extérieurs qui ont contribué à nourrir l'attachement à la religion, et quelquefois sous des formes rigides ; c'est le mépris de l'Occident sur l'apport de l'islam dans la culture mondiale – on a souvent considéré la civilisation du monde islamique comme une simple courroie de transmission entre l'Antiquité et le monde moderne. Comme faits extérieurs, on peut évoquer aussi le cynisme de l'Occident qui oublie ses grands principes quand ses intérêts sont en jeu. (Égalité des citoyens devant la loi, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes). On pourrait aussi évoquer les ambitions nationales déçues, je pense en particulier à la tentative d'une partie du monde musulman avec la création de la République Arabe Unie, qui n'a jamais réussi à réunir l'Égypte à la Syrie (1958-1961) ; la guerre des Six Jours aussi a été une catastrophe pour Israël et ses voisins ; les faiblesses des économies

dominées, les insuffisances de toute nature des dirigeants... Là-dessus, il y a des développements importants et cumulatifs dans le livre.

Sur ces pages-là, Corm considère que tout ça, c'est autant de facteurs dangereux pour la paix du monde et qu'il faut essayer de trouver des solutions, de faire des propositions.

Comment construire la paix au XXIème Siècle

Que veut-il faire en proposant ce qu'il va appeler un Pacte laïque international, parce que c'est ça sa proposition : "Pacte laïc international". C'est dit-il d'empêcher l'utilisation politique des religions et des nationalismes de la culture, aussi bien pour l'islam que pour le judaïsme que pour les chrétientés en général. Il insiste beaucoup sur les dangers et les pièges du vocabulaire, le vocabulaire actuel utilisé par les uns et par les autres et d'un ensemble de moyens qui font disparaître en réalité les véritables problèmes. Les affirmations, non seulement sont outrancières, mais amènent, déclenchent assez souvent une agressivité qui n'aurait pas lieu d'être. Il y a toute une rhétorique dans ce domaine, il y a une rhétorique dans ce domaine chez les Américains par exemple lesquels ont repris une rhétorique qu'ils utilisaient à l'égard des Soviétiques, et qu'ils utilisent maintenant à l'égard de leurs ennemis d'aujourd'hui. De la même façon, les journaux de langue arabe nous dit-il, ont un vocabulaire aussi dissimulateur que dangereux. Le but de la proposition de Corm d'un pacte laïc international, ce serait de faire apparaître les vrais problèmes qui se dissimulent sous des vêtements religieux et dont nous n'avons qu'une conscience amoindrie à l'heure actuelle. Ces problèmes, ce sont : la pauvreté, les colonies israéliennes en territoire occupé, le gaspillage des richesses....

Autrement dit, le but ce pacte, c'est de retrouver la vérité derrière ce masque religieux, et de cette façon pouvoir contribuer à la sécurité collective. Le contenu du pacte, ce serait de définir ce qu'il appelle une espace républicain à l'échelle mondiale qui refuserait les mises en scène identitaires facilitées justement pas l'emploi de ce vocabulaire dont on parlait tout à l'heure. Ce pacte devrait s'inspirer de la philosophie des Lumières, en isolant tout ce qui peut faire intervenir des groupes religieusement constitués ou culturellement constitués. Autrement dit, ce pacte devrait mettre en avant l'idée de tout faire pour favoriser le cosmopolitisme et bien entendu proscrire toutes les formes de multiculturalisme.

Ce que je n'ai pas très bien perçu, c'est comment l'auteur entend faire passer ça dans la pratique. A noter que l'idée du pacte laïc républicain, il l'emprunte à Jean Baubérot, spécialiste reconnu des questions relatives à la laïcité.

Débat sur le livre de Georges Corm

Elio.: - Pour rebondir sur ce que tu viens de dire, Michel, c'est vrai que lorsqu'on lit Corm et pas seulement dans ce livre-là, il apparaît très clairement que, différemment de ce que nous avons développé dans l'atelier, il a une conception de séparation "sphère publique-sphère privée" qui, est une forme républicaine classique dont on a tendance un peu à considérer qu'elle a besoin d'évoluer pour tenir compte de la poussée identitaire légitime qui se manifeste dans nos sociétés et qui correspond à un besoin de reconnaissance qui n'est pas seulement celui de ceux qu'on appelle les enfants de l'immigration, mais de tout le monde. Le besoin de dépasser une vision abstraite de la République où l'on doit arriver tout nu avec son bonnet phrygien sur la tête et garder chez lui tout ce qui concerne sa culture, sa religion, etc. tout cela étant la sphère privée. C'est pourtant la position que défend Corm. Il faut voir que si Corm la défend, c'est qu'il est au quotidien martyrisé par ce que vit le Liban, par la forme

institutionnelle qu'a pris son pays depuis les années 30/40. Les institutions politiques du Liban ont attribué à chaque groupe ethnoreligieux un élément du pouvoir, tant pour les chiites, pour les sunnites, pour les chrétiens... Il dit : « ça c'est l'enfer, il faut en sortir, et la seule manière d'en sortir, c'est de revenir à une séparation d'airain entre sphère publique et sphère privée ». Il dit « le multiculturalisme tel qu'on l'entend dire, c'est du pipeau ; c'est une philosophie nouvelle qui a dénigré la révolution... Résistez aux sirènes du multiculturalisme ».

Bernard : - Je voulais juste faire une remarque à partir de la lecture du livre de Corm, ce qui me frappe chez lui, c'est qu'il présente son affaire comme un questionnement, mais que finalement ce à quoi il s'attache de façon presque exclusive, c'est à ce déficit d'identité dans le monde occidental. Il met en cause, essentiellement le néo-libéralisme –le néo-conservatisme exactement- et les Etats unis. Je pense que cette critique est largement pertinente sauf que je me pose une question, c'est que cette crise identitaire ne me semble pas propre au seul monde occidental. Il le fait entendre mais il ne s'y attaque pas vraiment. Il est bien question des islamistes, c'est vrai, mais quid de l'Asie où l'on retrouve les mêmes types de problème ?, quid de l'Amérique du Sud – qu'on peut à la rigueur rattacher au monde occidental- et quid de l'Afrique ?

Cela dire que lorsqu'on fait le tour du monde, on se rend compte que ce déficit identitaire n'est pas propre au monde occidental. Cette explication qu'il en donne n'est pas à rejeter, mais je me demande si ça ne peut se ramener qu'à ça. Je me souviens qu'en 1968, l'équipe qui a travaillé autour de Dubcek était une équipe pluridisciplinaire et, à la demande du parti communiste réformateur tchécoslovaque au moment où Dubcek était encore au pouvoir, ils ont publié un énorme bouquin qui s'intitulait "La civilisation à la croisée des chemins"(Civilisation at the crossroads). C'était une sorte de tableau général de l'état du monde d'alors par rapport auquel ils essayaient de situer un réformisme communiste et un État communiste ouvert à la modernité. Ce livre est passé quasiment inaperçu en Occident –à l'époque, je l'ai lu à Prague en anglais- je sais qu'il a été publié beaucoup plus tard mais il est resté inaperçu. Or, le titre même et la préoccupation qui était celle de ces communistes tchécoslovaques me semble poser une problématique à l'ensemble du monde. C'était bien d'une crise d'identité qu'il s'agissait d'une certaine façon, qui touchait au régime communiste, mais qui dépassait de loin le problème, parce que lorsqu'on lit le texte, on se rend compte qu'ils abordent quantité de points, de questions qui touchent à l'ordre mondial – question du pétrole, questions de société, de misère- c'est à dire qu'ils faisaient un tour d'horizon de l'état du monde et des risques que la civilisation était en train de courir.

Anne Marie : - Il y a effectivement ce point excessivement important de la crise identitaire qui est la grille d'analyse de Corm. Il y a également la question de la construction de ce pacte laïc international. Qu'est-ce que ça peut être, comment ça peut se construire ? Ça pourrait être un autre sujet d'échanges et de réflexions.

François : - Ce qui m'a frappé, c'est qu'il a l'air d'attribuer la crise de la période dans laquelle on est à l'effondrement des mythes et quelque part, sans le dire, par l'affirmation que nos sociétés ne savent pas vivre sans mythe. Donc, devant l'effondrement des mythes, le dernier étant celui du XVI^{ème}/XVIII^{ème} (Lumières, marxisme), c'est là le dernier mythe qui s'effondre et comme l'humanité ne sait pas vivre ce vide de mythe, elle se raccroche aux mythes anciens, et on est renvoyé au fait que toute construction philosophique du monde doit être basée sur un mythe fondateur. On se raccroche aux mythes anciens parce qu'on a fait disparaître les derniers qu'on avait créés.

Elio : - Je crois qu'en fait, c'est tout à fait ce que dit François, au sens où par rapport à ce problème d'effondrement des mythes, il est, lui, pour qu'on retrouve sous une forme renouvelée, les mythes fondateurs des Lumières, depuis la Renaissance, et dont il dit d'ailleurs qu'ils ne sont ni français ni européens, ils sont désormais universels ; personne ne peut se les approprier. En partant de ce point de vue-là, il développe une idée intéressante ; il dit : « le christianisme, c'est quelque chose de très fort et qui n'a pas fini d'avoir de la force et d'aider beaucoup de gens à vivre et de donner sens à leur vie, et pourtant le christianisme est passé par une période de combien de siècles dans laquelle il a été la pire des choses, est-ce que pour autant on a jeté le bébé avec l'eau du bain ? Est-ce que pour autant on ne veut plus entendre parler du message évangélique ? Parce qu'on a pu considérer que la Révolution française issue des Lumières était à l'origine de la barbarie qui s'est déchaînée dans le Totalitarisme du XXème siècle, on ne va pas pour autant jeter aux orties les Lumières ! Au contraire, il faut revenir aux Lumières, à ses principes fondateurs » et là, il cite des gens comme Diderot, Voltaire, Rabelais – il cite beaucoup de Français d'ailleurs. Georges Corm nous dit, c'est la Sainte Inquisition qui a été le modèle et l'archétype de la terreur d'État, de la torture et de la délation généralisées, de la violation systématique des consciences.

François : - Oui, mais un mythe ça ne surgit pas comme ça. Créer aujourd'hui un mythe, c'est artificiel. Je ne sais pas sur quoi se sont construits les mythes anciens.

Brahim : - Est-ce qu'on n'est pas obligés de le faire parce que les valeurs se sont effondrées. D'abord en tant qu'historien, je me méfie un petit peu de ce retour aux Lumières, ça je l'ai dit. Autant je suis admiratif des Lumières, autant je suis un peu méfiant de ce retour. Parce qu'entre temps, il y a eu les guerres mondiales, il y a eu la Shoah, il y a eu la bombe atomique, il y a eu les génocides... donc l'humanisme a pris un coup très sérieux, alors là, on est un peu obligés de faire quelque chose. Parce que fonctionner sur un humanisme qui aurait subi une petite thérapie quelconque, je n'y crois pas du tout. Je pense qu'il faut vraiment prendre en considération ce qui s'est passé depuis les Lumières, et puis très sérieusement partir avec le fait que nous sommes dans l'obligation aujourd'hui de construire ce nouveau mythe. C'est peut-être même une chance que nous avons.

Michel D : - Dans une autre perspective, et sans qu'il insiste beaucoup là-dessus, Corm évoque à la fin du livre la possibilité d'inscrire ce pacte laïc mondial dans le cadre du droit. Il le dit, mais sans plus de précision. Alors, je ne sais pas comment ni par quel biais, à un autre moment, il évoque aussi la définition de la sécurité collective telle qu'on l'a conçue avec la SDN et l'ONU mais tout cela sans plus de précision. C'est d'ailleurs pour ça que je ne l'ai pas évoqué parce que l'espace républicain dont il parle aussi, qu'est-ce que c'est ? Comment tout ça s'emboîte ?

Claire : - Selon moi, le mythe est peut-être un mot-piège. S'il a quelque chose de positif, c'est dans sa possibilité à être réinterprété, à susciter des lectures constamment renouvelées en fonction de notre existence. Je trouve que Corm ne parle pas du tout de quelque chose qui pour moi est vraiment central qui est le rapport au texte. Et le rapport au texte, peut être un rapport qui est à l'origine de tous les dogmatismes et de toutes les inquisitions, ou au contraire comme la source d'un rapport critique et réflexif à l'existence. Je trouve qu'une des choses frappantes dans le retour du religieux aujourd'hui, c'est qu'on continue à ne pas lire beaucoup la Bible. La Bible reste un texte inconnu, notamment dans ses complexités du rapport au langage ; moi je pense à Moïse qui est bègue et qui fait parler son frère Aaron, - c'est l'histoire du veau d'or- il y a là un rapport au langage qui est justement une méfiance par rapport au langage, une timidité par rapport à la parole divine ; dans cette perspective, on peut penser aussi à la tour de Babel qui est un des grands mythes qui peut justement

entraîner vers deux interprétations complètement différentes, l'une qui serait "il faut punir les hommes parce qu'ils veulent trop de choses" ou au contraire "il faut punir les hommes, c'est à dire leur donner plusieurs langues et les obliger à ne plus parler une langue unique" et le fait aussi que Jésus parle, il n'écrit pas, et donc il conduit toujours un écart, à une réflexion par rapport à ce qui est dit. Je trouve que c'est un problème qui est pour moi absolument central et je m'étonne qu'il ne soit pas tellement travaillé –après tout, Rousseau disait « je hais les livres ».

Anne Marie : - Tu viens, de par ta culture – protestante d'origine- de mettre en évidence quelque chose d'absolument fondamental, le rôle de l'écrit, le rapport à l'oral dans l'approche du religieux. Je crois vraiment que dans nos travaux à venir c'est quelque chose que nous n'avons pas suffisamment creusé, sur quoi nous n'avons pas travaillé du tout, et qui est effectivement absolument central. Ces religions dont nous parlons, qui sont toutes des religions du livre, elles ont toutes à voir avec cela dans la construction à la fois des identités personnelles, des identités collectives, mais aussi dans leur rapport au mythe. C'est une piste de travail qu'il me semble nécessaire de garder en tête.

Bernard : - Par rapport à ce que disait François tout à l'heure et en appui à ce que vient de dire Claire, à propos du mythe toujours, Claire a dit que s'il y a quelque chose de positif dans le mythe c'est dans la possibilité qu'il offre d'être interprété, -cela pose la question de l'exégèse mais on pourra revenir là-dessus- je pense qu'effectivement c'est ce qui peut en faire la valeur. Lorsque François tu dis qu'il est impossible de créer un mythe de toutes pièces aujourd'hui, certes mais je ne pense pas qu'aucun mythe ait été créé de cette façon. D'une autre côté les mythes se mettent en place par devers nous, et comme tu ajoutes surtout dans la rationalité dans laquelle nous sommes, à mon avis en disant ça, tu es déjà dans un mythe qui est celui de la rationalité. Nous vivons –depuis quand, je ne me hasarderai pas à dire si c'est depuis le XVI^{ème} siècle ou depuis les Lumières- mais en tous cas au XIX^{ème} siècle on a vu ce que ça a pu donner. Mais ça ne veut pas dire qu'il faut jeter la rationalité. D'ailleurs, les premiers qui nous le disent, ce sont les exégètes juifs, musulmans et chrétiens. Et d'autre part s'il y a bien quelque chose à conserver, c'est la rationalité, mais ça demande aujourd'hui à être réinterprété. Et peut-être qu'on en est là.

Anne Marie : - La question du mythe était un des sujets et des objets de nos échanges l'année dernière avec Suzanne Citron. Je crois que dans la question du religieux cette question-là est totalement centrale : la place du mythe, la place de l'interprétation de ce mythe et la place de son utilisation, c'est aussi une piste de travail que nous n'avons pas encore vraiment explorée.

Elio: - Je voulais simplement, pour préciser, si on peut, la pensée de Corm vous lire très rapidement quelques petites choses dans lesquelles il écrit :

« La laïcité laïcisée n'est pas seulement un simple système de gouvernement qui séparerait le temporel du spirituel. C'est surtout une laïcité qui a pour objectif d'assurer la paix civile dans la cité, quelle que soit la religion ou la croyance dominante » Je crois que si on a bien ça en tête, on comprend ce qui anime Georges Corm par rapport à son histoire personnelle. Il dit aussi :

« C'est l'affirmation de valeurs communes qui transcendent les différences dans les origines des citoyens, différences qu'elles soient sociales, niveaux de fortune, ethniques, religieuses... C'est dit-il l'écoute de l'autre sur ses conceptions du bien de la cité et du bien public » Il n'entend pas que l'autre s'exprime trop publiquement par rapport à ses croyances, son credo, mais toujours par rapport à la res publica. Et enfin sa conclusion :

« Pour une espace républicain international : Républicains de tous les pays unissez-vous pour réclamer un pacte laïc international qui préserve l'espace public de l'envahissement morbide et mortifère de ce faux retour du religieux qui est en fait un recours au religieux par les politiques qui fait l'objet des manipulations les plus graves et les plus indignes. »

Le retour du religieux, quelques remarques – Claire Gruson

Je voulais dire en introduction quelques faits tout récents de la semaine qui montrent pour moi l'importance du problème et la diversité possible de ses approches : trois faits de la semaine passée :

Le débat à propos de l'intervention de l'église catholique sur le Téléthon.

Débat assez intéressant : l'Église catholique intervient par l'intermédiaire de Mgr Di Falco sur les manipulations d'embryons et le professeur chargé de ces recherches répondant « Oh, qu'il dise ce qu'il veut, il prend ces positions, mais l'Église a toujours pris des positions de retrait par rapport à la contraception, par rapport à l'avortement, par rapport au sida, donc qu'il dise, mais on continuera sans eux ».

L'article de Patrick Declerck en soutien à Robert Redeker.

Patrick Declerck est un anthropologue, de l'Ecole des Hautes Etudes qui a fait un livre tout à fait remarquable sur les SDF, qui s'appelle "Les Naufragés", très beau livre. Il part dans une guerre absolument violente contre tous ceux qui diraient du mal de Robert Redeker, avec des thèmes du genre « il faut lutter contre les religions, des entreprises d'essence mortifère, des monnaies de singe liées à l'angoisse de la mort, la peste chrétienne... Le blasphème est excusable et nécessaire. Ridiculiser la religion est une vertu. C'était dans le Monde de cette semaine, 25 novembre.

Une conversation, hier, au club UNESCO

Nous nous étions posés, en compagnie de Bernard, la question de savoir ce qui pouvait préoccuper les élèves au lycée et donc sur quel sujet nous pourrions essayer d'organiser les débats. Et voilà qu'en fin de rencontre, il restait deux élèves ; l'une a dit « Il y a un sujet qui préoccupe et passionne ma classe, c'est la religion ». C'est assez impressionnant. Elle a précisé que dans sa classe il y avait très peu de chrétiens, en tous cas pas identifiés comme tels, mais des musulmans et des musulmans de tendances différentes ; certains qui voyaient dans la religion un espace de bonheur, et un autre beaucoup plus rigide et tout cela donnait lieu à quantité de discussions.

En l'espace de huit jours, voilà des faits qui donnent à penser. Pour aborder la question du retour du religieux, je dirais qu'il se pose un problème de terminologie dans le vocabulaire qu'on emploie. Faut-il parler de l'offensive des religions, comme l'a fait en novembre-décembre 1999 un numéro de "Manières de voir" du *Monde diplomatique* ? Faut-il parler du retour du religieux ou du retour des croyances ? Là dessus il y a des choses intéressantes dans ce volume de Marcel Gauchet qui s'appelle "La religion dans la démocratie, parcours de la laïcité" précédé en 1985 par "Le désenchantement du monde" qui semble indiquer l'évanouissement du religieux. Dans cet ouvrage de 1998, « La religion dans la Démocratie » M. Gauchet dit qu'il ne s'agit pas d'un retour du religieux en tant qu'élément structurant la société, mais d'un retour de la croyance religieuse. Je cite : « Nous sommes sortis d'un monde où la religion est structurante, où elle commande la forme politique des sociétés et où elle définit l'économie du lien social, mais sortir de la religion ne signifie pas sortir de la croyance religieuse ».

Autre alternative possible : retour du religieux en tant que conviction ou visibilité du religieux comme extériorisation de signes d'identité -voir la question du foulard et autres signes d'appartenance. Faut-il encore, comme le fait Régis Debray dans un article que nous avait passé Elio, récuser le mot religion pour lui substituer le mot de communion humaine ? Ce terme ayant le mérite d'effacer ou de relativiser la frontière convenue entre les croyants et les incroyants ; la vraie frontière, dit Régis Debray, c'est plutôt celle qui sépare des autres le sujet solitaire qui se passe de communion ; donc le retour du religieux serait si je le comprends bien l'expression d'un besoin de communion, de partage collectif, et c'est vrai qu'un certain nombre de formes prises par exemple par les églises qu'on appelle les méga-églises américaines peut le donner à penser.

Pour terminer sur cette introduction, un paradoxe : le retour du religieux coexiste avec la recul des religions dominantes en tant qu'institutions, en tous cas dans le christianisme. Crise des vocations, monastères qui se vident mais pourtant les retraites dans les monastères sont assez prisées, on fait même des livres chics dans le monde actuel

Michel Laxenaire : - *Encore que les monastères sont ceux qui se vident le moins. Ce sont les séminaires qui se vident.*

Bernard : - *C'est intéressant, on a déjà vu ça dans l'histoire.*

Donc, un problème de définition, un paradoxe, une difficulté d'identification de ces phénomènes –comment les nommer et comment les analyser ?- je parcours aussi des articles où par exemple on lit ces titres : "Le Pentecôtisme, secte ou pas ? " Donc cette question de savoir quelle est la limite de la secte. Ou encore, dans le *Monde diplomatique* de novembre "L'islamisme : un fascisme ou un (?) "

Etat des lieux et questions d'analyse – Claire Gruson et Janine Mézie

L'affaiblissement des églises établies : je renvoie au livre de Marcel Gauchet "La religion dans la démocratie" : il y présente cet affaiblissement des églises établies comme un "tournant de la culture européenne". Le retour du religieux, il faudrait en faire un descriptif précis, mais on peut constater l'effondrement des pratiques, le fait qu'on ordonne maintenant une centaine de prêtres par an au lieu de mille dans les années 50, quand l'Église –je le signalais tout à l'heure à propos du Téléthon- n'a pas l'autorité décisive pour déterminer les choix politiques ou régler les mœurs. C'est un constat de départ ; mais ça ne signifie pas naturellement l'effondrement du religieux. A l'échelle mondiale, les chiffres sont vraiment impressionnants en même temps qu'il s'accompagne de l'idée qu'il y a un redéploiement géographique tout à fait spectaculaire des croyances religieuses. Les trois premiers pays catholiques en 1939 étaient la France, l'Italie, l'Allemagne avec l'Autriche annexée ; aujourd'hui c'est le Brésil, le Mexique, et les Philippines. Le deuxième pays protestant du monde après les Etats unis, c'est le Nigeria. Et puis, quelques chiffres significatifs dans l'ordre décroissant : le christianisme reste la religion majoritaire dans le monde avec 1,7 milliards, l'islam 1,1 milliard mais on sait que c'est une religion de plus en plus asiatique, l'hindouisme 800 millions, le bouddhisme 350 millions de pratiquants –90% en Asie-, le pentecôtisme jusqu'à 300 millions de fidèles... pour la progression des sectes, les chiffres restent assez flous, on y compte plus de 150 millions d'adeptes.

Avec Janine, nous avons essayé de classer ces signes du retour du religieux en plusieurs catégories : des manifestations de masses spectaculaires parmi lesquelles on peut situer les

Journées mondiales de la jeunesse, les foules se déplaçant à Rome à l'occasion de la mort du pape, le "pape superstar" –c'est comme ça qu'on l'avait désigné-, les manifestations pentecôtistes venues des Etats unis en France avec ce guérisseur-faiseur de miracles qui s'appelle Osborn et qui est venu tout récemment dans la région parisienne, rameutant énormément de foules... C'est un premier point.

Ces manifestations sont extrêmement médiatisées, c'est le deuxième point. Dans les médias les questions liées au phénomène religieux, j'en cite quelques traces que vous connaissez tous : l'émotion suscitée par le discours du pape à Ratisbonne, Redeker retiré dans son village pour cause de menaces et mangeant du confit dirait Bernard, l'affaire du foulard islamique, les caricatures de Mahomet, tout ça constitue le pain quotidien des médias et c'est assez impressionnant.

Troisième point : les offensives charismatiques, fondamentalistes et intégristes. Puisqu'il faut veiller au vocabulaire, distinguons ces termes parce que ça ne relève pas des mêmes démarches.

Le mouvement charismatique est communautaire, il affirme sa volonté de prendre en charge les souffrances, les maladies, les dépresses ; il appelle à la conversion par la prière et à la lecture non-critique des écritures ; il propose –c'est une formule qu'on rencontre volontiers chez les charismatiques- la guérison des cœurs, et finalement, l'église charismatique est une église très peu institutionnelle, très peu théologique, mais très fortement liée à des personnalités, les pasteurs-guérisseurs : un homme qui a une rhétorique, qui sait y faire devant une grande assemblée en général dans des lieux qui ne sont pas non plus institutionnels, qui peuvent être des hangars, des vastes espaces qui ne sont pas des églises.

L'intégrisme est obéissance à des hommes, à une orthodoxie qui se définit par des injonctions morales -c'est quelque chose que développe Abdelwahab Meddeb dans "La maladie de l'islam".

Quant aux fondamentalistes, ils font une lecture littérale non-contextuelle des textes qu'ils ont choisis –je crois que c'est Meddeb qui dit que c'est une lecture partielle et partielle.

Il faut donc bien distinguer ces trois formes du retour du religieux qui ne sont pas du même ordre. Autre phénomène que je préfère intégrer dans la liste : le rôle majeur de l'Opus Dei dans l'église catholique. On a béatifié puis canonisé Don Balaguer et on lui a fait une statue de 5 mètres de haut dans Saint Pierre de Rome et il est bien là, quoique mort, en Amérique latine en marche contre la théologie de la libération. Il se réclame de la modernité, de l'ordre économique mondial, il fait attention aux pauvres s'ils entrent dans le système. L'Opus Dei rend beaucoup de services s'il y a soumission à l'ordre moral –"donnant-donnant".

Je ne parlerai pas du dernier point qu'on verra après qui est la façon dont les politiques instrumentalisent la religion, voir ce qui s'est passé dans les Balkans –situation qu'on compare à la guerre de Trente ans-, l'Iran, l'Afghanistan, la guerre civile en Irak, etc. Voilà quelques phénomènes que j'ai retenus en pensant que vous pourriez compléter la liste.

Propositions d'analyse sur le retour du religieux

Dans les documents que j'ai consultés, on dit bien que ce retour du religieux s'est délivré du carcan des institutions et qu'il est du même coup démuné de points de repère. Des expressions apparaissent comme "le terrain vague du spirituel", "le bric-à-brac" ou "le supermarché" du religieux. On se pose la question de savoir si ce recours au religieux est un recours au divin ou au surnaturel. Est-ce qu'il s'agit d'une croyance en Dieu ou d'une croyance vague en un au-delà de la mort. En fait l'idée, c'est que chacun cherche dans le religieux ce qui lui fait du

bien ; c'est le royaume du "chacun son choix" ; on cueille là où on veut, et on le peut puisque l'institution avec son discours est éloignée.

Les analyses qui se penchent sur la mondialisation parlent de sa puissance uniformisante et de la crise des identités politiques et sociales ; cette crise faisant re émerger des identités religieuses et ethniques : disparition du politique social pour un repli sur les identités religieuses et ethniques. Les facteurs économiques sont évidemment à prendre en ligne de compte ; l'accroissement des inégalités et la dégradation sociale s'accompagnent du développement de pratiques superstitieuses où l'on s'en remet finalement au hasard : la providence, les miracles, l'astrologie étant une panoplie pour temps durs qui entrent dans ce terrain vague du spirituel.

Les facteurs politiques. Là-dessus, lire dans le numéro du *Monde diplomatique* les articles d'Alain Gresh sur l'islam comme refuge contre la violence coloniale à l'époque du colonialisme et le renouveau islamiste de la fin des années 60 consécutif à l'échec des modèles politiques suivis après les guerres d'indépendance. En Iran, en 78-79, la révolte contre le shah –l'Iran et l'obsession de l'influence corruptrice de la société occidentale.

Le développement des phénomènes religieux est facteur de provocations, de polémiques et d'intolérance. Comme ces phénomènes sont multiples et sont concurrentiels, un assiste à des crispations autour de questions de vocabulaire et de questions rhétoriques : tendances à la caricature par exemple –les caricatures de Mahomet- contre lesquelles s'insurgent les musulmans en disant qu'il n'y a pas de monolithisme de l'islam et qu'on ne peut pas réduire l'islam à l'islamisme. Dans cet aspect caricatural, on pourrait analyser le regard de Corm sur le protestantisme qu'il fait absolument équivalent du fondamentalisme dans une perspective qui est quand même caricaturale elle aussi.

Pour conclure, je dirai que les religions sont toujours en danger d'intolérance et le retour du religieux s'accompagne bien souvent de violences faites à l'autre, le mal-croyant, l'incroyant, l'hérétique et par conséquent elles sont source d'inquiétude profonde. En même temps, je voudrais signaler que cette situation fournit l'occasion de revisiter ce concept de laïcité et, comme le souligne Michel Bertrand, de laïciser la laïcité c'est à dire de profiter de cette occasion pour la débarrasser de ses dogmatismes. Réflexion aussi dans beaucoup de textes sur la place de la foi et de la raison avec tous les paradoxes auxquels on peut assister : l'Iran par exemple, soucieux de progrès scientifique et techniques mais, dans ses prises de positions officielles –pour partie en tous cas- n'ayant pas une conception relativisée. de la vérité

Des textes aussi sur la question de l'espace public aussi. Corm en parle, mais il n'est pas le seul. La nécessité, puisque le religieux revient et qu'il risque de susciter des violences, de constituer un espace public, lieu où se déclarent et se confrontent des convictions. Laïcité donc conçue comme défendre un espace public où les convictions peuvent se dire sans viser un pouvoir hégémonique, mais dans le but –humaniste après tout- d'apporter une contribution spécifique à une visée commune.

Complément de Janine Mézie : Je voulais ajouter un point. Il me semble que le retour du religieux, c'est un peu comme une compensation au progrès technologique extraordinaire que nous avons connu ces dernières années et l'homme se sent actuellement dépassé par tout ce progrès qu'on nous a présenté pendant des années comme quelque chose de linéaire et continu et qui allait s'accompagner d'un progrès moral ; or il s'avère que les faits ont cruellement démenti cette vision optimiste, et les hommes – beaucoup du moins- se sentent complètement dépassés par tout ça. Donc peut-être retour du religieux comme compensation.

A retenir aussi peut-être, le fait que ce retour au religieux peut être vécu comme un besoin de compenser la dureté nouvelle des conditions de vie : stress, pression de la hiérarchie au travail, angoisse de ne pas être assez « performant »...

Également, le phénomène autour du "temps" ; le "temps". J'ai été très frappée par ça, par les gens –beaucoup de gens, j'en connais- qui vont dans les monastères actuellement pour retrouver la valeur du temps, perdue dans cette vie moderne qui va à cent ou mille à l'heure. Donc, ce retour du religieux quelque part –au niveau individuel, avec des temps de méditation- c'est retrouver le sens du silence, la valeur du temps, la valeur de la méditation. Je dois dire que je sens ça très fortement depuis que j'ai arrêté ma vie professionnelle. Je me rends compte à quel point lorsqu'on a arrêté sa vie professionnelle, on vit les choses différemment. Et on retrouve tout ce temps de méditation qui nous était enlevé.

Anne Marie : - *Il y a aussi le rapport à la mort*

Oui, on s'était beaucoup interrogés sur ce phénomène de la mort. Ce qui me frappe, c'est les chiffres qu'on nous annonce. On nous annonce qu'actuellement, on a un pourcentage de plus en plus important de gens qui passent par le crématorium, et je me dis que nous sommes là devant quelque chose qui nous fait réfléchir. Parce qu'avant, on ne fuyait pas la mort. La mort était prise en compte par les familles, les enfants, et les morts eux-mêmes ne s'occupaient pas de leurs obsèques, il n'y avait pas les "pubs" qu'on entend tous les matins. On est dans un monde où l'on pense que les gens ne prendront pas ça en charge, il faut s'en occuper soi-même, et puis penser peut-être que pour les enfants, la famille, ce n'est pas la peine de laisser quelque part son corps ou une tombe qui serait plus une charge qu'autre chose, parce que personne n'aurait le temps d'y aller, alors qu'une petite urne, c'est plus pratique. Et puis aussi il y a eu l'exemple qui a secoué tout le monde dans un pays comme le nôtre, c'est la canicule...

Donc, autour de la mort, en même temps, on sait que la grande étape de progrès de l'humanité a été lorsque l'homme a enterré ses morts. C'est une étape considérable dans la pensée humaine et dans le progrès humain. Alors, voilà un grand questionnement : l'homme a quelque part inventé la religion et même s'il n'est pas religieux, il réinvente quelque part une forme de spiritualité.

Anne Marie: - *Pour engager la discussion je poursuis une minute par une phrase ce que vient de dire Janine : la religion est venue avec l'inhumation des humains et les rituels autour de la mort. Je ne sais pas si c'est un progrès ou pas, ce qui est certain c'est que c'est un constat. C'est pour ça qu'avec Janine on avait abordé la question "manifestation du religieux et la mort" parce que le religieux est né avec les rituels funéraires. Qu'est-ce qu'on en dit maintenant dans ce soi-disant retour du religieux. La question que je pose alors : « est-ce un retour du religieux ou est-ce la mise en avant majoritaire voire exclusive du religieux comme grille de lecture des comportements humains individuels et collectifs, par défaut d'autres grilles de lecture philosophiques et idéologiques ? ». Est ce que c'est simplement parce qu'on en parle sans arrêt et que c'est la grille exclusive de lecture des comportements humains ?*

Autre chose que Claire souligne dans son analyse, c'est : « sous quelle forme on vit cette omnipotence ou omniprésence du religieux ? » Là il y a des domaines divers qui vont de l'intégrisme-fondamentalisme à ce qu'on va appeler les mouvements populaires et les mouvements de foules qui ont des milliers de formes différentes, ce qui n'est pas nouveau. Rien dans tout ce qu'on observe comme phénomènes actuellement n'est réellement nouveau.

Enfin troisième point que soulignait Claire, que pouvons – nous offrir, nous, comme pistes et de travail et de réflexion qui permettent de sortir de cet enfermement fabriqué par les médias, par la communication de masse, par le vide idéologique et philosophique ambiants, pour

aller vers autre chose, sans passer les phénomènes religieux par profits et pertes, mais en les intégrant dans une dynamique humaine qui aille vers la philosophie des Lumières, même si celle-ci a du plomb dans l'aile et fait l'objet de quelques critiques sévères.

Bernard : - Je voudrais juste amener un petit point d'histoire. J'ai eu la curiosité d'aller chercher dans le dictionnaire de la langue française "religieux". Le terme n'apparaît que sous le forme de l'adjectif. Il n'apparaît pas en tant que substantif. C'est à dire qu'au tournant des années 70-80 "religieux" comme substantif n'existe pas. Je pense que l'histoire des mots permet de dater des phénomènes. Aujourd'hui, nous sommes autour de cette table pour parler du religieux, il est loin d'être un concept cadré comme le politique par exemple. Et Corm lui-même –ça m'a surpris- lorsqu'il parle du religieux, c'est un fourre-tout.

Alors, fourre-tout pour fourre-tout, puisqu'on parle du retour du religieux, je me suis interrogé sur la question de savoir : est-ce que réellement il y a un retour du religieux ? Pour moi, je dois vous avouer, j'ai du mal à croire qu'il y a un retour du religieux. Je pense qu'on en parle beaucoup, mais je m'interroge. Je pense par exemple que si on prend le cas des pays ex-communistes, il s'est passé deux phénomènes concomitants, d'une part l'écrasement ou l'oppression contre les religions et les églises traditionnelles –orthodoxe, catholique ou autre- ce qui fait que les gens ont dû exprimer leur foi et pratiquer leur religion clandestinement, dans le secret, sauf en Pologne. Et par contre mise en place d'une religion officielle sans Dieu et athéiste –on parlait de l'athéisme comme la religion d'un dieu négatif. Pour moi qui l'ai de plus vécu de l'intérieur, le communisme m'apparaît plus encore avec le recul comme une forme de religiosité qui emprunte au catholicisme notamment absolument toutes ses valeurs, toutes ses formes et toute sa liturgie et tous ses symboles.

Peut-on dire qu'il y a un recul du religieux en Europe dans les pays ex-communistes, j'en doute fort. Peut-être paradoxalement là où il est le plus en recul aujourd'hui c'est en Espagne, pays qui a connu la religion la plus oppressive, où l'on constate qu'il y a un recul.

Anne Marie : - Juste un mot sur l'étymologie. La seule étymologie qui m'intéresse dans le mot religion ou religieux, c'est "religare" c'est à dire "relier", "créer des liens". Je pense que si on travaillait sur cette étymologie-là, on aurait peut-être aussi des pistes de réflexion sur "quel est le sens du religieux : relier".

Ghislaine : - On n'a pas parlé du tout dans le constat actuel de l'inter religieux. Je pense que c'est quand même un fait nouveau que toutes ces rencontres depuis Assise de toutes ces églises. Et le fait même qu'on en parle beaucoup me met plein d'espoir dans cette construction de paix.

Je voudrais dire aussi que, dans le diocèse d'Evry, il y a 200 baptêmes d'adultes par an. C'est quand même une signification. Lorsqu'on a eu les reliques de Sainte Thérèse qui sont venus et ont été exposées en différents lieux du diocèse, ça a déplacé énormément de monde. Je n'y croyais pas trop, mais j'ai été prise comme tout le monde par ces déplacements et la spiritualité de Sainte Thérèse.

Anne Marie : - A propos de ce que tu viens de dire, la vénération des reliques est vraiment un des exemples centraux à l'heure actuelle de l'opposition qu'on peut observer entre des phénomènes d'adhésion à des croyances et le rationnel.

Ghislaine : - A travers ces gestes, ces déplacements, cette émotion que tu as, en même temps, tu reçois ce message de Sainte Thérèse.

Anne Marie : - On est là dans la religion, on n'est plus dans le rationnel.

Ghislaine : - Exactement.

Michel L : - Au fur et à mesure que j'avance dans la file d'attente, je m'aperçois qu'une préoccupation fondamentale de l'homme concerne sa survie. Du coup, lorsqu'on parle de religion, on parle de quoi ? Tout à l'heure, Claire y faisait allusion, on parle à la fois du divin, de la pratique, de la foi et de l'adhésion à un système, qui sont des choses étrangères quelquefois les unes aux autres. J'entends par exemple dans les interviews, faites dans un pays où on prétend que justement les églises se vident, quand on demande aux gens à brûle pourpoint « quelle est votre religion ? » « ... euh ca... catholique... » c'est à dire qu'ils ne savent plus. Ils sont plutôt catholiques, s'il faut se mettre quelque part sur l'échiquier. C'est rare qu'il disent « ben... religion...attendez, je ne vois pas ce que vous voulez dire ». Hier je voyais quelque chose d'extraordinaire sur les pierres de Stonehenge en Angleterre, à savoir qu'à l'âge du néolithique, cette question de la mort et de la survie, de l'au-delà, était fondamentale. Or entre toutes ces religions, ça c'est quelque chose qui leur est commun. Même quand ces religions ne se doivent pas une filiation l'une à l'autre, ne se sont jamais rencontrées parce qu'elles sont nées sur des continents qui ne se rencontraient pas, qui ne se connaissaient pas, sauf si on a encore des "Kon Tiki" à découvrir à propos des communications possibles.

Cette espèce d'aspiration profonde de l'homme est quelque chose qui me semble vraiment fondamental. Quelqu'un auquel on demandait « que pensez-vous des religions ? » répondait « les religions, c'est vraiment contraire à la foi », c'est à dire tout ce qui est exploitation déviante de ce qu'est une espèce d'aspiration profonde de l'être humain. Je le perçois vraiment comme ça. C'est à dire que j'ai de moins en moins de respect pour les religions, je crois que j'ai de plus en plus de respect pour les hommes qui aspirent à quelque chose qui les dépasse, qui est à mon avis fourvoyé dans les pratiques qu'on leur propose. Dans le dialogue dont parle Ghislaine entre gens de religions différentes, Dieu sait si on s'accorde tant que l'on est dans notre espérance, dans notre espèce de sublimation de ce que nous vivons pour essayer de trouver ce que nous avons de plus grand, de plus profond en commun dans les êtres humains qui nous différencie du reste de la création. Et c'est là où les rencontres peuvent se faire. Dès qu'on redescend dans les pratiques, au niveau des explications de textes, alors là ça devient la pagaille.

Elio : - Par rapport à tout ce qu'on vient de dire, on peut être amenés à penser que finalement, comme disait Bernard, il n'y a rien de nouveau, ça s'est toujours fait, qu'il y a eu des religions comme le communisme, comme le communisme a pu en être une. La "religion" communiste a marqué une partie de l'humanité d'une façon forte ; je me suis trouvé embarqué pendant une vingtaine d'années et j'avais la même ferveur que je mettais avant quand j'étais apprenti talmudiste. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire tout simplement que l'homme est un animal religieux. On le savait déjà. Mais si on est là en train d'en parler, si tellement de gens en parlent, si on en fait les devants de la scène, c'est bien ce que dit Corm quand il souligne « n'oubliez pas la clé de compréhension du retour du religieux comme étant un recours au religieux ». Un recours que les politiques utilisent et instrumentalisent avec la plus grande indignité à des fins qui sont triviales, matérielles et sordides.

Bernard : - Je suis d'accord avec toi, Elio, et en même temps, je ne crois pas que ça épuise ce qu'il y a à penser à ce sujet. Tout à l'heure, c'est Claire qui parlait des jeunes, qui sont d'ailleurs des jeunes musulmanes d'ailleurs, très préoccupées de la religion au lycée. C'est une chose qui m'a frappé depuis longtemps dans le cadre de l'association mais même dans la rue, dans les cités en tendant l'oreille et on sent que ces jeunes qui ont la casquette comme ça avec la visière sur la nuque, on écoute ce qu'ils racontent. Avec leurs mots, leur discours à eux, c'est de ça qu'ils causent, c'est profondément de valeurs. Alors, pour quelles raisons ce

sont ces jeunes-là –je ne pense pas qu'ils soient les seuls-, mais pourquoi eux particulièrement sont-ils sensibles à cette question des valeurs, et au fond finalement de la spiritualité, parce que je crois qu'il y a un besoin de spiritualité. C'est une question. Et pourquoi, particulièrement chez nous, c'est dans les fameuses banlieues de l'islam ? Et je ne crois pas que ce soit parce que ces jeunes sont instrumentalisés par des groupes. Je ne crois pas que ce sont ces groupes qui provoquent le phénomène. Je crois qu'ils viennent se greffer peut-être sur le phénomène, ils l'exploitent ou ils cherchent à l'exploiter –ils n'y réussissent pas toujours, loin de là d'ailleurs, il faut le dire, car quand on ne sait pas ce qui se passe dans les banlieues, on a quelquefois une vision univoque du phénomène- mais en tous cas, le retour à la spiritualité ou au besoin de spiritualité est pré existant à l'exploitation qui en est faite. Et donc, c'est sur ce besoin de spiritualité qu'il faut peut-être s'interroger et pour quelles raisons revient-il ? Parce que je crois qu'il revient aujourd'hui.

Janine : - Pour les jeunes musulmans, est-ce que cette interrogation sur la religion, ne vient-elle pas du fait aussi qu'on le leur impose dans le cadre familial, au nom de la tradition ?

Bernard : - Je ne crois pas. Très franchement je ne crois pas.

Brahim : - Je pense que c'est un rapport à la société française et européenne à laquelle ces jeunes sont confrontés beaucoup plus que leurs parents, puisque là il faut qu'elles trouvent un job, il faut que leur formation aille jusqu'au bout etc.. Parce que du côté de leurs parents, ou alors ce sont des gens qui sont croyants, qui vont à la mosquée, ou alors ce sont des gens qui ne le sont pas –ce qui est beaucoup plus rare, à moins de monter dans le niveau culturel. Mais pour elles, c'est un problème fondamental qui se pose parce qu'elles se trouvent confrontées à l'exclusion, au racisme, ces questions qui ouvrent la porte sur ce problème fondamental de la spiritualité, à savoir que même les garçons dans les cités se posent la question, ils disent « du jour au lendemain on peut venir me demander de participer à telle action contre telle entreprise ou contre telle institution en Europe ». Tous les garçons sont confrontés, et certaines filles aussi, à cette interrogation. Ça mène fatalement à ce problème de spiritualité et à ce sens de l'existence. Je crois que c'est une conséquence. Mais la source de tous ces choses-là, c'est un problème social, c'est un problème d'exclusion, c'est un problème de racisme, c'est un problème de non-vision de l'avenir. Le problème est énorme, mais il pourrait être simple à résoudre.

Elio : - Par rapport à ce qu'à dit Bernard, finalement, s'il y a effectivement ce besoin un peu nouveau de spiritualité, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que, c'est lié au fait que toutes les grandes utopies du XX^{ème} siècle se sont effondrées et qu'il y a eu cette croyance presque eschatologique dans cette vision d'un monde nouveau qui allait apparaître, qui était la fin de l'histoire –ne l'oublions pas- où on allait en finir avec la préhistoire dans laquelle nous nous trouvions. C'est, par exemple le cas de nombreux pays arabo-musulmans ce que pouvait susciter l'espoir du nationalisme, avec le rêve nassérien qui s'est brisé sur la catastrophe de 1967. C'est tout ça qui a fait que, les choses se perdant les unes après les autres, eh bien on en est revenu aux bonnes pratiques et à la spiritualité religieuse plus ou moins classique, plus ou moins renouvelée, mais qui montre que l'homme a toujours besoin d'être porté par quelque chose. Pendant un certain temps –au moins en Occident- et même dans les pays colonisés l'espoir s'est porté sur les effets des libérations nationales, des révolutions sociales et socialistes, rêves qui se sont brisés au cours des années 70.

Bernard : - Là-dessus, Elio, chez les jeunes des cités, pour autant qu'on puisse savoir ce qui s'y dit et ce qu'ils disent, ils ne se positionnent pas par rapport à telle ou telle idéologie du passé qui a disparu aujourd'hui –c'est bien loin de tout ce qu'ils peuvent savoir, comme la

plupart des jeunes d'ailleurs et pas seulement ceux des cités- je ne sais plus qui a dit que la religion ne nous aide pas tellement à mourir, elle nous aide à vivre. Je pense que, si on prend ça comme ça, chez les jeunes des banlieues, la religion et la spiritualité –qui en est la part noble et respectable- les aident à vivre.

Pendant la guerre d'Algérie, dans les années les plus terribles –à Oran, en 61-62, 61 en particulier-, j'étais dans un état de désespoir total, d'isolement total par rapport à mon entourage urbain. Condamné à mort par l'OAS, j'étais dans la solitude, et pratiquement l'angoisse permanente. Je me réveillais le matin avec l'angoisse de la veille. Qu'est-ce que j'ai fait ? A un moment, un dimanche, je suis allé à Oran –je n'habitais pas à Oran- et je suis allé au temple protestant. J'ai assisté au culte protestant et à la fin du culte je suis allé serrer la main du pasteur et je lui ai dit « je veux devenir protestant ». Il ne me connaissait pas ; mais ce que j'avais vécu, cette expérience que je venais de vivre en l'écoutant, en écoutant les hymnes que je suis encore capable de chanter aujourd'hui –pour dire qu'ils m'ont un peu marqué. Ça m'avait apporté une telle paix, ça m'avait rasséréiné par rapport au temps, par rapport aux autres... C'était un type extraordinaire, il avait très bien compris le trouble dans lequel j'étais ; il m'avait dit « revenez, on verra... » il m'avait même reçu une fois à part, nous avons discuté. J'y suis allé pendant plusieurs mois, et puis je ne suis plus allé à Oran parce que ça devenait extrêmement dangereux, donc je suis resté "au milieu de mes Arabes"; j'ai failli devenir musulman, parce que je suis tombé en face avec un gars extraordinaire, le vieux professeur Fatni qui était un islamologue qui, le premier m'a parlé de l'islam. Donc, ça aide à vivre. On peut très bien simplement, sans faire appel à des idéologies, comprendre ce qui peut se passer.

Claire : - Je me soucie des mots; et quand tu parles de la préoccupation des jeunes et de la question des valeurs, j'adhère évidemment, mais je trouve qu'il faut donner un contenu précis à ça et peut-être utiliser le mot "conviction". Je me souviens que Claude Thélot avait dit un jour, et ça m'avait beaucoup frappée « ce qu'il manque à l'école à l'heure actuelle, c'est bien d'enseigner l'esprit critique, mais ce n'est pas tellement de faire que les convictions se construisent » et je trouve que ça, c'est important. Je lisais une phrase de Michel Bertrand, dans ce texte que je vous ferai passer qui s'appelle "Petit livre du religieux" qui dit ceci « il faut vous rappeler que la conviction n'est pas forcément l'expression d'une position dominatrice sur le plan spirituel, moral ou intellectuel ».

Je trouve que le problème est souvent qu'il faut qu'on ait des valeurs, mais que ces valeurs ne soient pas de vagues références morales –des repères comme on dit aujourd'hui « les jeunes n'ont plus de repères » ; rien de plus flou que cette notion de repères, qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce que ce sont des vagues références morales ? Non ! Il faut que ce soient des convictions, mais en même temps qu'on apprenne à construire un espace où ces convictions peuvent se dire sans qu'elles soient la négation de la conviction de l'autre. Donc, revaloriser la conviction avec l'idée qu'une conviction ça se construit, ça se travaille, ça se renouvelle et que ça n'est pas un truc définitivement figé.

Anne Marie: - Il me semble que ce serait intéressant maintenant d'explorer les exemples de retour et de recours au religieux que nous avons prévu d'aborder.

Exemples du retour et du recours au religieux

L'exemple iranien – Brahim Zerouki

Je dispose de peu de temps et par ailleurs, il y a des difficultés à aborder la question iranienne, parce que, du point de vue des sources, l'Iran –à part les études importantes faites sur le

chiisme dans le courant du XX^{ème} siècle, surtout dans les trois premiers quarts du XX^{ème} - il y a peu de travaux sur les Iraniens. Sur l'actualité, il y a des chercheurs au CNRS -Olivier Roy, Madame Louer- mais autrement il n'y a pas sur l'actualité d'études assez poussées pour nous apporter grand-chose. Je me suis posé la question, comme Michel, s'il y a un recours à la religion, d'abord qu'est-ce que c'est que la religion en Iran ?

On sait bien que l'Iran est un pays entièrement chiite –il y a un très petit nombre de sunnites en Iran et d'adeptes d'autres religions- sur 70 millions d'habitants en Iran, ils sont presque tous, à 1% près, chiites.

Anne Marie: - *Les autres religions ont droit de cité ?*

Parfaitement. Je connais l'Iran, j'y ai voyagé plusieurs fois, c'est un pays qui est extrêmement accueillant, extrêmement agréable à vivre, c'est un beau pays. Je crois que c'est la question de la langue qui a dû causer...

Anne Marie : - *Excuse-moi ! Encore une autre précision, c'est que les chiites parlent persi alors que les sunnites parlent l'arabe ?*

Oui, je crois que les sunnites, c'est l'arabe. Quand ils sont en Turquie, c'est le turc.

Anne Marie : - *Et les chrétiens parlent quoi ?*

Je ne sais pas, mais en Iran, il ne doit pas y en avoir beaucoup.

Paul B : - *C'est comme les Juifs, ils parlent persan. Ils étaient nombreux, ils ont diminué, mais ils sont protégés ; ils ont leurs synagogues, ils peuvent y aller.*

A propos du chiisme, c'est une tendance importante de l'islam qui est née en 658 à la suite d'un conflit entre Ali, gendre et cousin du prophète et Moawiya qui était le gouverneur de Damas. Il semble qu'à ce moment-là les troupes de Ali étaient parties pour écraser pratiquement celles de l'Omeyyade qui remettait en question son pouvoir ; il y aurait eu une astuce des Omeyyades qui auraient proposé un arbitrage, comme cela se faisait, où deux savants représentant chacun des protagonistes auraient mené une controverse publique à la suite de laquelle, on aurait vu lequel avait raison, lequel avait tort, le conflit s'arrêtant sur les conclusions des savants. Ali aurait accepté l'arbitrage qui a malheureusement tourné à son désavantage et une partie de ses partisans l'ont lâché lui reprochant d'avoir accepté l'arbitrage alors que leur nombre leur offrait la victoire. Ceux qui se sont séparés ont alors été appelés "les sortants" –les protestants si on peut dire, ceux qu'on appelle les Kharéjites- ceux qui lui sont restés fidèles ont été nommés "les partisans": les chiites; ce sont eux qui ont développé la théorie chiite.

Ali sera rapidement assassiné, son fils Hossein également. Tous ceux de sa famille seront assassinés les uns après les autres. Les imams descendants de Ali entreront dans le secret. Là naîtront plusieurs tendances du chiisme. Par exemple, le chiisme iranien est dit duodécimain parce qu'il croit à douze imams. Le douzième est celui dont on attend le retour, on l'appelle le "Mahdi", c'est celui qui clôt la succession. Une autre tendance croit à sept imams, ce sont les Ismaéliens dont l'imam actuel est l'Aga khan –mon voisin- qui sont répandus en Afghanistan; ce sont les septimains. Une tendance du Yémen croit en cinq imams -qui ont vécu dans le secret- et attendent également un "Mahdi". Les chiites sont donc diversifiés dans leurs courants aussi nombreux que chez les sunnites sinon plus, certains de ces courants ayant disparu au cours de l'histoire.

Pendant un certain temps, les Européens ont cru que les chiites étaient ceux avec lesquels il était le plus facile de s'entendre, parce qu'ils avaient le sens du tragique –leurs premiers imams

avaient été assassinés, ce qui créait une sorte de lien avec le Christ- et pensaient que c'était avec eux qu'ils pouvaient le mieux dialoguer. A partir de 1979 –révolution iranienne- cette croyance s'est effondrée. Seuls, les 70 millions de chiites iraniens ne représenteraient pas grand-chose parmi les 220 millions de chiites du monde musulman –Irak, Yémen, Pakistan, Turquie. Ceci explique que les chiites iraniens ont une ambition qui dépasse les frontières de l'Iran.

La révolution de 1979 a d'abord été bien vue par la France qui a accueilli Khomeyni, l'a hébergé et a facilité la circulation de ses compagnons. Mais rapidement, les choses ont tourné à l'aigre en raison d'un contentieux franco-iranien mal connu.

Anne Marie: - *Pourquoi était-il en France ?*

Paul B : - *Je l'ai su par des copains iraniens : plusieurs pays offraient de l'accueillir, mais il ne voulait pas aller dans un pays sunnite –dans les pays du Golfe ; il a été question qu'il aille en Algérie, mais il voulait être libre.*

(Brahim poursuit) : Rapidement, il y a eu cette révolution islamique, mais mes relations du CNRS disent qu'il n'y a eu aucune stratégie chiite dans la position du gouvernement iranien qui agit finalement de manière assez laïque ; cela ressemble un peu à une théocratie laïque – comme le disait Louis Massignon- puisqu'il y a un guide de la révolution qui est une autorité du savoir religieux –il est vrai qu'en islam, en matière de savoir, il n'y a pas les distinctions de l'Occident- il y a un président de la république qui est élu et est indépendant par rapport au guide de la révolution. Au-dessous, il y a les autres ayatollahs –"ayatollah" veut dire "signe de Dieu"- ou alors hojatollahs –"preuves de Dieu"- puis des mollahs. Mais, contrairement à ce qu'on dit habituellement, il n'y a pas plus de clergé dans le monde chiite que dans le monde sunnite.

Les Iraniens sont très fiers de leur passé et voudraient rapidement accéder à un certain progrès. Ils ont eu des aides de la Chine, de la Russie en ce qui concerne l'énergie nucléaire, et prétendent que leurs aspirations sont purement civiles et pacifiques. Il y a le doute du côté américain qui n'a pas hésité à les classer dans l'axe du mal. A ce sujet, j'invite ceux qui n'ont pas lu la lettre récemment envoyée par le président iranien à Bush à en prendre connaissance. Elle est révélatrice de ce qu'est la république islamique iranienne. Il fait une critique très respectueuse de la politique de Bush; critique fondée sur un argument religieux qui n'est pas particulièrement musulman; c'est un argument religieux chrétien qui oppose à chaque orientation de la politique de Bush une orientation chrétienne. Il y cite le Christ en supposant ses comportements, par exemple lorsque l'État américain apporte son aide à l'État israélien ou les guerres actuellement menées par les Américains dans le monde.

.....

L'exemple égyptien – Elio Cohen Boulakia

Je vais passer rapidement sur l'analyse des convulsions et des violences qui concernent la société arabo-musulmane et qui, rappelons-le, se sont exercées d'abord dans les sociétés concernées sur les populations elles-mêmes avant que de viser des cibles ou des intérêts occidentaux.

L'histoire, c'est le passé colonial, pendant la période de l'oppression, les deux courants de force contraire, l'un de résistance passive à l'occupant, l'autre de la volonté de lutte pour l'indépendance sur la base des concepts issus des Lumières : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la constitution d'un État-nation souverain destiné à se gérer démocratiquement, en détachant le pouvoir religieux du pouvoir politique. Tout se retrouve dans le congrès de la Soummam en 1956. Les élites, formées à l'occidentale, représentent le deuxième courant.

Une fois l'indépendance acquise, ces élites, devenues dirigeantes, vont se lancer dans des adaptations des modèles occidentaux. Ils vont le faire dans des sociétés peu préparées, puisqu'il faut rappeler qu'elles avaient été très peu scolarisées par les pouvoirs coloniaux ; des sociétés marquées par le repli identitaire qui avait été leur refuge dans les circonstances traumatiques de l'intrusion coloniale. Vous connaissez l'histoire des années 50-60 échecs, échecs, échecs... les tentatives de collectivisation partielle, que ce soit avec l'exemple de l'Algérie, ou celui du baasisme en Syrie et en Irak (socialisme laïc)... peu de décollage économique, une évolution sociale bridée par le manque de liberté, parce que fondamentalement ce qui a mis le ver dans le fruit, c'est que ces élites, qui se disaient pénétrées par les Lumières, n'ont pas appliqué la démocratie, mais ont mis en place des régimes tyranniques. Et puis il y a eu de plus de très graves déconvenues, des humiliations. Le plus important, c'est la catastrophe de 67, la Guerre des 6 jours avec la victoire écrasante d'Israël.

C'est dans ce contexte d'échec, de désenchantement, qu'à la fin des années 70 va s'opérer un retour vers les valeurs de l'Islam avec une vision fondamentaliste du message coranique, que ce soit avec le wahhabisme saoudien dopé par les pétrodollars, ou avec la révolution chiite de 79 en Iran. Et, selon Corm, c'est là que les gouvernants vont instrumentaliser ce retour du religieux, ce qu'il appelle un recours au religieux, pour essayer de pallier l'impopularité des régimes qu'ils ont mis en place et qu'ils maintiennent d'une main de fer. Pourquoi le succès de cette déferlante ? Parce que les fondamentalistes ont l'air d'apporter une solution à tous les maux endurés : la pauvreté, le sentiment d'injustice sociale, les humiliations, les rancœurs, le sentiment d'être dépossédés de leur avenir, le sentiment de révolte contre l'accaparement des richesses par le clan au pouvoir... à tout cela il y a une réponse, un "prêt à penser". La décadence arabe ? C'est à cause de l'abandon de la charia, disent les fondamentalistes et ils en donnent comme « preuve » que l'âge d'or de la civilisation musulmane aurait correspondu à une période où l'on appliquait strictement le droit musulman. Or, on sait que c'est faux. Lorsqu'on voit du VIII^{ème} au X^{ème} siècle le bouillonnement intellectuel à Bagdad, c'est précisément le contraire. Donc, disent toujours ces fondamentalistes : « Pour retrouver cette puissance perdue, retournons à la tradition islamique la plus stricte, rejetons l'Occident qui veut pervertir l'islam, rejetons les concepts véhiculés par l'Occident : la laïcité, la libération des mœurs et la démocratie », ce discours intéresse d'ailleurs beaucoup nos politiciens tyranniques !

Donc, il faut combattre l'Occident qui ne reconnaît pas à sa juste valeur le message coranique, qui de plus profane les lieux saints : l'Arabie saoudite est occupée par les Américains,

Jérusalem est occupée par les Juifs aidés par les nouveaux croisés, et même les lieux saints chiites, Nadjaf et Karbala, depuis 2003, sont profanés par l'occupation américaine de l'Irak

Et comme dans tous les discours fondamentalistes, le temps est télescopé. Le Juif israélien par exemple, soutenu par les nouveaux croisés, c'est le même que le Juif qui a été traître dans les tribus de Médine, qui a tenté de saper l'autorité du Prophète. On retrouve ce télescopage chez tous les fondamentalismes ; regardez par exemple les colons juifs de Hébron ou ailleurs en Cisjordanie ; qu'est-ce qu'ils disent ? « on est là chez nous, on est simplement en train de continuer l'édification du Royaume juif de David et Salomon. C'était... il y a 2500 ans ! et alors, la belle affaire ! »

Le fondamentalisme musulman vise juste lorsqu'il dénonce la corruption, la vénalité des dirigeants, leur collusion avec les puissances impérialistes, leur manque d'esprit civique, leur enrichissement personnel. Mais alors, face à cela, que font –dit Corm- les dirigeants de ces pays, eh bien ils vont instrumentaliser cette déferlante fondamentaliste en donnant aux autorités religieuses le pouvoir de diriger les âmes, un rôle de guide moral des masses : encouragement à la prière, au respect de la viande hallal, interdiction des alcools, respect du ramadan, voile pour les femmes, appel à la pudeur, défense des bonnes mœurs, les banques islamiques qui, soi-disant, ne font pas de prêts à intérêts –il y aurait beaucoup à en dire- les poupées Barbie islamiques qui ont des voiles, les téléphones portables islamiques qui sont programmés pour sonner l'heure de la prière. Le plus grave est le code civil –c'est là où il y a l'exemple de l'Algérie avec le code de la famille de 87 qui, depuis vingt ans a plongé l'Algérie dans un code civil d'une autre époque.

Cette promotion d'un islam piétiste qui pénètre, régent la vie sociale, est terriblement démagogique à l'égard des masses, puisqu'il qui laisse espérer qu'on est dans la voie juste, dans la mesure où l'on a retrouvé la voie des califes bien guidés (les califes "rachidoun"), et que ce retour à l'islam traditionnel préfigure l'avènement d'une ère de prospérité... Pendant ce temps, les dirigeants continuent à piller le pays Mais parfois le fondamentalisme débouche sur un radicalisme intégriste qui peut passer à l'action violente, à des groupes armés de combat.

Contre eux, les pouvoirs ont développé deux stratégies : l'une de lutte, la deuxième d'instrumentalisation des groupes armés. La lutte, c'est l'occasion de renforcer encore la domination policière, et l'instrumentalisation ce sont des manœuvres pour laisser faire, organiser de toutes pièces les attentats terroristes les plus monstrueux ; on en a un exemple, hors des pays musulmans, avec Poutine qui a perpétré à Moscou les complots très violents qui ont justifié la deuxième guerre en Tchétchénie. C'était le cas aussi en Algérie ; on a pu dire qu'il y aurait eu, de la part des autorités algériennes, manipulation de groupes et que certaines atrocités particulièrement horribles n'ont pas été le fait de groupes armés agissant par eux-mêmes mais télécommandés par le pouvoir.

On en arrive au fameux cas de l'Egypte. Après, Nasser, Sadate en 68-82 dit exactement comme disaient les Américains « il faut promouvoir un islamisme non-subversif, parce qu'il faut lutter contre les courants communistes, socio-nationalistes, libéraux, pro-démocratiques ». C'était l'époque où les Américains faisaient pareil, rappelez-vous en Afghanistan ils armaient Ben Laden. Et puis Moubarak depuis 25 ans utilise sa technique préférée : continuer l'abandon aux religieux de la gouvernance des âmes – et là vous savez qu'il y a des excès absolument épouvantables- et en même temps instrumentaliser la capacité de nuisance que peut représenter l'islamisme radical, pour mieux contrôler le pays au nom de la sécurité, et légitimer ainsi la restriction des libertés individuelles.

Et pendant ce temps, concussions, pillage, collusion avec l'impérialisme yankee.

L'Algérie des colonels, je ne vous en parle pas ; la Tunisie de Ben Ali, un cas un peu particulier. En effet, le régime policier institué depuis 20 ans s'accompagne d'une politique neo kemaliste, qui va jusqu'à promouvoir l'interdiction du port du voile dans la rue...

Partout, les populations effrayées par la barbarie des groupes armés –dont on grossit parfois à dessein les faits et l'importance- se résignent plus ou moins à l'absence de libertés publiques et de démocratie politique, mais jusqu'à quand ? Alors le jeu de l'apprenti sorcier, ce recours à la boîte de Pandore, comme le dit Georges Corm, est dangereux, car les fondamentalismes entraînent constamment dans leur sillage intolérance, violence exacerbée, exacerbée encore par la concurrence entre wahhabisme sunnite saoudien et chiisme révolutionnaire iranien. Alors quoi, dit Georges Corm, «est-ce qu'on va continuer à croire au choc des civilisations et à un soi-disant Occident pur, représentant la civilisation contre les barbares ? Non, il y a une autre voie, revenir à une laïcité dans le cadre d'une république universelle ».

Michel L : - *Je veux simplement mettre un petit jalon à propos du code de la famille en Algérie. Il est très important de dire que, du temps de la colonisation, ce code de la famille a toujours existé et qu'il a été aggravé. Mais il n'y a jamais eu en Algérie d'autre code pour les musulmans que le code de la famille. J'ai chez moi un livre qui ne soulève aucune objection qui a été écrit par une sœur blanche (Lucie Pruvost) qui est islamologue et arabisante et qui explique pourquoi, sauf en Kabylie, le colonialisme qui, après avoir inventé le code Napoléon dont l'encre était à peine sèche, ne pouvait pas admettre qu'il y ait un droit différent en Algérie. Mais les juristes se sont heurtés à cette existence du code de la famille –tiré du Coran. Alors comme il était trop scabreux de s'attaquer à ce monument et pour ne pas tenter de régler tous les problèmes en même temps, ce code a été adopté. Donc il y avait, dans le système français, pour les gens qui relevaient de l'indigénat, même lorsqu'ils étaient chrétiens, du droit musulman. Lorsque les Algériens ont pris leur indépendance, comme ils n'avaient rien, ils ont pris les lois telles qu'elles existaient –il fallait bien juger les criminels, les voleurs- et il y avait dedans l'application du code de la famille. Ensuite, ils l'ont aggravé, mais dans la continuité.*

Bernard : - *Par rapport à la question de l'instrumentalisation, il y a quelque chose qui m'a arrêté chez Corm. Les historiens qui ont essayé de rendre compte des mouvements d'indépendance –je parle de l'Algérie en tous cas- ont toujours sous-estimé le facteur religieux. Dans le cas de l'Algérie, par exemple, c'est passé pratiquement à la trappe. Il faut aller regarder d'assez près les textes pour trouver la trace et la mesure de l'impact des courants religieux dans le mouvement nationaliste algérien. Antérieurement, on a entendu parler du mouvement des oulémas, du ben badisme, mais pendant la guerre d'Algérie. A l'avoir ainsi passé à la trappe, mais pas seulement par les historiens français, mais aussi par les courants nationalistes algériens qui ont capté le pouvoir après l'indépendance. Du coup, ça rend difficile l'interprétation de la situation ultérieure. A mon avis, ça pourrait éclairer pas mal de choses. Corm dit que la religion n'a pas joué de rôle.*

Elio : - *Non, il dit en fait que les élites, ont été formées par les Lumières. D'ailleurs c'est bien ce qui s'est passé ; si tu reprends très rapidement la révolution algérienne, tu t'aperçois que jusqu'au congrès de la Soummam, ce qui a prévalu c'est bien toutes les idées qui allaient dans le sens des Lumières. Et puis il y a eu là une prise de conscience –avec en conséquence l'élimination physique d'Abane Ramdane et de beaucoup d'autres- que, si on voulait que la révolution réussisse, il fallait rallier les masses et que celles-ci étaient de tradition profondément islamique, ce qui était d'ailleurs le fruit de la pesanteur de la période coloniale. De sorte que on ne pouvait politiquement faire l'impasse sur cette réalité.*

Anne Marie : - A écouter tout cela, je me demande si, sur les questions que nous venons d'aborder aujourd'hui concernant le fait religieux et le recours au religieux et ses relations avec les problèmes politiques et internationaux, je me demande si en termes de méthodes, compte tenu du fait que –parmi les participants- il y a une majorité de gens qui ont une connaissance et une expérience de l'histoire de l'Algérie extrêmement approfondies- on ne pourrait pas partir de l'exemple algérien, plutôt qu'aller dans tous les sens, voir à travers l'exemple algérien comment toutes les questions abordées aujourd'hui ont été traduites, pas seulement depuis 1830, mais dans toute l'histoire. Ce serait également intéressant en termes de communication de nos travaux et de nos réflexions, nous aurions une plus grande aisance pour nous faire entendre parce que nous parlerions d'un sujet identifié.

Les néo-conservateurs américains – Michel Durand

Nous disions ce matin que les Etats unis sont la première puissance mondiale, mais dotée d'un sentiment national à forte coloration religieuse. En d'autres termes, c'est un pays qui est une nation de croyants et qui, en même temps, possède la maîtrise de techniques complexes dans tous les domaines.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut situer la présentation des néo-conservateurs. Qui sont-ils ? La notion des néo-conservateurs est une nébuleuse en réalité ; c'est une notion extrêmement vague qui désigne des réalités très différentes. Il y a d'abord parmi eux des conservateurs traditionnels, je pense en particulier aux électeurs américains des plateaux et des plaines du Centre, depuis l'Ohio jusqu'au nord du Texas. A côté de ça, il y a tous les penseurs, les intellectuels qui participent à ce qu'on appellerait en France des clubs et qui, au cours des trente dernières années, on infusé un sang nouveau à tout une série d'attitudes traditionalistes ; c'est à ceux-là qu'on pense en général quand on parle des nouveaux conservateurs.

Dans ces conditions, il faut savoir que ce mouvement philosophique, politique, est largement soutenu ; notamment ces clubs dont on parlait à l'instant, sont financés par un certain nombre de grandes fondations qui ont des objectifs politiques. C'est la raison pour laquelle, jusqu'à une date récente, un grand nombre de républicains portait les couleurs de ce mouvement néo-conservateur, le plus illustre d'entre eux, autant qu'il m'en souvienne, est l'ancien président du Sénat américain qui s'appelle Gingrich qui était vraiment une caricature du républicain tout à fait dans le style des néo-conservateurs, c'est à dire favorable à toute une série de décisions de retour en arrière sur la plan de l'aide sociale, sur une conception ancienne des religions et en définitive, le porte parole de cette tendance, c'est le parti républicain. Il est important de dire que c'est le point d'évolution d'une situation déjà ancienne, mais que l'histoire des Etats unis ne laissait pas prévoir, parce qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, au moment de la déclaration d'indépendance en 1776, la philosophie d'ensemble des pères fondateurs et de leurs successeurs immédiats était tout à fait différente, même s'il y avait dans la vie locale des attitudes extrêmement sectaires –je pense en particulier à l'histoire des Sorcières de Salem qui vous évoque des souvenirs. Surtout, il faut savoir qu'à ce moment-là, la religion ne prétendait pas constituer une espèce de matrice intellectuelle et culturelle. Dans les faits, il y avait une réelle indépendance de l'État par rapport aux nombreuses différentes églises, puisque c'est un pays qui est marqué alors par la dominante protestante.

En quoi ces néo-conservateurs se distinguent-ils sur le plan de leurs convictions intimes et de leurs perspectives politiques ?

Pour bien comprendre comment on a pu en arriver là, il faut peut-être faire allusion à un argument qui est développé par Corm dans son livre sur les conséquences, au cours du XIX^{ème} siècle et du XX^{ème} siècle des églises protestantes dans cette partie du monde. Il dit –je sais bien que ça peut être contesté- que la démarche fondamentale du protestant est de recourir

aux textes sacrés et d'essayer de retrouver tout naturellement leur sens initial, leur sens véritable. Certains sont tentés de chercher à retrouver la lettre du message, autrement dit sont tentés par un certain fondamentalisme. Ceci a marqué de plus en plus la population de la société américaine.

Toujours en rapport avec le protestantisme, les protestants ont introduit la notion de sacerdoce universel, c'est à dire qu'ils ont supprimé la présence de cet intermédiaire entre Dieu et la communauté humaine qu'est le prêtre –qui est un personnage consacré et qui vit un peu en dehors de la société, tout au moins sur la plan de la théologie- alors qu'ils vont faire du pasteur un homme comme les autres, qui est simplement quelqu'un qui est docte dans son domaine, celui des sciences religieuses comme on dit aujourd'hui et que la conséquence de cela, c'est que la société tout entière va être beaucoup plus traversée par le courant religieux que dans une société catholique traditionnelle. C'est ce qui explique que, progressivement la société américaine ait été baignée en quelque sorte par cette influence religieuse.

On en arrive à la situation actuelle où le premier pilier, sur le plan des convictions et sur le plan des perspectives de ces néo-conservateurs c'est que l'homme est plus que jamais un animal religieux avant d'être un animal politique, que c'est la religion qui donne son sens à l'homme, pleinement, et qu'il faut se réjouir du fait que les circonstances historiques du XX^{ème} siècle ont permis de montrer que, en dehors de la religion, quelle qu'en soit la forme, eh bien il n'y avait pas grand chose puisque toutes les idéologies traditionnelles ont connu – disent-ils- l'échec.

C'est en définitive dans le cadre religieux que l'homme peut se réaliser et il se réalise au-delà des groupes, des collectivités, des groupes ethniques, des communautés de toute nature. Autrement dit, une des convictions des néo-conservateurs américains, c'est qu'on peut dépasser facilement l'hétérogénéité de la composition d'une société parce qu'avec la religion, on va passer au-dessus de tout ça.

C'est le premier pilier des convictions profondes de ces néo-conservateurs.

Deuxième pilier renforçant le premier ou s'appuyant sur lui ? C'est la conviction que, si l'homme est d'abord essentiellement un animal religieux, c'est aussi un animal producteur, créateur, consommateur, autrement dit, un homme doté d'une réalité économique et d'une réalité économique qui contribue au progrès de tous pour peu qu'on lui donne la liberté d'accomplir ce pourquoi il est sur terre : savoir consommer, produire, faire du commerce.

Lorsqu'on résume tout ça, la force de la croyance religieuse d'une part les possibilités d'exercer la transformation du monde qui nous entoure par la production, le commerce, la consommation, eh bien on réalise une société qui permet à l'homme d'être vraiment lui-même. La fin de l'histoire, c'est lorsqu'on arrive à cet état : que, à la fois, par la religion et par l'économie, on devient –même si on ne le dit pas au départ- à sa façon un peuple élu. Car il y a aussi ce sentiment, chez les néo-conservateurs, d'être un peuple élu ; ce n'est pas dit, mais c'est sous-entendu. Il y a aussi, de la même façon, en conséquence, une certaine forme de messianisme. Il y a le fait que ces politiques, ces néo-conservateurs, s'estiment en droit de dire ce qui est bien, ce qui est mal, les États qui sont de bons États, ceux qui sont de mauvais États etc. La société est un espace economico-religieux. Il faut bien maintenir le cap en rejetant le cosmopolitisme –c'est ce que les néo-conservateurs croient profondément : le cosmopolitisme est une mauvaise chose- et en cultivant le multi-culturalisme.

Anne Marie : - *Je vais essayer de dire ce que j'ai retenu de cette rencontre, qui n'est certainement pas exhaustif ; j'ai sûrement oublié des choses.*

D'une part, la problématique qui a été soulevée au début de la matinée sur nos représentations, nos analyses de ce que sont les mouvements extrémistes, fondamentalistes qui sont souvent distillées par les médias et qui méritent de notre part une grande vigilance intellectuelle et peut-être un approfondissement des distinctions entre toutes ces représentations, comme une analyse critique de ce que l'actualité nous transmet sur les mouvements politico-religieux qui animent la société dans le monde.

La deuxième remarque sur la relation entre le recours au religieux et tous les problèmes identitaires individuels, mais aussi collectifs à travers les nations, mouvements nationalistes, les identités collectives nationales sous toutes leurs formes. Je pense qu'il y a là un questionnement réel dans le malaise identitaire et dans le malaise des collectivités à travers le retour ou le recours au religieux dans une recherche de réponse.

Donc identités individuelles ou collectives et religions, il me semble qu'il y a là les clefs de réflexion.

Troisième point que j'ai relevé, c'est le fait que la disparition des idéologies en général, mais surtout l'affaiblissement, la remise en question, l'oubli de l'esprit des Lumières, cela n'est sûrement pas étranger à ce retour et à ce recours au religieux. Dans cette veine-là, la question de la pensée laïque, de la notion philosophique de la laïcité restent à raviver, et sur ce plan on a un déficit d'analyse et d'expression.

Et j'ajouterai aussi les relations entre les croyances et la raison, la foi et la raison, les convictions et la rationalité.

Et puis dans les trois exposés, ce qui me frappe notamment dans celui de Michel, mais aussi ce qu'ont dit Brahim et Elio, c'est que chacun de vos exposés montrent comment les fondements religieux, l'histoire religieuse, l'histoire des pratiques religieuses dans les différents points du globe qui ont été évoqués ressurgissent maintenant comme schémas d'interprétation et de compréhension et d'objectifs politiques de ces sociétés. On voit que maintenant, dans chacun de ces points du globe, ce sont finalement les histoires religieuses, les pratiques religieuses, les relations entre les groupes religieux qui conduisent les prises de positions politiques avec une question qui me frappe et qui concerne autant les pays à dominante musulmane que ceux à dominante chrétienne et protestante, c'est la question de la relation à l'économie.

Dans les pays à dominante musulmane, on voit apparaître les liens et les problématiques politiques et sociales qui émergent de pratiques religieuses et d'histoire religieuse ; en revanche, l'économie n'a pratiquement pas été évoqué. Alors que Michel montre bien comment le protestantisme –une certaine forme de protestantisme- qui a totalement imprégné la société nord-américaine, a conduit un certain nombre de groupes dominants à des options politiques et des pratiques de gouvernement particulières, mais également dans le domaine économique. Je pense qu'il serait très intéressant de voir effectivement le lien qu'il peut y avoir entre ce recours ou ce retour au religieux et les choix économiques, les politiques économiques qui se développent un peu partout à travers la planète.

Je termine en disant que l'idée de travailler sur toutes ces questions-là à travers l'exemple d'un pays comme l'Algérie, mais peut-être d'un autre avec une histoire religieuse très différente et une histoire tout court très différente, peut être très intéressante.

Paul B : - Je voudrais juste dire un mot au sujet de l'Iran, des pays arabes et de l'Algérie, c'est qu'on n'insiste pas suffisamment sur l'importance de la société civile. En Iran, les femmes sont des bagarreuses extraordinaires et Laga, une étudiante dont j'avais fait la préface pour son dernier livre –elle vient de soutenir sa thèse le 1^{er} décembre- y consacre justement sa thèse. En Algérie, malgré les problèmes de voile etc. il y a une volonté de

bagarre ; il y a maintenant plus de 60.000 associations. Je crois qu'il faudrait se pencher sur cette question.

Elio : - Lorsqu'on creusera le cas algérien...

Anne Marie: - Elio, peux-tu dire quelles perspectives tu verrais à ce sujet ?

Elio : - Quelques mots rapides : nous nous sommes aperçus qu'il nous fallait sortir d'une voie étroite dans laquelle nous nous étions un petit peu enfermés, peut-être même enlisés, qui était celle de trouver au travers du lycée de Montgeron éventuellement une manière de nous exprimer en débattant avec les professeurs. Ces problèmes-là –c'est Claire qui le disait- passionnent beaucoup de monde, et en même temps il y a énormément de préjugés, de peur et de refus d'« aller au combat » Ça veut dire que, pour aborder ces questions, il faut être bien armés avec ce que tu disais en point 1 : ne pas avoir de vérités formatées, être capables d'avoir au niveau de la pensée, des positions jamais catégoriques ni définitives. Nous sommes à même de pouvoir maintenant intervenir utilement dans des débats. Et pour ces débats-là, je pense qu'il faut qu'on sorte du seul carcan scolaire –sans pour autant l'exclure- et s'ouvrir à des maisons de quartier, des cafés de philo... toutes occasions de pouvoir rencontrer des gens.

Anne Marie : - Je voulais dire à propos du thin tank que vous avez dû vous apercevoir que c'est une mode qui est en train de se développer à vitesse grand V en France, en Europe, et qu'il y a des sollicitations de toutes parts. Les gens créent des thin tanks, des intellectuels. Au centre international d'études de la ville où je travaille, ils veulent créer un thin tank. Je me suis dit qu'après tout, on pourrait contribuer à faire avancer les choses là-dedans.

Bernard: - Le travail que vous avez fait dans l'atelier Religion et Société, je le trouve déjà extrêmement stimulant pour l'ensemble de l'association. Donc, il y aura la nécessité de faire retomber ce qui a été dit aujourd'hui comme une étape -parce qu'il n'y a rien d'achevé- sous forme d'actes.

Donc, voyez si c'est possible de le faire plus vite que ce qui a été fait avec Suzanne Citron –je vous rappelle qu'il a fallu un an avant de produire les actes qui sont dans Azrak 9. Ce serait intéressant comme élément d'information et de réflexion pour l'ensemble de l'association mais aussi pour les gens du dehors qui lisent Azrak et l'apprécient.

Pour ce qui concerne l'atelier et les travaux que vous êtes amenés à envisager et à l'opportunité d'aller vers l'extérieur, il y a une possibilité de produire une plaquette présentant l'atelier comme nous l'avons fait avec l'atelier Lecture, qui présente une démarche et un répertoire de ce que vous pouvez faire. Si on commence par l'Algérie, en décrivant le contenu d'une intervention possible. Après, cela peut être soumis à des tiers pour leur présenter ce qui se fait et ainsi se faire connaître. Pour l'atelier Lecture c'est ce que nous avons.

Pages choisies du livre de Georges Corm

Pages choisies par Michel Durand pour illustrer l'importance actuelle du phénomène religieux et l'enjeu de cette effervescence.

Importance du phénomène religieux dans le monde actuel²

Insidieusement, depuis quelques décennies, la religion est venue s'infiltrer, sinon dans nos préoccupations profondes, du moins dans notre univers le plus proche. Que l'on soit à Paris, New York, Beyrouth, Bagdad, Istanbul, Moscou, New Delhi ou Djakarta, nos titres de journaux ou hebdomadaires, nos écrans de télévision nous parlent de religion. Nous découvrons - ou, pour certains, redécouvrons - un monde étrange et inquiétant que l'on croyait disparu.

Pour tous ceux qui se sont éveillés à la conscience des bruits et fureurs du monde dans les années 1950 ou 1960, en Orient comme en Occident, quel changement absolu d'univers ! Le plus extraordinaire est peut-être moins la nature drastique de ce changement, que la façon insidieuse dont il s'est réalisé, comme derrière notre dos, sans nous en apercevoir. Hier, il y a trente ans seulement, aucun élément de ces décors nouveaux dans nos univers n'était vraiment visible. Aujourd'hui, nous sommes entourés, encerclés, voire étouffés, par leur omniprésence. Nous ne savons pas, cependant, comment ils sont arrivés là, qui les a peints et si bien ordonnés autour de nous.

Dans les années 1960, spécialistes ou experts pariaient de mouvements ethnico-nationaux. Aujourd'hui, comme on le verra, c'est l'identité religieuse qui semble vouloir tout envelopper : l'Occident judéo-chrétien, le monde musulman ou arabo-musulman, Jérusalem devenue capitale « éternelle » de l'État d'Israël, La Mecque, Rome, pacifiquement ou violemment, sont des hauts lieux de rassemblement ; mais aussi Moscou, Athènes ou Belgrade, centres de vitalité de l'Église orthodoxe régénérés par la chute du communisme ; cependant que le fondamentalisme protestant ou les nouveaux évangélistes et autres renaissances chrétiennes (*born again Christians*) participent eux, aussi, et avec éclat, aux décors nouveaux. Les déplacements spectaculaires du pape Jean-Paul II puis son décès et ses funérailles en avril 2005 ont été de grands événements médiatiques internationaux.

Pourtant, un demi-siècle plus tôt, les couleurs des images et décors du monde n'étaient pas celles de la religion. Dieu, sous ses différentes appellations, ne présidait pas à la définition et à l'organisation des décors. Probablement regardait-il, encore effaré, l'effroyable carnage des deux guerres mondiales et se désolait-il des violences inutiles des nombreuses guerres de décolonisation où, fort heureusement, son nom n'était pas invoqué. Certaines de ses ouailles avaient même prêché une théologie de la libération prenant le parti des colonisés et des opprimés. Les papes en ce temps-là se déplaçaient rarement, s'occupaient de dépoussiérer l'Église romaine, de l'ouvrir sur les autres religions, sur les peuples du tiers monde.

Le monde paraît alors vivre sans l'omniprésence de Dieu. À la faveur de la décolonisation qui libère de vastes zones du monde, une morale simple, laïque et humaniste, semble acquérir une universalité qu'elle n'avait pas jusqu'alors (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à choisir leur régime politique et social, respect des souverainetés nationales, coopération internationale en vue d'une meilleure répartition des richesses dans le monde, etc.). Dieu avait-il besoin, de ce fait, d'une « revanche » comme certains l'affirmeront plus tard,

² Corm « *La question religieuse au XXI^e siècle* ». La découverte 2006.

contribuant à lancer une mode que des marxistes repentis et revenus de leurs erreurs totalitaires entretiendront avec talent ? À la fin des années 1970, une génération de « nouveaux philosophes » français quittait les habits marxistes ou existentialistes de Jean-Paul Sartre, pour battre sa coulpe et dénoncer ces idéologies comme responsables du totalitarisme et des malheurs du monde. Le monde se portait-il donc si mal qu'il ne lui restait plus d'autre ressource que d'invoquer Dieu et de l'appeler à nouveau pour justifier le chapelet de nouvelles violences et de nouvelles « barbaries », qui suivront dix ans plus tard l'effondrement de l'Union soviétique, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Tchétchénie, en Irak, mais aussi en Afrique, sitôt épuisées les horreurs de ce « court xx^e siècle » qui fut aussi celui des « extrêmes », dans l'idéalisme, le fanatisme et le racisme ?

L'enjeu de la question : retour ou recours à la religion ?³

Jusqu'alors, depuis près de deux siècles, les valeurs « progressistes » et principalement non religieuses (sinon pleinement « laïques ») avaient largement prévalu au sein de ces élites, pour le pire (comme la colonisation conduite au nom du « progrès » par les puissances européennes) comme pour le meilleur (comme la décolonisation encouragée pour le même motif par les Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale). À partir des années 1980, c'est un nouveau consensus - bien sûr non dénué de contradictions et débats internes - qui va s'affirmer au sein des nouvelles élites dirigeantes en Occident. La chute du Mur de Berlin, en 1989, puis l'effondrement de l'URSS, en 1991, vont le cristalliser. Le succès des entreprises de « révision de l'histoire » conduites par des intellectuels comme François Furet, Francis Fukuyama ou Samuel Huntington, largement relayées par les médias dominants, va contribuer à donner la chair de ce nouveau consensus. Et à redonner, fût-ce inconsciemment, une nouvelle légitimité à une certaine Weltanschauung occidentale principalement nourrie de convictions religieuses, qui semblait avoir été effacée depuis longtemps de la scène politique internationale.

De fait, l'appel occidental à la religion, qu'il s'agisse de l'invocation des valeurs dites judéo-chrétiennes ou du recours aux différents fondamentalismes des Églises américaines, témoigne bien moins du retour du religieux que de son contraire, le recours à la religion. Ce recours provient de la nécessité de donner un vernis de légitimité à des actions politiques qui, au regard des critères classiques de l'humanisme moderne, tel que façonné depuis la philosophie des Lumières et de la Révolution française, en manqueraient totalement.

En fait, le retour du religieux, loin d'être un phénomène naturel, une réaction quasi biologique aux excès dans lesquels la laïcité aurait conduit le monde, est un phénomène politique majeur qui n'a de religieux que le nom. Il n'est lié à aucune évolution majeure dans les constructions théologiques et politiques ou dans les expressions de la foi, sinon le regain de lecture littérale de l'Ancien Testament et des Écritures qui sévit aux États-Unis, mais aussi, comme nous le verrons, et pour d'autres raisons, dans les sociétés musulmanes et le judaïsme. Tout comme l'essor du fondamentalisme islamique sert souvent collectivement dans le monde arabe de matrice identitaire à une réaction politique antioccidentale aux ressorts très profanes, le regain du littéralisme chrétien aux États-Unis sert de légitimation à l'affirmation d'une fièvre impériale nouvelle, après les déconvenues de la guerre du Viêt-Nam et les doutes de toute une génération d'Américains quant à la légitimité des actions de leur pays dans l'ordre international et à l'autoritarisme et la rigidité des valeurs traditionnelles, politiques ou

³ Corm « La question religieuse au XXI^e siècle ». La découverte 2006

économiques.

Bien conscients que cette instrumentalisation du religieux peut être facilement dénoncée, les idéologues de choc du nouveau système de pouvoir qui se met en place à l'échelle mondiale préfèrent parler de « civilisations » et des guerres qu'elles peuvent être amenées à affronter.

Du coup, nous nageons dans des concepts en folie : peuple, race, nation, empire, civilisation, culture, religion sont mêlés dans la confusion la plus grande ; ils deviennent interchangeable suivant le public auquel on s'adresse ou suivant les nouveaux systèmes de valeurs politiques, voire économiques, qui tentent de remplacer l'humanisme classique et le bon vieux « droit des gens » sur lequel étaient bâties les règles de la guerre ou de la paix entre les « nations ».

Malgré les apparences, la religion n'est sûrement pas la matrice première de conscience de sa généalogie familiale, de la spécificité de sa langue et de son milieu géographique. Il s'agit de trois composantes majeures de l'identité, à laquelle une religion ne peut se substituer, sauf dans les cas spécifiques où un individu décide de consacrer sa vie à la religion, devenant prêtre, moine, rabbin, ouléma ou mollah. Mais même en cas de don de soi à la religion, le caractère ethnique, c'est-à-dire le mélange des trois composantes majeures de l'identité que nous venons de citer, reste présent.

En revanche, il ne fait pas de doute que la religion est une source importante d'inspiration directe ou indirecte de morale sociale et individuelle. En posant les critères du bien et du mal, elle définit ce qui est licite et condamne les actions illicites. C'est ainsi que religion et pouvoir sont intimement mêlés et que différents types de relations complexes entre systèmes religieux et systèmes politiques peuvent exister, sur lesquelles nous tenterons de réfléchir tout au long des prochains chapitres. Nous venons ainsi que ce sont bien les modalités de recours d'un système à l'autre qu'il est important de dévoiler, pour ne pas tomber dans la croyance naïve d'une essence religieuse qui déterminerait les conduites humaines et les systèmes sociaux et politiques qui en découlent.

Une autre forme d'instrumentalisation par l'Occident du fait religieux a consisté dans le recours intensif, pour lutter contre l'extension du communisme dans tout le monde musulman, à la mobilisation des islams wahhabite et pakistanaï, qui pratiquent un rigorisme religieux exceptionnel et étranger aux traditions musulmanes classiques de modération. La fortune pétrolière du royaume d'Arabie Saoudite - dont la création en 1925 est due à l'alliance de la famille des Saoud avec les adeptes de l'école wahhabite, à l'époque très mal vue des autres écoles principales - a ainsi financé l'extension fulgurante de la doctrine wahhabite et son enseignement, en particulier aux jeunes Arabes formés militairement pour aller combattre l'occupant soviétique en Afghanistan durant les années 1980.

À tous ces facteurs, s'ajoutent la corruption et l'incapacité de beaucoup de gouvernants à assurer un niveau de vie en croissance pour toutes les couches de la population, ce qui met en cause leur légitimité modernisante ; pour compenser cette faiblesse, les gouvernements en place jouent souvent la carte du recours au religieux, réislamisant les institutions et la vie sociale et culturelle pour faire taire leurs opposants de la mouvance islamiste. C'est en particulier le cas avec la création des très nombreuses banques « islamiques », supposées ne pas pratiquer le taux d'intérêt, interdit dans la charia, et n'investissant que dans des entreprises n'ayant pas d'activités contraires à l'éthique musulmane (comme, par exemple, la production de boissons alcoolisées) ; ou encore la création d'innombrables ONG islamiques destinées à aider les musulmans partout dans le monde, mais aussi le souci d'assurer la purification des viandes consommées (viande dite « halal », c'est-à-dire conforme aux normes islamiques d'abattage où les bêtes doivent être vidées de leur sang, ce qui est repris de la tradition juive) et, plus récemment, la création de poupées pour enfants (« Barbies » mises aux normes islamiques, c'est-à-dire avec port de voile pour la poupée) ou de téléphones mobiles

« islamiques ». Mais on peut penser aussi au régime « socialiste » algérien, qui, dans le texte de la Charte nationale de 1975, a éprouvé le besoin de faire référence à la religion dans ses grands principes, puis a édicté en 1984 un code de la famille fondé sur une interprétation particulièrement rétrograde de la charia ; ou encore au jeu subtil du roi Hassan II, « commandeur des croyants » et orfèvre dans l'instrumentalisation des instances de l'islam marocain.

Enfin, on ne saurait sous-estimer le rôle joué à partir de 1979 par la révolution religieuse iranienne, qui a exacerbé la concurrence entre réformisme révolutionnaire chiite et intégrisme sunnite sur le mode wahhabite pour conquérir les cœurs et les esprits déçus par l'échec du panarabisme et rejetant désormais les idéologies laïques, sous leur forme libérale occidentale ou sous leur forme marxiste. La première est devenue symbole d'agression coloniale et d'exploitation; la seconde n'est plus vue que comme idéologie antireligieuse et, avec l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, non moins oppressive que la première. Le recours au religieux dans le monde musulman a donc semé les germes de toutes les discordes, de toutes les violences, mais vraisemblablement pas plus que cela n'a été le cas lors des longues guerres de religion en Europe chrétienne.

Synopsis de la conférence de G. Corm le 10 décembre 2001.

Les sociétés ont besoin de mythes mobilisateurs pour assurer leur progrès. Une société aura tendance à stagner si elle vit sous l'emprise d'une idéologie et d'un système de valeur rigide qui ne laissent pas de place à l'autonomie de la pensée.

L'histoire nous offre de nombreux exemples de sociétés ou de civilisations qui ont disparu ou se sont affaïssées faute d'avoir une idéologie dynamique permettant une évolution rapide matérielle et philosophique.

Après avoir stagné de longs siècles, l'Europe chrétienne, du fait des guerres de religion sauvages entre Catholiques et Protestants, qui l'ont déchirée, a trouvé progressivement un dépassement du cadre rigide de l'idéologique religieuse. La Renaissance, d'abord artistique et littéraire, puis philosophique a entraîné le développement de la philosophie des Lumières. La curiosité scientifique s'est développée et les expéditions à but de découverte du monde lui ont assuré un essor économique remarquable, même si ces expéditions ont tourné à la colonisation au nom de la « civilisation ». En même temps, la philosophie des Lumières a sapé les fondements de la stabilité des institutions sociales, politiques et économiques de l'Europe. La Révolution française a été le couronnement, malheureusement violent, de l'effondrement des institutions traditionnelles qui a permis le développement progressif de la démocratie et le remplacement de l'idéologie religieuse par l'idéologie « nationale », l'Etat national devenant le but social suprême, théorisé par Hegel.

Au Moyen-Age, alors que l'Europe était enfermée dans les cadres rigides de l'Eglise, que l'Empire byzantin étouffait dans une relation figée et stérile au patrimoine grec classique, c'est la religion islamique qui a fait souffler le vent du changement dynamique sur de larges parties du monde. Sous les Abbassides, les sciences, les arts, les lettres sont mis à l'honneur et la civilisation islamique « classique », aujourd'hui disparue au même titre que la civilisation romaine ou grecque, assure le progrès de la partie de l'humanité qu'elle a conquise. Elle s'enrichit sans complexe de tous les apports des civilisations voisines (perse, byzantine, grecque ancienne, syriaque). Après les conquêtes et destructions mongoles, les sociétés du Moyen-Orient entrent en décadence et se figent. La dynamique du progrès passe en Europe.

Mais les progrès européens sont complexes. La philosophie des Lumières engendre des idéologies contradictoires à partir des mêmes prémisses : conservatisme libéral que nous voyons ressurgir aujourd'hui avec force et socialismes de toutes les couleurs voulant forcer la marche du progrès. Il y a une « guerre civile européenne » qui fait rage durant tout le XIX^e siècle entre monarchies ou empires conservateurs et forces populaires et nationalistes. Le X^e siècle connaît deux guerres mondiales qui sont le prolongement de ces heurts profonds. Le triomphe des principes démocratiques n'empêche pas le développement du colonialisme et les guerres de décolonisation. La rivalité avec l'Union Soviétique devient le centre de la politique internationale durant quarante ans provoquant des guerres secondaires par pays faibles interposés.

Cette guerre, à l'origine purement laïque dans tous ses aspects, va connaître un tournant majeur à partir des années 1970. En effet, l'Occident va mobiliser les idéologies religieuses, en particulier celle des trois monothéismes, pour combattre l'idéologie marxiste qualifiée d'athée. Ainsi, une nouvelle contradiction est ajoutée dans le système des valeurs de la philosophie des Lumières qui a elle-même fait naître la notion de laïcité, comme prélude indispensable à toute dynamique sociale positive. C'est aussi la laïcité qui a permis le

développement du droit international et celui de la notion d'Etat de droit et du règne de la loi. La laïcité est un nouveau langage qui permet la communication entre les peuples et, à l'intérieur d'un même Etat l'égalité entre les citoyens appartenant à différentes religions. C'est la pierre angulaire d'un système de valeurs qui ne s'appuie pas sur une conception du sacré et donc sur un absolu sur lequel on ne peut pas compromettre.

La mobilisation du religieux, cependant, entraîne un recul de la laïcité et une poussée des fondamentalismes religieux partout dans le monde. C'est dans le protestantisme, le judaïsme et l'islam que cette poussée a été la plus forte, les lectures de la Bible ou du Coran redevenant des lectures s'attachant à la lettre du texte et non à son esprit ou sa symbolique. Dans ce contexte, le sionisme obtient un appui de plus en plus total de l'Occident démocratique pour des raisons de compassion à l'endroit des communautés juives européennes décimées par le nazisme. Un glissement sémantique pervers fait passer les racines de la civilisation occidentale du patrimoine philosophique et politique gréco-romain à un patrimoine « judéo-chrétien » qui remet l'Ancien testament à l'honneur en lieu et place de Platon et Aristote.

C'est dans ce contexte que la notion de « guerre des civilisations » a été popularisée à la fin de la Guerre froide. Elle est venue combler le vide idéologique créé par l'effondrement de l'URSS et la disparition très rapide des différentes formes d'idéologies marxistes opposées au libéralisme triomphant. Les Etats-Unis étant devenus puissance « impériale unique », elle a éprouvé le besoin d'une idéologie mobilisatrice. La notion de « nouvel ordre mondial », après la Guerre du Golfe, s'est perdue dans les sables et c'est pourquoi, la thèse de Samuel Huntington a eu plus de succès que la thèse de Francis Fukuyama pour qui le triomphe sur l'URSS annonçait une sorte de fin de l'Histoire, la démocratie étant désormais appelée à se généraliser et assurer une paix universelle. La notion de guerre des civilisations, sous certains de ses aspects, assure une continuité avec la mobilisation de type religieux de la dernière étape de la Guerre froide. Par ailleurs, comme dans le cas de la lutte contre le nazisme où il y a eu d'abord alliance avec l'URSS avant la confrontation avec elle une fois que l'ennemi commun abattu, on assiste aujourd'hui, après l'alliance avec l'islam pour vaincre « l'empire du mal » soviétique, au même type de retournement contre l'allié de la veille.

Il y a, évidemment, dans tout ce magma idéologique beaucoup de délires nocifs. La philosophie occidentale, dans son état actuel, ne permet pas de remise en ordre dans ces dérives assez monstrueuses où l'accent mis sur les religions et le retour du sacré au détriment des valeurs laïques annonce des jours très difficiles. Il y a donc une crise de valeurs très grave dans la philosophie occidentale elle-même, au cœur de laquelle se trouve la problématique de la laïcité. Si celle-ci ne peut résister, la philosophie des Lumières, déjà très malmenée depuis plusieurs années, risque de s'effondrer totalement. Le système de valeur éthique et philosophique de l'Occident est aujourd'hui perdu entre un « relativisme » des valeurs qui peut entraîner l'exclusion « civilisationnelle » et un « absolutisme » de certaines valeurs qui peut servir d'alibi à un regain d'impérialisme. Le droit international est paralysé dans son développement et son application.

Dans ce contexte, quel peut être le langage commun de l'humanité ? Quel sera le sort de la région, berceau des trois monothéismes et où la symbolique du sacré a pris des proportions violentes et inquiétantes ? Quel sera le rôle du Liban qui se voulait un trait d'union entre l'islam et le christianisme ou entre l'Orient musulman et l'Occident chrétien ?

Toutes ces questions méritent des réflexions approfondies, loin des clichés et stéréotypes faciles sur les peuples et les religions.

L'atelier dans la tourmente de l'affaire du voile, de la commission Stasi à la loi du 15 mars 2004.

A propos du Youm Kippour et de l'Aïd el Kebir, décembre 2003

Requiem pour ce qui aurait pu être un beau symbole

Proposer une modification du calendrier des jours fériés pour que se reflète mieux la diversité culturelle qui caractérise la nation française, tel est le "scandale" qui a déchaîné les passions, qui a fait s'enfler la polémique et qui, en quelques jours est parvenu à cristalliser un front du refus dans un unanimisme consternant.

Et pourtant, pour des raisons que j'expliquerai plus loin, je ne ferai pas campagne en faveur d'un réexamen de cette proposition qui aura été si prestement jetée aux oubliettes !

Je crois néanmoins utile de revenir sur les "raisons", les habillages devrais-je dire, mis en avant, notamment par les politiques.

Il est utile de montrer l'argumentaire, fébrilement déployé, qui masque en vérité le peu d'ouverture à l'autre, le caractère conservateur d'une large fraction de la société.

Car enfin de quoi s'agissait-il ?

Jean Baubérot, l'un des dix huit "sages" de la commission Stasi a toujours plaidé pour une laïcité ouverte, qui renvoie dos à dos cléricaux et antireligieux.

Selon ses travaux, la République à la fin du XIX^e siècle n'a pu gagner la bataille de l'école laïque que pour autant qu'elle a su manifester dans le cadre de la neutralité de l'Etat, **un respect actif de la liberté de conscience.**

Inspirée de cette pratique, sa proposition, au sein de la commission, tenait en deux points : d'une part **fêter la laïcité**, ce socle du "vivre ensemble" qui fonde notre pacte social républicain, et dans le même temps, **faire une place symbolique dans l'espace public** à la reconnaissance de deux composantes des cultures dont le brassage fait la richesse de la nation : **le judaïsme de France et l'islam de France.** Car le fait religieux en tant qu'il est un fait culturel et civilisationnel incontesté et qui fait sens, légitime, dans le cadre de la stricte neutralité de l'Etat, sa reconnaissance au niveau de la sphère publique.

Fêter la laïcité – Le 9 décembre, jour anniversaire de la loi de 1905 - une belle idée que la commission Stasi n'a pourtant pas reprise. Une belle idée qui aurait aidé, sans doute, à retrouver la voie de la sérénité et du bon sens, qui aurait aidé à pouvoir renvoyer dos à dos tous les dogmatiques, y compris ceux qui prétendent s'exprimer et légiférer au nom de la laïcité !

Quant à la proposition d'inscrire au calendrier des jours fériés les fêtes de l'Aïd El Kebir et du Youm Kippour, elle ne conduisait pas à rajouter mais à **substituer ces deux jours** aux lundis de Pâques et de Pentecôte, lesquels, sont en fait des jours profanes. La commission Stasi a bien repris la proposition, mais elle a laissé ouvert le mode de compensation, ce qui a permis de conclure ...que les deux jours en question se rajouteraient !

Que n'a-t-on entendu, dès le soir du 11 décembre !

Le Premier Ministre de s'écrier : "On ne me prendra pas le lundi de Pentecôte ...c'est pour les vieux!"

Si l'on avait vraiment voulu trouver un autre jour de compensation, a-t-on réalisé que ni la très catholique Espagne, ni le pays de la papauté, l'Italie, n'ont l'Ascension comme jour férié dans leur calendrier respectif?

Au milieu de ce tintamarre, j'ai trouvé étrange le silence de l'Eglise sur la question qui lui était implicitement posée : peut-on faire une petite place pour que ces autres traditions de la France puissent être reconnues par tous, à côté de la tradition chrétienne, dont la place centrale n'est contestée par personne?

On a vu également, sans crainte du ridicule, fleurir des allégations telles que: "la république est laïque, elle ne peut donc admettre la reconnaissance dans la sphère publique, des fêtes religieuses." Que dire alors du calendrier actuel?

Pour tenter de masquer cette incapacité à admettre l'autre comme un autre soi-même, un argument a été avancé qu'on estime "indépassable": l'impossibilité objective, matérielle, de prévoir, d'une année sur l'autre, la date de célébration de l'Aïd El Kebir. Argument fallacieux car, là, on confond, ou l'on feint de confondre **deux registres** différents : celui de la mesure symbolique et celui de la pratique religieuse.

Que le jour déclaré être par les autorités religieuses celui où il convient de célébrer l'Aïd ne puisse faire l'objet d'une programmation interannuelle, soit ; pour ce jour là, l'habitude est prise désormais d'autoriser l'absence des élèves pour les familles qui le souhaitent et de leur côté, les entreprises généralisent des facilitations de congés individuels.

La proposition de Jean Baubérot s'inscrit dans un autre registre : **marquer une référence à l'Islam de France au niveau de la nation**. Le décalage d'un ou deux jours n'a plus grande importance puisqu'il s'agit pour la République de marquer un symbole .

"Un beau symbole" ce sont les mots mêmes de Bertrand Delanoë; mais, comment ne pas le rappeler ? Il aura été bien seul à être de cet avis à la direction du parti socialiste.

Comme je le disais en introduction, ce n'est pas pour faire campagne en faveur d'un réexamen de la décision négative intervenue que j'ai voulu réagir, mais seulement pour rappeler la portée de ce débat, malheureusement escamoté.

Illogisme de ma part ? Non, je ne le crois pas, seulement une réaction de prudence dans la crise que nous traversons actuellement. Crise qui résulte de la crispation manifestée par les pouvoirs publics dans "l'affaire du voile".

Désormais on peut craindre que la guerre ne soit prête à se rallumer.

Le camp de l'ultra orthodoxie, du néofondamentalisme et de l'intégrisme fourbit ses armes et se prépare à une guerre de tranchée. Les modérés- ils sont nombreux- risquent même pour certains de s'y rallier, choqués qu'ils auront pu être par le climat d'ostracisme qui gagne. De sorte que, l'inscription au calendrier de ces deux fêtes risquerait aujourd'hui, en dernière analyse, d'être dévoyée de son sens positif, d'ouverture, et qu'au lieu de témoigner d'une "laïcité d'intelligence", elle ne vienne au contraire marquer pour les uns une victoire qui en appellerait d'autres et pour les autres une reculade du pacte laïc.

C'est la seule raison pour laquelle il convient de différer l'application de cette belle proposition. Néanmoins, force est de constater que bien peu de voix se seront élevées pour en souligner la portée symbolique et c'est à la fois dommage et consternant.

La laïcité, ce concept fort et fragile, est mise à mal dans le débat actuel ; car on a sans doute oublié qu'elle ne peut être un rempart contre le communautarisme si elle devient elle-même dogmatique.

" Là où la différence fait défaut, c'est la violence qui menace"⁴

Elio CB
Décembre 2003

Lettre du 08 mars 2004 au C.A. de Coup de Soleil

Le texte ci-dessous, daté de mars 2004, émane de la Commission "Religions et société" de l'association Coup de Soleil, association dont Soleil en Essonne s'est retirée l'année suivante. La Commission est alors devenue l'Atelier "Société et Religion" de Soleil en Essonne

La commission "Religions et société" est longuement revenue sur les conditions dans lesquelles au cours de ces derniers mois a évolué ce qu'il est convenu d'appeler "l'affaire du voile".

Le port du voile n'est pas une prescription religieuse. De sorte qu'il n'est pas conforme à la vérité de parler de "signe religieux" pour qualifier cette pratique qui ne concerne donc pas la laïcité.

La loi relative à "l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics" **n'est en aucun cas une actualisation du concept de laïcité** puisqu'elle se borne à **édicter une interdiction**, qui vise principalement le port du foulard.

René Rémond écrivait récemment⁵ "... Je trouve consternant que tout le débat sur la laïcité se résume à une mesure d'interdiction."

Comment ne pas souligner en outre que ce port du foulard à l'école contre lequel on édicte une loi, ne concernait en vérité, qu'un très petit nombre de jeunes filles.

Le discours "officiel" sur la question du voile – largement médiatisé - est bâti sur **un présupposé dangereusement simplificateur**, à savoir :

L'obligation du port du voile, présentée comme une prescription religieuse incontournable, est un élément de la stratégie de conquête menée auprès des communautés musulmanes de France par des groupements intégristes et fondamentalistes.

A partir de cette **grille de lecture unique**, on évacue la polysémie du port du voile, la revendication identitaire et son lien avec la nouvelle question sociale. Celle-ci menace le "vivre ensemble" ; elle résulte de la difficile intégration de générations de français issus de l'immigration qui sont victimes de discriminations sociales, de relégation urbaine.

On nous présente la loi en préparation comme un triomphe de la laïcité, le coup d'arrêt à un "dérapage" qui mettait la République en danger.

A-t-on pensé au climat d'ostracisme qui s'est installé à l'occasion de ce débat? Aux identités réactives qu'on est entrain de consolider?

⁴ René Girard

⁵ Le Monde 7 novembre 2003

A-t-on pensé à l'immense majorité des français de culture musulmane qui se voient ainsi douloureusement enfermés dans une représentation bornée et caricaturale : soit ils s'identifient à cet islamisme radical, soit...ils en sont les victimes désignées!

Ce débat et les conséquences en chaîne qu'il risque d'entraîner, sont au cœur de la raison d'être de notre association. En effet, cette raison d'être n'est-elle pas, d'abord, de combattre avec les armes de la culture cette parole de rejet, d'exclusion, à l'égard de cet "Autre": l'Arabe, le musulman.. Cet "Autre "qui gêne bien souvent parce que sa présence rappelle un passé colonial mal assumé et dont on n'a pas exorcisé les démons ; cet "Autre" qu'on peut d'autant plus se permettre de rejeter avec la conscience en paix, qu'on l'aura assimilé, au préalable, à une entité fantasmée, celle de l'islamiste radical poseur de bombes.

Le débat qu'il convient d'ouvrir n'est pas tant fait pour compter ceux qui sont pour ou ceux qui sont contre la loi, laquelle, de toutes les façons sera bientôt promulguée. Mais bien pour réfléchir ensemble sur la manière de **faire vivre au présent cette laïcité afin qu'elle s'ouvre mieux au pluralisme culturel**, réalité incontournable de notre société.

Comment apprendre à gérer pacifiquement et sereinement un pluralisme culturel dont le besoin d'affichage s'affirme ?

Pour mieux mesurer la gravité des enjeux laissons parler Michel Bertrand⁶ : "...le débat ne vit que s'il est alimenté et porté par des convictions fortes, par le courage d'affronter les désaccords... Il implique de se donner le temps de sortir de l'éphémère pour retrouver la durée, afin de clarifier les enjeux, d'entendre et d'échanger les arguments, de laisser se déployer les idées au-delà des seuls experts et de la *doxa* médiatique. Sinon c'est la porte ouverte à la démocratie d'opinions, c'est à dire à une gestion sans vision où l'on navigue à vue, les yeux fixés sur les sondages et les mains liées par les groupes de pression. On ne règle pas les problèmes en légiférant à la hâte et de manière conjoncturelle, mais en débattant à tous les niveaux."

Il convient donc, après l'avoir dénoncé, de sortir de l'actuel débat tronqué et ..."truqué" pour poser les vraies questions.

Ne convient-il pas aujourd'hui de faire entrer les identités culturelles (et religieuses) dans l'espace de la délibération collective, dans l'espace du débat public ; en somme, **d'étendre la démocratie aux droits culturels?**

A condition, faut-il le rappeler, de bien maintenir, comme un socle inamovible :

✓ **Les droits de l'homme**

(y compris l'égalité absolue de l'homme et de la femme, la liberté pour l'individu de se dissocier de sa communauté religieuse d'origine.)

✓ **L'autonomie de la conscience individuelle**

✓ **La réflexivité critique appliquée à tous les domaines y compris le religieux**

✓ **La neutralité confessionnelle de l'Etat et de la puissance publique**

La vision d'une citoyenneté républicaine qui se devrait d'être dépouillée de toute particularité culturelle n'a-t-elle pas vécu ? A vouloir réactiver cette vision que la troisième

⁶ "Paix civile, paix religieuse" in "Foi et vie" n°1 février 2004

République avait légitimée, ce qu'on semble vouloir faire aujourd'hui en radicalisant la dichotomie sphère publique/sphère privée et en maintenant une sphère publique toujours dominée, en fait, par la référence à la culture chrétienne, ne prend-on pas le risque que ces identités, refoulées, étouffées, ne s'exacerbent et ne trouvent comme seul refuge... le communautarisme?

Pour des raisons politiques les pouvoirs publics ont sans doute intérêt à instrumentaliser le discours sur la laïcité, ce qu'ils font.

En marge de toute prise de position politique partisane et comme nous l'avons toujours fait, il appartient, nous semble-t-il, à notre association de dénoncer tout ce qui risque de nuire au "vivre ensemble".

En conclusion, préoccupés comme nous le sommes à juste titre, de la protection et de l'élargissement des libertés privées nous n'en devons pas moins chercher à **élargir le champ de la démocratie en assumant l'apprentissage du pluralisme**. C'est aujourd'hui, semble-t-il, un passage obligé pour sauvegarder la volonté du "vivre en commun".

Une responsabilité essentielle de la bonne gouvernance d'un pays est bien de préserver la coexistence et la bonne entente des groupes humains constitutifs de la Nation et, pour y parvenir, de savoir **gérer la diversité**.

Notre association doit, par le débat, assumer cette réflexion et faire des propositions.

La commission "Religions et société"

Une nouvelle frontière pour la laïcité : s'ouvrir à l'expression publique de la diversité culturelle.

Du rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une démarche laïque : comparaison des situations d'hier à aujourd'hui.

L'actualité nous conforte chaque jour un peu plus dans la conviction que le besoin d'une libre expression des droits culturels de chacun – dans le respect du pacte républicain – conditionne la sauvegarde de notre démocratie.

Pour autant, force est de constater, que les français « fonctionnent » autrement. Sur la base d'idées reçues, bien ancrées dans la société, ils répugnent en effet à s'accommoder de la reconnaissance de la légitimité de ces droits culturels et ce...au nom de la laïcité ! Cette attitude restrictive nuit à la cohésion sociale.

C'est en interrogeant l'histoire de la laïcité et en particulier cette période décisive que fut celle des pères fondateurs dans les débuts de la troisième République, que nous pouvons confirmer la justesse de notre point de vue. La bataille que ces pères fondateurs ont dû mener, pour obliger l'Eglise à « lâcher sa proie », à devoir renoncer à peser de tout son poids sur la vie sociale, sur l'éducation, est pleine d'enseignement quant à la méthode suivie. Si l'esprit laïc a gagné la partie au début du XX^{ème} siècle, c'est parce qu'on s'est gardé d'opposer au dogmatisme de l'Eglise un dogmatisme d'Etat, c'est parce que l'Etat a joué la neutralité en transférant aux individus une totale liberté d'action, y compris d'association, sous réserve de l'ordre public et du respect des lois.

Cette sagesse leur a permis de résoudre le problème grave qui était posé en évitant la guerre civile et en sauvegardant la paix sociale. Cette façon sereine d'opérer fait aujourd'hui défaut aux pouvoirs publics. L'Etat républicain en effet se dit menacé par l'idéologie intégriste que véhicule un courant de pensée présent dans l'islam de France, et qui engendre la formation de groupes, au demeurant ultra minoritaires, prônant un islamisme radical et violent. L'Etat fait l'amalgame entre ce courant islamiste violent et les revendications identitaires, elles, légitimes, qu'expriment de très nombreux citoyens de culture musulmane. Et l'Etat édicte des lois restreignant la liberté culturelle de ces citoyens-là, et ce, au nom de la laïcité. L'Etat prend ainsi en otage des populations qui sont en fait étrangères à tout « complot » contre la République. Au dogmatisme avéré des courants intégristes, l'appareil d'Etat, au lieu d'actions ciblées et adaptées, réagit de façon passionnelle, par un comportement rigide qui ostracise et met au ban de la société l'une de ses composantes.

Dans ce combat, qui est, nous dit-on, mené pour garantir la laïcité, l'esprit laïc, en fait se perd et la tolérance recule, ainsi que l'ouverture à l'Autre et à sa façon de penser.

Face à la montée des dogmatismes : que faire ?

Alors que faire pour tenter de remonter le courant par rapport à cette situation dégradée, qu'au niveau de l'enseignement, en particulier, on puisse mieux alimenter la réflexion des jeunes, développer les moyens qui leur permettent de penser par eux-mêmes, d'éviter qu'ils n'adhèrent trop facilement à cette guerre *de tous contre tous* dans laquelle notre société semble engagée.

Nous avons orienté depuis deux ans nos travaux sur l'intérêt d'approfondir l'enseignement du fait religieux en tant que fait culturel. Car éviter d'en parler parce qu'il s'agit d'un sujet sensible, c'est en quelque sorte faire la politique de l'autruche. C'est bien

nous semble-t-il dans le cadre d'une école citoyenne qu'il convient d'apporter un nouveau regard sur l'enseignement du fait religieux et des grandes philosophies non religieuses. Peine perdue. Cet axe de travail semble bien difficile à aboutir dans les circonstances actuelles. L'hypersensibilité du public, et en particulier des enseignants sur l'inquiétude que cause ce qu'on appelle le « retour » du religieux, rend notre démarche suspecte.

Puisque cette conquête de la laïcité ne peut aboutir dans les circonstances actuelles il nous faut explorer une autre approche pour réinterroger la laïcité, clef de voûte du « vivre ensemble »-. Je vous propose donc d'orienter désormais nos débats à partir de la question suivante : **comment réagir, dans un esprit laïc, à la crise identitaire à laquelle on ne peut plus continuer de se contenter de répondre en brandissant le modèle d'une république universelle et abstraite ?**

Faire de la diversité culturelle une richesse

La diversité culturelle est, nous dit-on,⁷ une richesse ; voilà pour le discours officiel. Mais dans la réalité qu'en est-il ?

On s'aperçoit que bien souvent, la culture majoritaire présente un caractère hégémonique et qu'elle n'entend pas laisser un espace aux minorités culturelles. Pour se donner bonne conscience, la culture majoritaire met en avant un impératif de préservation de la laïcité. On baptisera « crispations identitaires » non seulement ce qui peut relever parfois d'un excès de différentialisme, mais également ce qui constitue de simples revendications culturelles auxquelles on reprochera de nuire à l'identité républicaine et à l'intégrité des droits liés à l'exercice de la démocratie. Ce faisant on mêle – à dessein ?- des concepts qui ne sont pas au même niveau : demander en effet à tous les citoyens une adhésion à l'identité politique qui fonde la République et qui est le lieu du « vivre ensemble » dans l'espace public, cela est bien sûr important mais n'inclut pas pour autant que chacun ait à renoncer à sa spécificité culturelle propre. Dans le cadre du respect des lois de la République⁸ cette spécificité culturelle peut au contraire se faire connaître et apprécier par tout un chacun, ce qui permet aux cultures de communiquer positivement entre elles, de se métisser.

Compte tenu des liens historiques qui nous lient à l'aire culturelle arabo-maghrébine, pourquoi une langue de culture telle que l'arabe est-elle autant marginalisée à l'école ? Pourquoi cette méfiance et parfois même cette hostilité à l'égard des tenues vestimentaires exotiques ? Pourquoi ne pas faire dans le calendrier des jours fériés scolaires une place ayant valeur de symbole à l'Aid El Kebir, au Nouvel An chinois, au Yom Kippour, pour reconnaître que les communautés de culture concernées par ces solennités sont parties intégrantes de l'identité nationale ? Pourquoi cette réticence, toutes tendances politiques confondues, à reconnaître la place et le rôle de l'immigration dans l'évolution de la société française ?

C'est donc vers une société créolisée que la France devrait tendre, c'est-à-dire non pas vers la construction d'un futur qui entendrait assimiler l'autre à l'expression majoritaire mais vers le projet de recréer ensemble à travers les cultures présentes sur le territoire un avenir commun, fort de toutes les potentialités et de toutes les capacités inventives qu'elles recèlent.

⁷ cf. le discours de Jacques Chirac de mars 2007.

⁸ Nul ne pouvant, en effet, porter atteinte aux droits de l'homme en invoquant la diversité culturelle.

Cela devient alors réellement une richesse sans contredire le ciment unitaire propre à l'identité politique qui assure, elle, l'égalité citoyenne.

La laïcité n'est pas et n'a jamais été un dogme

Les champions de la laïcité maquillent leur refus d'une libre expression de la diversité culturelle par un discours sur l'identité citoyenne, laquelle ne pourrait garantir l'égalité des droits que sous réserve qu'on se situe bien dans le cadre d'un universalisme abstrait. Le citoyen serait ainsi à l'abri de toute discrimination. Là où le bât blesse, c'est lorsque, de façon récurrente, s'agissant de certaines minorités, ce discours lénifiant se trouve démenti par une pratique sociale discriminante, inégalitaire, arbitraire, à l'encontre de ces minorités. Les personnes concernées, victimes d'un tel déni de justice vont considérer que le pacte républicain est une dérision ; le danger est grand alors de les voir se détacher de la communauté nationale qui leur apparaît comme un leurre et d'adhérer à des communautés fermées en marge de l'espace républicain.

Les mêmes zélés défenseurs de la laïcité invoquent souvent à l'appui de leurs thèses afin de légitimer cette volonté d'aseptiser la sphère publique de toute manifestation d'identité culturelle, ce qui aurait été la manière de procéder des pères fondateurs de la laïcité de la fin XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle.

Pour produire l'unité citoyenne, disent-ils, on aurait alors banni tout particularisme régional, toute référence à des racines locales, au bénéfice de concepts englobant : la Nation, la République. Des historiens de la laïcité, Jean Baubérot, Mona Ozouf⁹ et Jean François Chanet montrent que la réalité est autre et que le cheminement a été bien plus nuancé. On est loin de la table rase qu'on nous décrit. En effet les instituteurs avaient mission de s'appuyer sur les réalités locales, sur les intérêts immédiats des enfants, les voisinages, les particularités. Ils étaient en outre fortement incités à faire carrière dans leur département d'origine et, comme nous le dit Jean François Chanet « ...ils ont souvent été des passeurs entre deux cultures ; leur pratique laïco-républicaine tissée de compromis et d'accommodements a été fort éloigné du modèle intégriste [que les laïcistes prônent] et qu'on s'est mis aujourd'hui à vanter comme antidote aux particularismes et communautarismes qui « *menacent* » notre société »¹⁰. Dans le même registre, on apprend que ce rôle de « passeur » s'est également appliqué aux langues régionales, en particulier aux langues occitanes dont le provençal ; ces langues ont souvent fait l'objet d'une certaine tolérance de la part de l'école laïco-républicaine dans les débuts de la troisième République.

La démarche laïque a donc bien été et doit demeurer la volonté de concilier une identité citoyenne s'ouvrant aujourd'hui à l'Europe, avec la libre expression de la pluralité culturelle dont notre société est porteuse. Cela ne saurait contredire l'ordre public et les lois communes qui garantissent la cohésion sociale.

La laïcité n'est donc pas seulement affirmation de la neutralité de l'Etat vis à vis de toutes les Eglises, pas seulement affirmation de la liberté absolue de conscience, elle est aussi une volonté de reconnaissance réciproque et d'intégration des cultures. Rappelons que dans leur multiplicité et leurs échanges, ces cultures forment la trame du *laïos* (peuple).

⁹ Mona Ozouf *La république des instituteurs* 1992 et aussi *L'école l'Eglise et la République* 1996

¹⁰ Jean – François Chanet *L'école républicaine et les petites patries* Aubier 1996

Comment assurer valablement dans l'espace public l'expression de cette diversité culturelle ?

Mais comment prévenir et se prémunir contre le danger d'une captation par un groupe d'individus qui se prétendrait « représentatif » de telle ou telle communauté culturelle, de parler en son nom ? Le danger, car danger il y a, se situe à deux niveaux. D'une part au niveau de l'individu, dont la liberté serait alors mise à mal, car, quelle que soit la force du lien qui peut le lier à une communauté, il ne saurait s'identifier totalement à elle, se trouver réduit à sa seule appartenance à la dite communauté. D'autre part, parce que, s'agissant des cultures, qui se caractérisent par la diversité des expressions et par leurs capacités interactives, il est essentiel de bien refléter cette diversité quand elles sont représentées dans l'espace public. Pour y parvenir, pour que cette représentation ne soit pas un miroir déformant, en somme pour éviter l'enfermement communautaire, il est essentiel de donner voix à une multiplicité de corps intermédiaires porteurs chacun d'une facette spécifique de ce fait de culture, par essence multiforme. Car, comme le rappelle Philippe Lazar¹¹, « ...aucune communauté n'est *pure*, n'est strictement assimilable à un moment donné à un ensemble parfaitement défini d'individus. »

Ceci étant posé, et ayant donc bien à l'esprit cette nécessité d'écarter un danger de « captage », comment mettre en œuvre cette participation des faits culturels à la sphère publique ?

Le cercle Gaston Crémieux, cercle de réflexion juif, laïc, diasporique et de gauche, préconise¹² de considérer ces faits culturels comme des *biens publics communs de la nation et de l'humanité* ; de sorte qu'ils échappent à toute tentative d'instrumentalisation. Il convient alors pour exprimer la multiplicité d'expression de ces biens publics de veiller à ce que de très nombreux acteurs représentants de la société civile puissent se faire entendre. Ainsi seraient assurées la préservation et l'essor de ces cultures qui font la richesse de la communauté humaine.

Jean Paul Willaime, sociologue des religions, ne disait pas autre chose dans son intervention à la table ronde du 8 novembre 2003, au X^{ème} Maghreb des livres¹³. Écoutons-le : « ...L'espace public, ce n'est pas seulement l'espace de la régulation étatique ; c'est aussi celui de la société civile, des associations, des groupements, des corps intermédiaires qui font vivre cette société civile et qui jouent un rôle éminemment important dans l'animation des démocraties ... » et encore « ...Les citoyens ne se réduisent pas à une rationalité abstraite, ils ont des ancrages dans des traditions, dans des langues qui font partie de leur identité ».

S'il fallait conclure pour résumer la démarche proposée, je voudrais rappeler que ce qui contribue à faire le ciment d'une société c'est d'abord certes, l'intérêt commun, la justice sociale, mais c'est aussi **le lien affectif** ; un lien qui doit nous faire partager un sentiment d'appartenance à une identité collective. Pour que nul ne se sente exclu, paria, encore faut-il qu'au niveau de tout ce qui est porteur de cette identité collective : institutions, vie sociale, symboles...beaucoup de choses changent. Étant autorisés à exprimer ainsi leurs spécificités

¹¹ Philippe Lazare *Autrement dit laïque* Liana Lévi 2005

¹² *Manifeste pour la reconnaissance des faits culturels et communautaires comme relevant de la sphère publique* in *Diasporiques* revue trimestrielle n°26 juin 2003

¹³ *Un défi pour la laïcité : s'ouvrir au pluralisme culturel ?* Hôtel de Ville de Paris

culturelles, les différents groupes sociaux, par delà les frontières de leur subculture peuvent alors se vivre les uns les autres comme les citoyens d'une même cité.

Elio CB

Le 01 octobre 2007

Le désaccord fondateur

Un concept fécond pour le préambule de la Constitution européenne.

Une question impertinente

La nouvelle Constitution Européenne doit-elle expliciter ses fondements ? Doit-elle faire apparaître les racines historiques des convictions qui la portent et en façonnent la cohérence ?

Prudente, la Convention a choisi de garder le silence sur cette question. Ce silence est éloquent : il honore et prolonge la sortie historique des guerres de religion. Il tourne le dos aux démons des prétentions hégémoniques, concernant le sens, de sinistre mémoire, qu'ils soient religieux ou non. Il est la signature inestimable d'une victoire démocratique historique, hélas jamais définitivement acquise. La question se pose cependant à certains d'entre nous de savoir si ce silence est promesse suffisante ? Est-il la meilleure lumière qui puisse aider à traverser positivement les grands défis actuels et futurs de l'Europe en construction ?

Un moment historique important et dangereux

La dynamique de construction européenne doit donner forme nouvelle à une identité qui peut être qualifiée provisoirement et malhabilement de " post-nationale ". Or, le passage de l'Etat nation à la forme d'Etat qui est en train d'émerger doit être à la hauteur de deux phénomènes en partie contradictoires : une mondialisation du commerce, de la finance et de l'information, accélérée par nombre d'ouvertures techniques et scientifiques et une quête parfois éperdue d'identité des personnes et des communautés rebelles à ce que tout soit géré selon une logique liée essentiellement à cette globalisation. Nous vivons donc un moment de métamorphose où l'ouverture universaliste ambiguë liée à la mondialisation, suscite des replis identitaires variés et dangereux. Moment historique de tous les périls. La forme à trouver et à construire invite, par quelques aspects, à donner un contenu plus substantiel à l'idée d'Europe ; un contenu qui permette de créer un espace politique nouveau où l'individu se voit proposer une multitude de libres appartenances sans que ces appartenances ne le conduisent jamais à des incarcérations dans des communautarismes religieux, convictionnels, ethniques ou politiques.

Une suggestion opportune ou inopportune : le concept de désaccord fondateur.

Le silence sur les convictions qui ont façonné l'espace européen, - silence dont l'intérêt a été souligné - risque d'amputer les acteurs civils et politiques contemporains de ressources liées à la mémoire des blessures causées à chacune des étapes de l'histoire culturelle de l'Europe et la mémoire des promesses non encore réalisées qui y sont liées. L'avenir peut-il se construire sur ce silence ? Imagination de l'avenir et souvenir du passé se donnent toujours la main. Imaginer l'avenir avec fécondité ne peut se faire sur l'oubli du passé. Une référence à l'histoire des convictions est-elle toutefois possible, qui ne soit pas un résidu des querelles hégémoniques indécentes du passé ?

Il nous semble que le concept de " désaccord fondateur " avancé par Olivier Abel lors du dernier colloque organisé par l'Association Avicenne est prometteur à ce propos.

"(...) Il me semble que le cadre institutionnel de cette confrontation (entre les mille sources de l'héritage européen), de ces désaccords fondateurs, devrait être un théâtre qui permette de faire apparaître, et de confronter, ces différentes sources de l'Europe, ces promesses non tenues. "

Un désaccord est fondateur pour un peuple lorsque, une fois reconnu comme valeur par ce peuple, il lui permet une dynamique créative de lien social équitable. Toute dévalorisation de ce désaccord, au contraire, entraînerait une dérive redoutée. C'est pourquoi, il doit donc être reconnu comme fondement nécessaire. Une telle reconnaissance serait à sa place dans le préambule d'une constitution.

Dans le préambule de la Constitution Européenne, le désaccord porte sur le principe de transcendance. Est-il nécessaire de l'inscrire pour fonder la politique européenne ? La question est indécidable. Inscrire ce point sous le titre de désaccord fondateur dessinerait un espace de pluralisme s'accordant avec la recherche, incontournable, de normes communes, par le chemin du consensus par confrontation.

Un concept qui dessine un espace dynamique pour un pluralisme qui ne soit pas mou

La reconnaissance du désaccord comme cœur de la culture européenne dessine un espace où l'Etat se reçoit d'une confrontation permanente entre les diverses " visions du monde " qui, simultanément, renoncent à toute prétention hégémonique du Vrai et du Juste. Elles ne renoncent cependant pas à une tension vers le vrai et le juste. L'espace ainsi dessiné correspond à la véritable laïcité de l'État. Il est le résultat d'une pression réciproque exercée par la pluralité des convictions religieuses ou sécularisées. Ce qui fait la solidité d'une voûte, c'est l'équilibre des pressions et non leur neutralisation. Nous sommes loin du pluralisme mou qui guette nos démocraties et ne leur donne pas les moyens de traverser humainement les défis du moment.

Un concept performant pour discriminer (écarter) toute proposition théologico-politique hégémonique.

Le concept de désaccord fondateur permet d'écarter toute organisation politique qui se réclame d'un fondement philosophique ou théologique unilatéral. La non-reconnaissance du principe de désaccord fondateur par un Etat pour son organisation politique suffit à disqualifier sa requête d'appartenance à l'Europe. Honorer le désaccord fondateur revient à construire une digue qui préserve l'espace européen contre toute émergence de régimes intégristes ou totalitaires. Il permet d'approfondir la conception laïque et pluraliste de l'État, sans confisquer la citoyenneté à quiconque. Il invite à approfondir le débat entre les conceptions religieuses et laïques de l'humain compatibles avec cette reconnaissance, leur permettant à l'une et à l'autre de féconder par les richesses de leur héritage, l'imagination créatrice nécessaire pour traverser les défis de mondialisation et de balkanisation actuels.

Un concept qui prend l'histoire en compte

Sur la question des fondements des valeurs et du droit, les citoyens européens sont depuis des siècles en désaccord. L'inscription de ce désaccord dans le préambule de la Constitution revient à honorer la vérité d'un état de fait historique. La reconnaissance de ce désaccord

comme fondateur pour l'espace européen reviendrait à asseoir la légitimité du pluralisme quant à cette question. Nul Européen ne serait plus habilité à réclamer l'hégémonie de sa conception pour l'organisation politique de l'État. Certes, nous l'avons affirmé d'emblée, mieux vaut un silence décidé sur cette question ultimement indécidable, qu'une référence timorée à un héritage partiel : on apprécie le silence sur une question qui a suscité des blessures historiques non encore cicatrisées. Ouvrir la question des références n'est-ce pas ouvrir la boîte de pandore ? La proposition de concept de désaccord fondateur évite ce risque parce qu'il interdit toute prise de position violente d'une lecture hégémonique des racines culturelles de l'histoire européenne. Il donne des lettres de noblesse démocratique au malaise ressenti quand on évoque la question, mais l'éclaire et lui donne une dimension historique.

Un concept qui invite à cultiver une mémoire plurielle pour imaginer un avenir ouvert.

Reconnaître qu'il y a un désaccord fondateur quant au rapport à la transcendance pour organiser l'espace politique " c'est reconnaître que le noyau éthico-mythique de l'Europe c'est aussi bien Platon que Moïse, Diogène, Épicure ou le sens héroïque de la citoyenneté grecque que le droit romain, le " ni Juif ni Grec " des épîtres de Paul, le style inouï des confessions de Saint Augustin, l'individualisme germanique, la grande reconstruction médiévale, l'humanisme magique et le prodigieux élargissement de la renaissance, la désacralisation et les ruptures de la Réforme, le doute cartésien et le pli baroque, le rationalisme pluraliste des Lumières si différent de l'empirisme déjà utilitariste de l'Enlightment et du léger enthousiasme de l'Aufklärung, et qui donnent lieu ici et là à des réactions romantiques elles-mêmes si diverses, révolutionnaires ou réactionnaires. L'Europe, c'est encore le grand édifice des sciences positives, l'entreprise des bourgeois financiers et des marchands, la tradition du catholicisme social, les cauchemars totalitaires à déconstruire jusqu'au bout, et la patiente tentative de nos reconstructions. Pêle-mêle, il faut rouvrir toutes ces figures, et d'autres dont nous n'avons pas encore conscience, qui sont aussi peu épuisées les unes que les autres, qui sont toutes des promesses encore non tenues. "

Un concept qui invite à rechercher des consensus par confrontation

Si le " désaccord fondateur " nous apparaît comme lieu possible de performance et d'efficacité d'une société démocratique, encore faut-il qu'il puisse être dynamisé et qu'il puisse déboucher sur un vivre ensemble fécond. Comme moyen pour y parvenir, nous proposons la recherche de " consensus par confrontation " telle qu'elle largement exposée dans l'œuvre de Jean-Marc Ferry."

Cette méthode ne vise en rien à unifier les convictions, mais elle a pour objet d'élaborer un droit commun. Il s'agit d'une pratique de discussion qui évite les débats sur les croyances et s'attache à résoudre concrètement des problèmes de société grâce à une écoute réciproque. Il ne s'agit pas de s'accorder sur des visions du monde mais de chercher et d'imaginer concrètement des résolutions de problèmes pratiques.

Un concept qui postule un accompagnement politique sage et juste.

Vivre dans l'espace d'un désaccord est exigeant pour les peuples comme pour les personnes. Mettre le citoyen dans une telle situation - présentée comme souhaitable - implique de la part du pouvoir politique une attention redoublée envers ceux qui sont guettés par la fatigue d'être soi. Des dynamiques économiques, sociales, culturelles et juridiques sont à créer qui garantissent les chemins d'une quête identitaire à ceux qui sont fragiles, minoritaires ou dominés. Un système de formation et d'information - notamment médiatique- réellement

pluraliste doit être garanti dans un tel espace où la préoccupation des populations fragilisées est prise en compte.

Michel Gheude, écrivain

Mohammed Jamouchi, rédacteur à La Médina

Marc Lenders, théologien protestant

José Reding, théologien catholique

Du groupe de réflexion " Avicenne "

*Publié dans **La Libre Belgique** et dans **le Soir** du 18 novembre 2003*

Cette carte blanche se présente comme une contribution au débat public que le projet de la Constitution Européenne, actuellement sur la table de la Conférence Intergouvernementale, a ouvert. Ce débat, les auteurs de ce texte l'estiment nécessaire car il touche au présent et à l'avenir des peuples dans une Europe qui se construit. Le texte est le produit d'une réflexion menée depuis plusieurs années par un groupe de personnes (Avicenne) réunissant les différentes familles de pensées et de conviction de la société européenne.

Samedi 3 novembre 2007: *Libération*

Entretien publié à l'occasion de la parution de Des cultures et des dieux. Repères pour une transmission du fait religieux (Fayard), sous la direction de Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa

L'école n'a pas le droit de faire silence sur le fait religieux

Quel intérêt d'enseigner le «fait religieux» dans des sociétés sécularisées comme les nôtres ?

Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa : La sécularisation dont vous parlez est un phénomène circonscrit, et même bien français. Presque une illusion d'optique. Même ici, et partout autour de nous, le religieux est présent. Notre quotidien, notre culture sont saturés de références religieuses. L'architecture, et pas seulement celle des églises, la musique, la peinture, la littérature, les comportements... La planète entière est religieuse, Occident, Orient, Extrême-Orient. Impossible de faire l'impasse sur un phénomène aussi ancien et aussi massif. Et qui continue d'inspirer tant de combats, parfois violents. La religion est encore le socle de nombre de sociétés, y compris les plus démocratiques, comme les Etats-Unis. Il faut bien que nous allions chercher les clés de compréhension de notre histoire et de notre monde là où elles sont. Certaines sont religieuses, que nous le voulions ou pas, que nous y croyions ou non. Nous-mêmes, et nombre des membres de l'équipe que nous avons réunie, ne sommes ni croyants, ni pratiquants, mais nous nourrissons une curiosité à la fois intellectuelle et citoyenne pour le fait religieux. Un de nos objectifs est précisément d'aider à transgresser certaines des frontières imaginaires et étanches que certains se plaisent à ériger entre laïcité et religion.

Qu'entend-on par «enseignement du fait religieux» ? S'agit-il d'une forme de catéchisme laïc ?

- J.-C.A. et E.B. : Sûrement pas. Le fait religieux, c'est plutôt les religions comme faits de civilisation. Par ailleurs, le fait religieux n'a pas à devenir une discipline scolaire à part. Au contraire, toutes les disciplines déjà existantes peuvent être sollicitées : lettres, langues, histoire et géographie, philosophie, musique, arts plastiques... On échappera ainsi au simplisme des lectures unilatérales. Seule une lecture transdisciplinaire et transversale du fait religieux peut le mieux rendre compte de la complexité du monde.

Peut-on être ému par l'architecture d'une église ou la beauté d'une œuvre musicale sans culture religieuse ?

J.-C.A. et E.B. : Sans doute. Mais l'émotion n'est pas tout. Et elle s'approfondit et s'affine avec le savoir. Faute de culture religieuse, une bonne part de l'histoire de l'art occidental, pour ne parler que de lui, devient opaque. Nous avons besoin de savoir pour redécouvrir et apprécier plus pleinement ce que nous avons omis d'apprendre, ou ce que nous avons simplement oublié.

Autrefois, les gens avaient-ils vraiment une plus grande culture religieuse qu'aujourd'hui ?

J.-C.A. et E.B. : Difficile à dire. En France, à tout le moins, la longue lutte des laïcs, la bataille pour la séparation entre l'Eglise et l'Etat, la tradition anticléricale ont finalement abouti à faire de la culture religieuse la chasse gardée des familles et des Eglises. Pour la grande masse de ceux qui ne pratiquent pas – soit la grande majorité de nos concitoyens –, la

religion est au mieux quelque chose de sympathique, ou d'exotique, et de plus ou moins indéchiffrable.

Comment expliquez-vous cette perte de culture religieuse ?

J.-C.A et E.B. : Une des grandes illusions de la modernité est d'avoir cru que le progrès, la science et le triomphe de la raison viendraient à bout des derniers vestiges d'un obscurantisme dépassé – la religion. Or la religion n'a pas disparu, elle revient en force, qui plus est politisée, et nous n'y comprenons plus rien. Nous oublions parfois que les limites de notre monde ne sont ni les frontières de la France, ni même celles de l'Europe. Il faut aller voir ailleurs. Lire le fait religieux, approfondir cette culture religieuse hélas un peu en déshérence dans notre pays, est un bon moyen d'appréhender notre vaste monde et sa diversité.

Certains groupes opèrent en France un retour vers une pratique religieuse parfois très intense. Cela s'accompagne-t-il, de leur part, d'un approfondissement culturel ?

J.-C.A. et E.B. : On assiste effectivement à un double phénomène, très contrasté. D'un côté, globalement, une forte déperdition de culture religieuse. De l'autre, un retour visible à des formes d'auto-affirmation religieuse parfois dures. Pour autant, le petit juif qui jure sur la Torah ou le petit musulman qui se réclame du Coran ne savent pas forcément grand-chose de leurs religions respectives. Et lorsque prime l'exigence d'«authenticité», salafisme pour certains, ultra-orthodoxie pour d'autres, le résultat, sur le plan culturel justement, peut être d'une rare pauvreté. Si bien que les religieux, eux aussi, peuvent manquer de culture religieuse. Il n'y a pas d'authenticité en religion plus qu'en autre chose. Imprégnations mutuelles, métissages, reformulations constantes, voilà la règle. Il y a du judaïsme dans l'islam, de l'islam dans le judaïsme, et de la religion dans l'athéisme le plus militant ! Regardez l'Afrique, l'Amérique latine ! Ce sont de véritables laboratoires de production des religions modernes. Même les formes religieuses les plus rigoureuses, se présentant comme un retour à la pureté des origines, sont des réponses typiquement modernes aux défis du monde d'aujourd'hui.

Retour au religieux et revendications communautaires, on a l'impression que les deux choses vont de pair. Pourquoi ?

J.-C.A. et E.B. : Pour certaines minorités, la religion devient un élément fédérateur. Elle procure un sentiment d'appartenance fort, fabrique un «entre-soi» réconfortant. Se proclamer musulman, c'est sans doute revendiquer une filiation culturelle, affirmer une foi. Mais c'est aussi une façon de répondre au mépris, aux discriminations. Par ailleurs, revenir à la religion des siens, y compris au travers d'une pratique exigeante, est aussi une forme de résistance à l'uniformisation et à l'indifférenciation. On veut bien tous manger des hamburgers, mais c'est tout de même autre chose de les manger cachet ou halal. Coca-cola d'un côté, Mecca Cola de l'autre... Face au flux d'un temps trop rapide, à des transformations intenses, à la dissolution des identités dans une globalisation galopante, on peut choisir de se replier dans sa coquille. La religion, qui a fait ses preuves dans la longue durée, est perçue par certains comme un rempart sûr. Quitte à oublier que la religion elle-même a évolué au fil de l'histoire et qu'elle est aussi fluctuante que les identités qu'on lui demande de sauvegarder... Ainsi vont les constructions identitaires de l'ère d'Internet, dans un contexte de self-service généralisé et d'aspiration à un bien être constant. L'Occident demeure profondément individualiste et les revendications «communautaires» en restent marquées. Les communautés sont en fait imaginées par des individus courant derrière l'utopie des recompositions rassembleuses d'un autre temps, qu'ils ne supporteraient pas forcément très longtemps si elles devenaient réalité, tant le souci de soi domine les comportements.

Vous dites qu'enseigner le fait religieux est aussi une façon de répondre à certains intégrismes. Est-ce à l'école de le faire ?

J.-C.A. et E.B. : De nombreuses personnes, des jeunes notamment, cherchent une forme de spiritualité, mais sont déboussolées. Si elles n'ont pas de réponse à la maison, c'est à l'école de les éclairer, de leur donner les clés qui leur font défaut pour choisir librement. Le rapport Obin¹⁴ s'étonnait que des enseignants répondent aux questions d'ordre religieux que posaient les élèves. Mais si les jeunes n'ont de réponse ni à la maison, ni à l'école, il ne faut pas s'étonner qu'ils deviennent la proie de mouvements prosélytes plus ou moins bien inspirés. L'école n'a pas le droit de faire silence sur le fait religieux. En outre, il est temps de prendre sérieusement en compte la diversité de l'école et de la société. Il n'existe pas de sociétés faites d'une seule pièce. Certes, les nationalismes ont aspiré à les unifier en créant un homme nouveau uniforme. Et ils ont largement échoué. Les nations s'enrichissent de cette diversité, même si les décalages culturels ne sont pas toujours faciles à gérer. La répression ou l'occultation sont des remèdes sans effet à long terme. Il est urgent de relire ces questions avec de nouvelles grilles. L'étude du fait religieux n'a pas vocation à devenir le tremplin d'un dialogue interreligieux auquel, quant à nous, nous croyons peu. En revanche, approfondir la connaissance de ce qui pourrait séparer est peut-être une manière, indirecte mais efficace, de rapprocher. Ce livre essaie aussi, à sa façon, de répondre aux questionnements soulevés par l'arrivée, dans la sphère scolaire, d'enfants issus de cultures et de religions qui ne nous sont pas toujours familières.

Comment votre ouvrage est-il accueilli ?

J.-C.A. et E.B. : Globalement très bien, y compris par les enseignants, leurs associations, leurs organisations professionnelles. Les professeurs de lettres se montrent souvent disposés à enseigner des textes tirés de la Bible, du Coran, des grandes traditions religieuses. Du côté des enseignants d'histoire, c'est forcément un peu plus compliqué. Dans ces milieux, la tradition laïque pèse peut-être davantage. Ils se sentent dépositaires de l'histoire nationale. D'une histoire placée sous le signe des Lumières, orientée vers un monde contemporain perçu comme très sécularisé. Les enjeux d'un tel livre sont importants, il faut le reconnaître. Nous sommes optimistes et convaincus qu'il trouvera peu à peu sa place. Il y a un travail d'explication à mener, c'est certain, et nous le faisons. Les parents ont eux aussi un rôle essentiel à jouer. Et les jeunes, quant à eux, ont encore des choses à apprendre. Ensemble, nous serons peut-être plus à même de contribuer à décrisper les rapports des diverses cultures et religions que nous côtoyons quotidiennement. Faisons le pari de la réussite, sans irénisme, mais en toute connaissance de cause, et en évitant toute stigmatisation.

Votre ouvrage est divisé en grands chapitres par religion. Quelle différence avec une encyclopédie ou un dictionnaire ?

J.-C.A. et E.B. : Nous n'avons pas voulu tout dire sur toutes les religions à toutes les époques. Nous avons essayé de partir des questions que les gens se posent, et d'y répondre. Nous parlons de la place des femmes dans le judaïsme et dans le christianisme, car il n'y a pas que les femmes musulmanes qui ont subi et subissent encore le poids de la discrimination religieuse. Nous avons étudié tous les aspects des religions vivantes, y compris des religions de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Amérique latine, et sans faire l'impasse sur la violence, les relations avec la politique, les processus de sécularisation, l'athéisme. Voltaire, ici, côtoie Jésus. Nous parlons du foulard dans l'islam, en comparant les législations européennes,

¹⁴ Rapport de Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'Education nationale, sur «les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires», juin 2004.

évidemment sans trancher. Nous parlons de la musique en islam, de la représentation du prophète. Et dans le chapitre sur le judaïsme, nous avons utilisé la photo du mariage de deux juifs gays, célébré par une femme rabbin !

Il est une question à laquelle vous ne répondez pas, c'est le procès en illégitimité fait à des enseignants, notamment en banlieue, par certains élèves intégristes. Quelles solutions proposez-vous ?

J.-C.A. et E.B. : Un enseignant n'est pas un prêtre, un rabbin, un imam. Dans ce rôle-là, il est forcément illégitime. Mais s'il est compétent, s'il est capable de mettre en évidence la richesse et la diversité culturelle des traditions religieuses qu'il évoque, peut-être pourra-t-il se faire entendre. Faire savoir et, du même coup, rendre possible un vivre-ensemble. Ce livre est destiné à l'y aider. En espérant qu'en paraîtront bientôt des déclinaisons à destination des élèves de collège et de lycée. C'est une perche que nous tendons. Aux intéressés de la saisir. Ce livre est une sorte de lieu de rencontre, où chacun est libre d'entrer par la porte qui lui plaît. Biographies, encadrés, bibliographies, filmographies, glossaires, exposés linéaires, extraits de textes, il y en a pour tous les goûts. Mais ce n'est pas un labyrinthe, on ne s'y perd pas. Nous en avons fait l'expérience. Dans le pire des cas, les illustrations montrent le chemin.

Recueilli par CATHERINE COROLLER



L'atelier *Société et religion* de Soleil en Essonne est un outil de réflexion – action pour une refondation de la laïcité en vue de conforter le vivre ensemble

Il privilégie, au nom de la laïcité, une approche consensuelle des réponses à apporter au besoin de reconnaissance des droits culturels et identitaires qui s'expriment aujourd'hui au sein du corps social, compte tenu notamment de la diversité culturelle dont notre société est porteuse. La non satisfaction de ce besoin contribue à fragiliser la cohésion sociale.

Pourquoi cette démarche est-elle aujourd'hui importante ?

Parce que les réactions au renouveau identitaire et religieux qui traverse une partie de la société française fragilise le vivre ensemble, déjà mis à mal par l'aggravation des disparités sociales.

En effet pour les personnes concernées par ce renouveau identitaire, une tendance s'affirme pour la revendication d'un droit d'affichage dans l'espace public de leur identité propre.

Pour certains, ce renouveau prend la forme d'une adhésion à une croyance religieuse intégriste, souvent intolérante, assurée qu'elle est de représenter LA vérité. Ce qui peut conduire les intéressés à une attitude de mise à distance par rapport à la collectivité nationale et aux valeurs républicaines qui la fondent.

Face à ces différentes formes du renouveau identitaire, un courant d'opinion fort se manifeste en France, croyant agir pour assurer la défense de la laïcité et qui conduit à refuser de dialoguer, et à exiger que ces aspirations identitaires soient strictement cantonnées dans la sphère privée.

Face à cette situation de blocage, que proposons-nous ?

- Créer un espace d'écoute réciproque et d'échanges :

Nous souhaitons en effet susciter, en de multiples occasions, des espaces de rencontres, d'écoute, de dialogue qui permettent d'aborder une réflexion en commun sur ces questions qui divisent, en essayant de dépasser les jugements hâtifs, les positions tranchées, les opinions péremptoires qui, souvent, de part et d'autre bloquent tout échange.

- Combattre les idées reçues :

Pour admettre de revenir sur la validité d'une idée reçue, encore faut-il accepter ... d'en discuter ! Ainsi il arrive souvent qu'en parlant de laïcité, on ne fasse pas la

distinction entre ce qui est intangible et ce qui ne l'est pas. La neutralité de l'État dont parle la loi de séparation de 1905, elle, est bien un principe intangible, mais la ligne de démarcation qui individualise sphère publique et sphère privée est évolutive dans le temps et même le domaine de l'intervention de l'État, celui de la régulation étatique, est sujet à variation. A preuve : l'autorité paternelle était, au début du XXème siècle, largement dépendante de la sphère privée ; en un siècle l'intervention du législateur, l'a progressivement encadrée, limitée. On voit bien que le curseur public/privé s'est déplacé, pour accompagner l'évolution des mentalités. Pourquoi ne pourrait-on admettre une évolution similaire pour les droits culturels ? Pourquoi ne pas admettre que l'espace public permette l'affichage des identités culturelles ? Bien évidemment il ne s'agit là que de propositions qui nécessitent d'être étudiées, pour préserver notamment l'intérêt général.

A bien y réfléchir d'ailleurs, un espace public dans lequel les individus seraient tenus de rester neutres ne serait-il pas, au sens le plus rigoureux du terme, un espace totalitaire, puisque on les y obligerait à l'invisibilité et au silence ?

- S'ouvrir à l'expression publique de la diversité culturelle

Concilier une identité citoyenne avec une libre expression dans la sphère publique de cette pluralité culturelle qui caractérise notre société est bien une démarche laïque car la laïcité est aussi une volonté de reconnaissance réciproque et d'intégration des cultures

- Apporter un nouveau regard sur l'enseignement du fait religieux et des grandes philosophies non religieuses dans le cadre d'une école citoyenne.

Pour sortir des guerres de tranchée, de cette opposition irréductible entre blocs, qu'on appelle parfois abusivement, « choc de civilisations », nous pensons utile de nous référer à des concepts tels que « le désaccord fondateur » ou « la culture du compromis ».

« *Le concept de désaccord fondateur avancé par le philosophe Olivier Abel, énonce qu'un désaccord est fondateur lorsqu'il est reconnu comme valeur, car une telle reconnaissance permet une dynamique créative de lien social équitable. L'espace ainsi dessiné est le résultat d'une pression réciproque exercée par la pluralité des convictions. « Ce qui fait la solidité d'une voûte, c'est l'équilibre des pressions, non leur neutralisation ».*

Quant à la culture du compromis, concept développé par le philosophe Gille Verbunt, cette pratique oppose la médiation par la négociation dans le respect des identités à la résolution par la force des conflits au bénéfice d'une seule des parties ; loin d'être un acte de faiblesse, une perte d'honneur, le compromis est le fondement même du fonctionnement démocratique.

Nous proposons également de faire mieux connaître la conception de la laïcité par les autres États et leurs sociétés civiles respectives tant pour les pays de l'Union Européenne que pour les autres parties du monde.

Cet enseignement peut participer d'une autre manière à une préparation à la citoyenneté. Il donne aux jeunes des outils pour évaluer le discours des propagandistes de tous bords, qui abondent aujourd'hui. En effet, cet enseignement critique aborde des domaines où les jeunes vont pouvoir exercer leur réflexion tout en acquérant des connaissances sur le fait religieux.

En résumé, voici les thèmes sur lesquels nous souhaitons entrer en dialogue avec différents publics :

- **Sur la laïcité comprise comme l'histoire toujours actuelle d'une libération.**
- **Sur la nécessité de mettre en avant l'expression des droits culturels dans l'espace public, nouvelle frontière de la démocratie.**
- **Sur l'intérêt de développer un enseignement interdisciplinaire du fait religieux en tant que fait culturel et civilisationnel et dans une perspective d'éducation citoyenne.**

Ouvrir le dialogue pour contribuer à alimenter
une alternative aux discours dogmatiques ambiants,
telle est la raison d'être de notre atelier.

Paul BALTA, Marie Jo BLOT, Elio COHEN BOULAKIA, Paul DEVILLARD, Michel DURAND, Claire GRUSON, Janine MEZIE, Anne Marie VAILLE, Brahim ZEROUKI.

Le 01 janvier 2007

